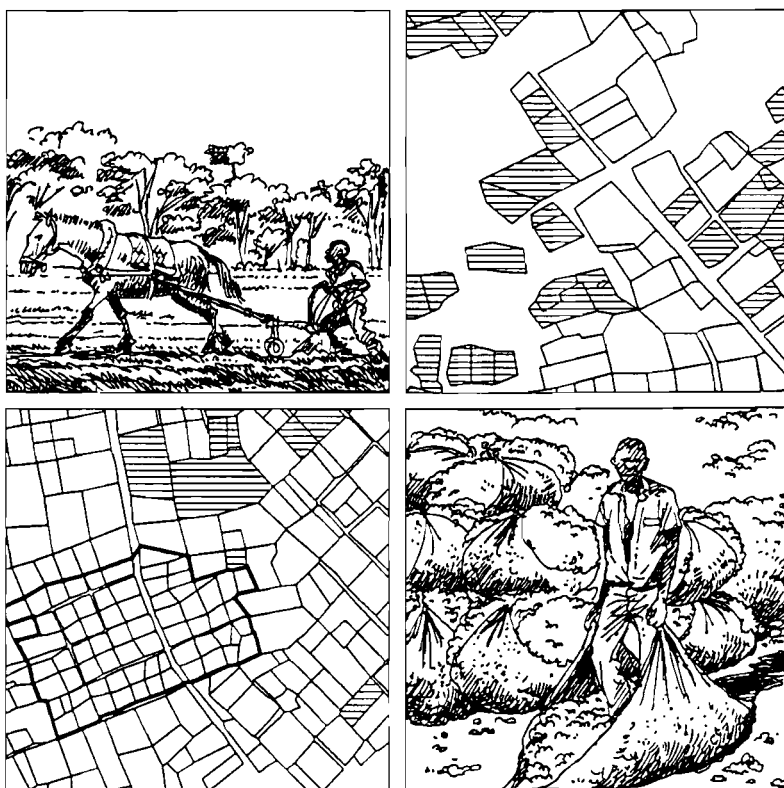


Terroir de SIRI

Terroir pionnier Tupuri dans la région de Touboro



Rédaction : CH. SEIGNOBOS

Maître d'ouvrage : MINAGRI

Maîtrise d'œuvre : SODECOTON

Financement : Fonds d'Aide et de Coopération

Réalisation : ORSTOM

1996

Avant-propos

Nous avons fait le choix d'une étude de terroir à Siri, dans le SEB, afin de compléter les précédentes études conduites en pays tupuri, à Sirlawe et à Ngouroré, chez les Tupuri de la région de Garoua.

Le choix de Siri a été dicté par les liens de parenté d'une partie des habitants avec la population du village de Sirlawe. Les villages de migrants développent des personnalités plus marquées que dans les villages d'origine, maintenus dans le moule des comportements socio-économiques unitaires de l'ethnie. Il nous a semblé intéressant de comparer Siri à trois autres villages tupuri du SEB : Ouro Ladde, Baoudi et Ouro Dala.

Le SEB étant une zone de migration pluri-ethnique, même si les Tupuri forment le plus gros contingent (43% des migrants), nous avons voulu étudier avec la même grille d'analyse Habaga, un village de Mafa, deuxième groupe en nombre après les Tupuri.

Le village de Panjama II sert d'exemple pour les Mbum de l'axe Touboro-Sorombéo, autochtones imbriqués parmi les migrants.

Sommaire

Sommaire.....	2
• Le projet Sud-Est-Bénoué (SEB), bref historique	
1. Les différentes phases de déroulement du projet SEB.....	4
2. Evolution de l'agriculture et de la politique de développement dans la région de Touboro.....	4
3. La mise en place des migrants (1984-1996).....	6
4. Le lamidat de Rey, ou le poids de l'histoire.....	7
41. Périodes pré-coloniale, coloniale et post-indépendance.....	9
42. Rey et les migrants.....	13
• Siri	
1. La mise en place de la population.....	15
2. L'infrastructure du village dominée par la présence d'un marché.....	17
3. Les activités de Siri.....	19
31. L'élevage.....	19
32. Coton et maïs.....	20
33. La révolution du gramoxone et des autres herbicides.....	23
4. Travaux collectifs et main d'oeuvre.....	27
5. Quelques aspects des budgets de migrants.....	29
6 L'organisation du terroir et les stratégies d'occupation de l'espace.....	30
• Mayo Ladde	
1. La population de Mayo Ladde.....	33
2. Les rapports avec les villages d'origine.....	34
3. Les activités économiques de Mayo Ladde.....	35
31. Un village bien équipé.....	35
32. A la recherche d'un équilibre entre deux spéculations.....	36
33. Equilibre entre le travail familial, celui des manoeuvres et des organisations d'entraide.....	37
• Baoudi	
1. La population de Baoudi.....	39
11. Clans et modalités d'installation.....	39
12. Les rapports avec les villages de départ.....	40
2. L'économie du village.....	41
21. Elevage et animaux d'attelage.....	41
22. Cultures.....	41
23. Postes de recettes et postes de dépenses.....	44
3. Sorcellerie et économie.....	45
• Ouro Dala	
1. Les principaux traits de la population.....	49
2. Les rapports avec les villages de départ.....	50
3. Les activités de Ouro Dala.....	50
4. Systèmes d'entraide et rôle des manoeuvres.....	51

- **Habaga, village mafa**

1. La population d'Habaga.....	54
11. Origine et structure de la population.....	54
12. Les rapports avec les villages de départ.....	54
2. Les paris des Mafa de Habaga quant à l'agriculture.....	55
21. Le pari sur l'équipement et le maintien de la traction bovine.....	56
22. Vastes emblavures et faible dilution des intrants.....	56
23. L'emploi de fortes équipes de manoeuvres.....	57
24. Le pari sur une deuxième spéculation : le maïs.....	59
25. Quelques exemples de leaders.....	59
3. Quel avenir pour habaga ?.....	60

- **Panjama II, village mbum**

1. Présentation de Panjama II.....	64
11. Introduction historique.....	64
12. Structure de la population.....	65
2. L'agrosystème mbum.....	66
21. Une agriculture très extensive, marquée d'archaïsme.....	66
22. Une agriculture sans modèle.....	67
3. La chasse, grande activité des Mbum.....	70
4. Les rapports des Mbum et des migrants.....	72

- **Proposition pour des actions de développement**

- Un maillage de villages trop serré.....	74
- L'absence d'un village migrant type.....	74
- La pérennisation de l'implantation des migrants toujours d'actualité.....	75
- Absence de limites intervillageoises et malaise foncier.....	76
- Quelques autres desiderata des migrants.....	77

Bibliographie.....	78
--------------------	----

Le projet Sud-Est-Bénoué (SEB), bref historique

Le terroir de Siri, composé de migrants tupuri, appartient à un vaste projet, le SEB, qui a implanté et intégré plus de 15 000 migrants, venus depuis l'Extrême-Nord dans la région de Touboro.

1. Les différentes phases du déroulement du projet SEB

Dès 1975, un avant-projet est monté concernant la région du SEB. L'étude de factibilité (CFDT-BDPA)¹ est réalisée en 1978. L'objectif est d'y établir des migrants de l'Extrême-Nord touchés par les aléas climatiques, confrontés à des baisses de fertilité des sols et à des problèmes de saturation foncière. La région de Touboro est vide, la pluviométrie abondante ($1100 < < 1300$ mm), et le potentiel des sols est bon.

SEB I débute en 1979 avec un préfinancement de la SODECOTON. Le projet s'attachera surtout aux infrastructures, pistes, écoles, dispensaires, hangars... Il sera suivi par SEB II, initié par la CFDT, de 1983 à 1987, qui prolongera l'effort d'infrastructures. En raison des difficultés à développer la culture attelée, priorité sera donnée à la motorisation. Les premières installations de migrants commencent en 1984-85.

En 1986, l'étude de faisabilité de SEB III prévoit une grande extension de la zone cotonnière, mais, après la chute brutale des cours du coton, on dut réexaminer les stratégies. Les fortes pertes de la SODECOTON, maître d'oeuvre du projet, en trois campagnes, de 1986 à 1988, contraignirent à la mise en place d'un plan drastique, qui va durer jusqu'en 1991, année où la SODECOTON renoue avec les bénéficiaires.

SEB III, financé par la CCCE, recommande un effort de diversification des productions et la recherche de cultures de substitution au coton afin de réduire le déficit de la filière coton et de limiter la perte de revenus des producteurs. Toutefois, la finalité du projet SEB, sans cesse réaffirmée, demeure : «favoriser le développement d'une économie agricole basée sur une agriculture paysannale intensive», Proffit Ph., 1986.

Le projet parie sur la promotion de groupements paysans et cherche à leur trouver une légitimité. Il n'en poursuit pas moins les aménagements d'infrastructures par le biais d'installation de vagues de migrants jusqu'en 1992.

2. Evolution de l'agriculture et de la politique de développement dans la région de Touboro.

La culture cotonnière a commencé en 1953 par l'entremise du lamido de Rey, avec l'efficace brutalité que l'on connaît². Jusqu'en 1970-71, les rendements restent faibles, inférieurs à 500 kg/ha. Puis, avec l'intervention des intrants, de la culture attelée, les rendements dépassent 1400 kg/ha en 1977, triplant ainsi en six ans.

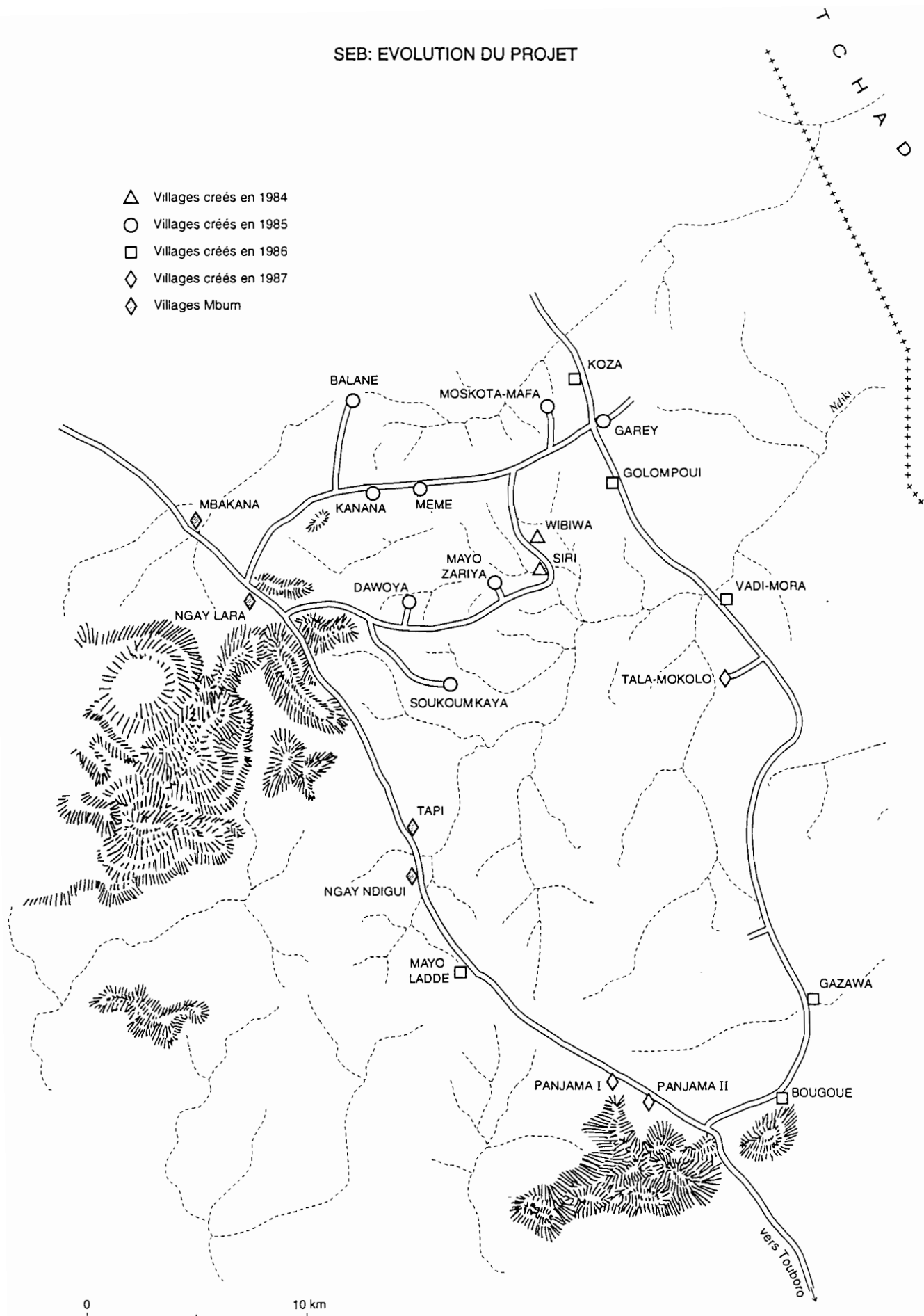
De la fin des années 1970 au début des années 1980, les programmes de développement poussaient de front deux cultures, le maïs et le riz pluvial. Certains

¹ CFDT : Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles
BDPA : Bureau pour le Développement de la Production Agricole

² Pour les agrosystèmes traditionnels pré-existants, cf. Panjama.

SEB: EVOLUTION DU PROJET

- △ Villages créés en 1984
- Villages créés en 1985
- Villages créés en 1986
- ◇ Villages créés en 1987
- ◇ Villages Mbum



rapports de 1977 se montrent très optimistes concernant le riz et misent sur «un développement assez rapide de cette nouvelle culture». Le maïs l'emportera et le riz pluvial sera oublié. Dès 1977, le maïs concurrence le sorgho dans la région.

Le manioc, n'ayant pas les faveurs des experts nutritionnistes, n'a jamais été un élément du développement. Cette culture anti-disette n'en progresse pas moins dans la région. Les Mbum empruntent des variétés aux Gbaya et les migrants, aux Mbum.

Dès leur arrivée dans le SEB, les migrants cultivent du coton - ce qu'ils savent déjà faire dans l'Extrême-Nord -, puis ils reviennent peu à peu au vivrier. En 1989-90, sur 21 villages de migrants, 11 font plus de vivrier en surface (sorghos et maïs) que de coton, 5 en cultivent à égalité et 5 maintiennent le cap sur le coton. En 1990-91, on assiste à un retour temporaire du coton. Toutefois, le «vivrier» se transforme, grâce au maïs, en vivrier marchand. Il se démarque alors fortement du sorgho. Le maïs va prendre de plus en plus d'importance, rognant sur les emblavures de sorgho et de coton.

Dans la région de Touboro, la culture attelée a de la peine à se développer à cause des glossines, en dépit des espoirs que l'on a mis en elle. Les rapports au milieu des années 1980 pêchent tous par optimisme. On annonce la réussite de certaines opérations «génisses de trait» grâce auxquelles les «agriculteurs devront petit à petit devenir des éleveurs et apprendre à soigner leurs bêtes» (Rapport CCCE, 1986 : 25).

Parallèlement, on décide de passer à la motorisation. Ce sera la formule des GML (Groupements de Motorisation Légère). L'expérience avec le tracteur Bouyer TE 20 et 25 cv. commença en 1977 à Madingrin, Panjama, Vogzom (Ndock) et Sorombéo. Tout comme la culture attelée, les GML devaient préparer le passage à la traction motorisée conventionnelle. En 1985, 272 Bouyer TE et 21 Renault sont engagés dans la région. Les GML ne tardèrent pas à montrer leurs limites et s'avérèrent non rentables. On arrêta assez brutalement l'expérience en 1993, sans trop y préparer les populations.

Les attelages bovins, de leur côté, commencent à poser un véritable problème avec des pertes trop lourdes. En 1988, un cultivateur giziga de Yanli achète le premier poney du Tchad et l'attelle. Les montagnards s'orienteront vers l'âne et les migrants venus des plaines vers le poney, ce que les développeurs s'entêtent à voir d'un mauvais oeil : «Malgré les conseils de la SODECOTON et du projet d'aménagement, la traction asine ... de la zone de départ se développe dans le nouveau village au détriment de la traction bovine mieux adaptée aux potentialités de cultures intensives... de la région» V. Karasinski, 1991.

En 1996, sur plus de 1000 bêtes de trait, près de 40% sont des poneys et 20% des ânes. Les charrues lourdes sont délaissées pour des modèles intermédiaires.

Toutefois, une véritable révolution va toucher cette région, avec le passage aux herbicides. Le «labour chimique» va rapidement s'imposer.

En 1976, la SODECOTON introduit les herbicides de pré-levée comme mesure d'intensification des cultures dans le sillage de la motorisation. Leur utilisation va stagner pendant une dizaine d'années en raison de leur prix. En 1987, L. Gaudard, de la SODECOTON, préconise le gramoxone. Son action est spectaculaire, son coût abordable et il est rapidement adopté. Déjà en 1991, la suspension de l'importation de gramoxone pose de gros problèmes dans la région de Touboro. L'IRA propose alors en traitement complémentaire du paraquat (gramoxone), deux «vieilles molécules», le diuron à 720 g/ha et l'atrazine à 800 g/ha, parallèlement à l'abandon des anciens herbicides de pré-

levée, cotofor, cotogard et callifor... Le coût de traitement des pré-levées est divisé par trois.

A partir de 1992, le fer de lance des itinéraires techniques est constitué d'herbicides et, parallèlement, la culture mécanisée recule. La percée de l'atrazine pour le maïs s'est opérée en deux ans (1994 et 1995). La progression du maïs s'en est trouvée fortement accélérée. En 1996, on pense l'appliquer aux sorghos rouges.

Dans la région de Touboro, le «semis direct» se transforme en itinéraire technique précis, exigeant des cultivateurs un savoir-faire et une grande dextérité dans la date des semis et l'application des herbicides. Cette technique impose plusieurs applications d'herbicides pour un contrôle optimal des adventices.

Avant le semis, on applique le gramoxone (paraquat) pour tenter d'éradiquer la montée d'adventices de début de saison. Lors du semis, une application de paraquat complétée par celle d'un produit de post-semis ou pré-levée est nécessaire pour prolonger la propreté des parcelles. La végétation d'adventices mortes protègent le sol du choc des pluies de début de saison et ralentit également leur écoulement. Cette technique autorise un travail avec peu ou pas d'équipement et la mise en place précoce des cultures. En 1995-96, elle est devenue prépondérante à Touboro et intéresse 55% des surfaces (Bekolo et Gaudard, 1995 : 12).

Cette trilogie, paraquat, diuron et atrazine, ouvre la voie à d'autres molécules complémentaires qui interviendront dans une agriculture aux itinéraires de plus en plus complexes car elles permettent un choix au niveau du calendrier agricole. C'est un saut qualitatif qui dépasse le développement axé sur la culture mécanisée.

Côté engrais, les changements sont moins importants. Une période s'achève en 1992, où l'on prônait l'utilisation d'une houe bifide pour faire deux trous, un pour les graines, un pour l'engrais, afin d'éviter les épandages à la volée. On a préféré ensuite mettre de l'engrais lorsque la plantule est haute afin de pas prendre le risque de le perdre, surtout après l'augmentation des intrants qui a suivi la dévaluation de février 1994³.

Les rapports entretenus entre le coton et le maïs ne cessent d'évoluer. En 1995-96, les cultivateurs peuvent gagner plus d'argent en spéculant sur le maïs qu'avec le coton. Néanmoins, ils ont besoin du coton pour deux raisons. D'abord, sa vente est sûre alors que celle du maïs est soumise aux aléas du commerce et aux exactions des *dogari* du lamido de Rey. Par le biais du coton, les cultivateurs ont accès aux intrants, qu'ils peuvent reverser en partie sur le maïs.

3. La mise en place des migrants (1984-1996).

Au début, le nom des villages du SEB a été donné par le numéro de forage, 1, 2, 3, 4 ... les migrants ont naturellement, comme tous les migrants, repris le nom de leurs villages d'origine. Un préfet zélé a interdit ces noms qui pouvaient entraîner une confusion au niveau administratif. Il a fallu trouver des noms nouveaux qui ne se sont généralement pas imposés. Les appellations font alors référence à nouveau au numéro de forage,

³ On utilise comme engrais pour le coton NPKSB 15-20-15-6-1 à 100 kg/ha pour des semis postérieurs au 20 juin (200 kg/ha pour ceux antérieurs), complété par un épandage d'urée à 50 kg/ha. Pour le maïs, on emploie 100 kg/ha d'engrais et 150 kg/ha d'urée.

précédé du mot «bloc», emprunté à «bloc de culture». On parle alors de Bloc 6, Bloc 8... ce qui sonne assez mal aux oreilles :

Siri, appelé initialement Sirlawe, est aujourd'hui N° ou Bloc 7 ; Foulbi, Wibina, Bloc 6 ; Golombalé, Balané, Bloc 2 ; Sirbia, Golompoui, Bloc 18 ; Mayo Ladde, Guisiya, Bloc 19 ; Ouro Dala, Daweya, Bloc 9...

Ces migrants sont arrivés à la suite de campagnes de recrutement dans l'Extrême-Nord, orchestrées par un «Service Migration» intégré dans la Direction du Développement Rural (DDR) de la SODECOTON. Opérationnel dès janvier 1984, il aura à sa tête J. Poulain qui, par son ancienneté dans les projets de développement, suscitera la confiance des migrants. Neuf campagnes de migrations seront réalisées au titre de SEB II et SEB III. Au total, 3676 chefs de famille, pour une population de 18 816 personnes, furent déplacés au Mayo Rey.

Dans les années 1970, on ne croit pas à un peuplement par les migrants de la région de Touboro car le projet NEB et celui de Lagdo «font écran» à la migration en provenance du Nord (Rapport BDPA/CFDT, 1977). Le rapport de Ph. Proffit de 1981 lance les premières propositions d'un périmètre de migrants dans la région de Touboro. Il décrit la lente descente des populations du nord, des zones surpeuplées, vers la région de Boula-Ibbi Garoua, puis dans le NEB, pratiquement saturé. Il évoque les conséquences du barrage de Lagdo qui va favoriser l'implantation de périmètres irrigués en aval avec cultures maraîchères, cultures industrielles avec la canne à sucre... «Il y aura encore de la place pour des salariés des grandes entreprises agro-industrielles et peut-être pour quelques exploitations individuelles groupées en coopératives, mais le nombre d'immigrants sera limité et l'on aura bientôt fait le plein». On vit encore dans l'utopie des grands projets. Il faut rechercher de nouvelles terres pour le surcroît de population du Nord «qui se trouvent en position d'autosubsistance précaire et ne participent guère à l'économie du pays». C'est un avatar de la «descente des montagnards» des années 1960. La zone de Ngay-Lara, au nord de Touboro, sera retenue.

Un programme indicatif d'implantation de nouveaux villages de migrants a été élaboré dans le rapport de factibilité SEB II d'avril 1982, à partir de la carte d'aptitude des sols (BDPA).

Les archives du Service Migration font état des difficultés de recrutement et des premières installations dans le SEB. Dans l'Extrême-Nord, les chefs à qui l'on prend des contribuables et dont on vide le pays, font obstruction et les sous-préfets se montrent peu coopératifs. J. Poulain compte sur les mauvaises récoltes de l'Extrême-Nord et la persuasion des CDZ (Chefs De Zone) de la SODECOTON pour recruter des migrants (in Lettre aux chefs de région SODECOTON de la PEN, 1987). Mais, en 1988, il se plaindra du peu d'empressement des CDZ dans le recensement des volontaires pour le SEB.

Dans le SEB, les migrants sont installés sur des sites aménagés en bord de route auprès d'un forage. Ils ont été précédés - ou cela a été concomitant - d'un piquetage de blocs de cultures, divisés en parcelles avec des bandes d'arrêt de protection de 6 m., perpendiculaires à la pente, distantes de 100 m les unes des autres, avec des bandes de 20 m tout autour du périmètre du bloc. Le piquetage a suivi un défrichement au treuil Monkey.

L'installation se fait dans une brousse ouverte, où les migrants se sentent mal à l'aise. On ne cherche pas à trop éloigner les villages, 3 km. Ce sera là une erreur majeure, dont on se rendra compte rapidement.

Lors de la réunion du 25 novembre 1985, au campement de Siri, on constate que «certains des villages sont trop rapprochés, les uns des autres (villages des forages 6, 7 et 8) entre autres et qu'à terme, si on ne limite pas les populations de ces villages, les planteurs seront limités dans l'extension de leurs parcelles cultivables, ce qui risque de poser les problèmes qu'ils avaient déjà en partant de chez eux. D'autre part, au niveau des infrastructures sociales, les villages étant trop petits (40 à 60 familles, soit 200 à 300 habitants) et peu éloignés les uns des autres ne peuvent bénéficier à leur niveau d'une école à cycle complet, ce qui aurait pour conséquence de multiplier celles-ci». Le projet éprouve des difficultés de mise en place de «villages-centres» disposant d'équipements sociaux (dispensaires et écoles). On envisage des regroupements de villages et la suppression de certains. En avril 1985, on compte 2602 migrants dans le SEB. En 1985, Siri et Wibiwa (Foulbi) sont suivis par l'ouverture de Dawoya et de Soukoumkaya (Tupuri) et Garey (Mundang). Ces recrutements se font sous le signe de la concurrence avec un autre grand projet, celui de Semry II. Le sentiment d'être propriétaire de ses parcelles dans le SEB est un atout brandi contre la SEMRY et sa double récolte de riz. Les campagnes de recrutement du SEB et de Maga se déroulent en même temps dans la région de Kar Hay sur fond de crise ; 1984-1985 est une année catastrophique après la sécheresse de 1983.

Les migrants soutenus par la SODECOTON seront pris en charge par le PAM⁴ et ils recevront une aide à l'installation, perches, paille et sekko.

En 1989, on enregistre de forts départs de Ouro Dala (123 personnes) de Baggou et Golombale. Dans ce dernier village (265 habitants), la moitié du peuplement part, alors que les disponibilités en terre sont importantes. Il en est de même pour Sirbia (160 sur 587), 59 à Siri et 20 à Mayo Ladde...

Tout cela se passe dans les villages tupuri. Les archives du Service Migration ont du mal à analyser le phénomène. Dans un rapport de mai-juillet 1989 : 3, on lit «Bien qu'aucune des diverses raisons invoquées par les migrants repartis cette année ne soit valable pour justifier ce départ important, alors que la campagne agricole 1988-89 a été une des meilleures, il y a lieu d'être très attentif aux réactions humaines et au comportement imprévisible de certaines ethnies...»

Le rapport poursuit sur les investissements réalisés à l'intention des migrants, forages, écoles, magasins, dispensaires, qui ne semblent pas être la raison majeure de la fixation définitive de certaines ethnies.

En 1989, les Tupuri cherchent leurs marques et sont encore partagés entre plusieurs options : s'établir entre Lagdo et Bibemi, plus près du pays tupuri, ou, en dépit de la crise, repartir dans les villes. Cette vague de départs non expliqués est redevable à des causes cumulées, au comportement de certains éléments du projet et d'un premier coup de butoir de la part du Baba de Rey, qui s'inquiète de cette colonisation.

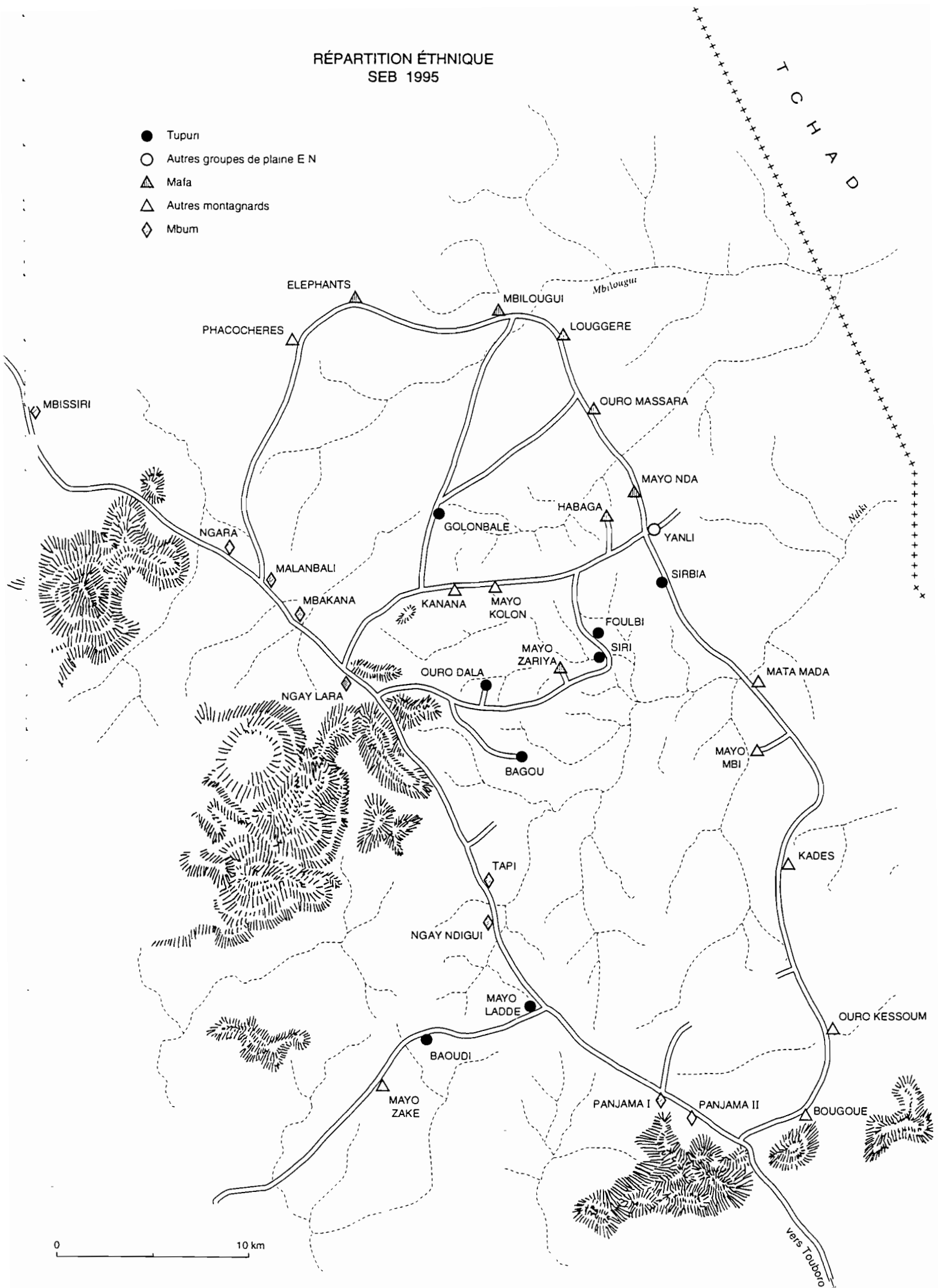
Cette hésitation sera confirmée par des retours sur le SEB en 1990, 23 personnes à Baoudi, 23 à Siri, 55 à Ouro Dala...

L'encadrement du projet nourrit un a priori défavorable à l'encontre des Tupuri, ce ne sont pas de «bons planteurs». Au nom de la cohésion sociale, les Tupuri répondent d'abord à leur calendrier social et leurs obligations d'alliance. Cela prime sur le bon suivi

⁴ Une aide de 75 jours/individu, soit par an 146 kg de maïs, 14,6 kg d'huile, 11 kg de sucre, 11 kg de viande et 11 kg de lait.

RÉPARTITION ÉTHNIQUE SEB 1995

- Tupuri
- Autres groupes de plaine E N
- ▲ Mafa
- △ Autres montagnards
- ◆ Mbum



des itinéraires techniques des cultures, au grand dam de l'encadrement de la SODECOTON. Ce dernier, tout en reconnaissant leur ardeur au travail, déplore leur manque d'équipement et leur constant retard au niveau des semis et des récoltes.

Les montagnards, en revanche, qui s'équipent volontiers et se montrent sensibles aux leitmotiv culturels de la SODECOTON, sont désignés comme les «bons planteurs». Dans un rapport de juillet 1986 (Service Migration, DDR) : «Il est à noter qu'à part un seul migrant montagnard célibataire venu en 1985, reparti en 1986, la totalité des départs de la zone concerne les migrants de plaine, et à 100% l'ethnie toupouri, ce qui confirme une fois encore l'instabilité et l'incapacité de ces populations à se fixer».

Dans le rapport mai-juillet 1987, on peut lire «D'une manière générale, les ethnies dites de montagnes sont toujours plus avancées dans leurs divers travaux que les ethnies dites de plaines» ; encore dans un rapport de 1987, on trouve «comme toujours l'ethnie toupouri représente la majorité des départs de la zone, 53,16%»

Dans le rapport de mai-juillet 1988, SM/DDR, on souligne que les pluies ont été tardives et que les planteurs travaillant en manuel ont été dépassés. Il s'agit «en général de villages migrants d'ethnie toupouri qui, comme d'habitude se mettent au travail les derniers. Rien à redire sur les ethnies montagnardes plus disciplinées et plus dynamiques que les ethnies de plaine;»

Dans un rapport février-avril 1988 «Nous constatons aussi depuis trois campagnes consécutives, que les populations montagnardes, moins favorisées en qualité de terre et en pluviométrie, prédominent maintenant... par rapport aux populations des plaines, ce qui, à terme et en définitive, est le but recherché du projet SEB». Les campagnes de recrutement s'orientent désormais sur les monts Mandara, les pays zulgo, muktele, les Mofu de Méri... On crée pour eux de nouveaux villages : village des Eléphants, des Phacochères (1990), Mbilougui II, Ouro Zake (1991).

Mais en 1990, ce ne sont plus les Tupuri qui partent, mais les «bons planteurs». «Les ethnies de montagnes et de piémonts ont remplacé cette année les ethnies de plaines en départ. Ils représentent les 62,29% contre 29,58% l'an dernier». Les causes ? «Jusqu'à l'heure actuelle, nous n'avons pas encore pu découvrir la principale raison qui justifie chaque année le départ des migrants puisque même les montagnards, moins favorisés en terre et en pluviométrie ne se stabilisent pas».

Les explications sont à chercher ailleurs, dans des problèmes de cohabitation au sein des villages, dans le rapport avec le pouvoir en place, problèmes qui ne sont jamais évoqués dans les archives du SM et aussi dans les rapports défectueux avec certains encadreurs du projet, véritables *dogari* déguisés... Les explications ne peuvent être que techniques, les autres ne sont pas dicibles.

Néanmoins, en 1991, la zone originelle d'implantation du SEB, celle dite de Ngay-Lara, est considérée comme couverte à 100%. Cela correspond à l'ouverture, au sud de Touboro, de la zone «Sud Vina», dont les premières pistes sont établies en 1991, avec huit sites équipés de deux forages par village. La campagne de 1991 fut la plus importante en terme de populations déplacées et installées dans le SEB, compte tenu des récoltes catastrophiques dans la province de l'Extrême Nord, en particulier dans le pays tupuri. Les villages tupuri du SEB reçurent de forts contingents : 138 personnes à Siri, 381 à Mayo Ladde, 607 à Baoudi.

En 1992, on ne créa pas de nouveaux villages, mais on procéda à une répartition au sein des villages existants. La migration spontanée est apte à assurer les groupements qui conduiront à des équilibres sociaux viables. La campagne 1992 est donnée comme la

dernière encadrée et organisée par la SODECOTON. En fait, des groupes de migrants seront encore pris en charge au coup par coup par l'infrastructure SODECOTON jusqu'en 1996.

Pour J. Poulain, les bonnes années migratoires sont les conséquences de récoltes défectueuses de l'Extrême Nord : 1984, 1989, 1990.

En 1985, la campagne agricole de l'Extrême-Nord a été favorable et le *muskuwaari* abondant, les effectifs de migrants se réduisirent de moitié par rapport aux prévisions. On observe le même phénomène en 1988. Quant à 1992, où la pluviométrie fut exceptionnelle et les surfaces en *muskuwaari* atteignirent des records, les populations furent peu motivées pour descendre dans le SEB. Si les montagnards sont soumis aux spasmes mauvaises récoltes/bonnes récoltes, il n'en va pas de même pour les Tupuri, qui obéissent à une tout autre logique. Ils sont habités par un projet collectif de migration et de colonisation de terre. Le pays tupuri «fabrique» des hommes. Les femmes tupuri vont jusqu'au bout de leur potentiel de procréation et présentent «une fécondité non altérée». Le système du lévirat est là pour prolonger cette fécondité, chaque femme met au monde en moyenne plus de six enfants. Un taux d'accroissement constant de 2% par an assure aux Tupuri un doublement de leur population en 35 ans. Ils étaient 70000 au Cameroun en 1960 (Podlewski, 1966), ils sont plus du double en 1996 et, de plus, le réservoir de recrutement touche également les Tupuri du Tchad.

En 1996, le peuplement tupuri est stabilisé car il a atteint une masse critique et les Tupuri se sentent assez forts pour résister. Ce sont, en revanche, les Mafa, dont la zone au nord-est du SEB est plus menacée, qui décrochent. La pierre angulaire du peuplement sur laquelle repose tout l'édifice du SEB en 1996 est sans conteste le groupe tupuri⁵.

Pas plus que le projet NEB, le projet SEB a pu établir une comptabilité satisfaisante de ses migrants. 19 000 auraient été déplacés et recensés, et 3682 ont été enregistrés comme partis. Toutefois, la migration spontanée n'a pas été prise en compte et elle complique tout, surtout le volant de jeunes adultes venus en supplément des familles et qui s'établissent à leur tour⁶. Le projet SEB a été lancé sur des bases techniques, une étude pédologique, comme si tout dépendait du sol et de la pluviométrie.

⁵ SEB . Zone de Ngay-Lara

1984 : 2 villages (333 personnes), 1985 : 8 villages (2383 personnes), 1986 : 6 villages (1442 personnes), 1987 : 17 villages (6245 personnes), 1988 : 21 villages (8915 personnes), 1992 : 24 villages (17 000 personnes).

⁶ Effectifs du SEB en 1986

Tupuri	Mafa + Mineo	Podokwo + Muktele	Divers
39,8%	15%	15%	30,2%

Effectifs du SEB en 1991

Ethnies	Nombre de ressortissants	pourcentage
Mafa + Minéo	1137	21,9%
Muktele	264	5,1%
Mofu (Molwko, Mboku, Zulgo, Gemzek...)	368	7,1%
Montagnards (autres)	389	7,5%
Tupuri	2223	42,8%
Musey	369	7,1%

Puis on s'est aperçu que les itinéraires techniques reposant sur la culture attelée ne pouvaient bien fonctionner. On a alors apporté d'autres réponses, toujours techniques, GML, puis herbicides.

Mais, jamais on a évalué le projet à l'aune de l'encadrement politique traditionnel de ces terres, ni de leur histoire et, douze ans après, le projet SEB se trouve confronté à cette réalité. Elle explose même littéralement.

La pérennité de ces aires de migration ne repose plus sur une réussite technique, sur des spéculations à maîtriser, mais elle se trouve contingentée par le politique. Le gouvernement veut-il continuer à installer des migrants dans ces zones vides sur le flanc du Tchad ou choisira-t-il de composer avec les impératifs de l'élevage ou de protection de la faune ? Le pouvoir traditionnel de Rey qui s'est fortement raidi ces dernières années contre l'afflux de migrants acceptera-t-il une accélération de ces installations ou rejettera-t-il à terme ces migrants inassimilables ?

4. Le lamidat de Rey, ou le poids de l'histoire

4.1. Périodes pré-coloniale, coloniale et post-indépendance

Fondé par les Peuls Yillaga au début du XIX^{ème} siècle, ce royaume couvrit la haute vallée de la Bénoué et devint rapidement puissant. Dès le début, l'élément peul a été très minoritaire face aux groupes autochtones comme les Dama et les Mono. Ce lamidat est en fait le prolongement du pouvoir dama. D'ailleurs les Mbum de la région de Touboro continuent à appeler le lamido de Rey «*Mbay Dama*» (le chef des Dama). Ce lamidat a conquis de vastes espaces au sud et à l'est, aucune autre principauté peule n'exerçant de concurrence. Rey marqua rapidement son indépendance à l'égard de Yola, centre de la province du fombina de l'empire peul de Sokkoto. Yola essaya de conduire plusieurs coalitions pour mettre au pas le lamidat de Rey. La plus importante fut menée du vivant de l'émir Adama, vers 1845, contre le lamido Bouba Njidda (1798-1866). Ce dernier quitta sa capitale, Rey, pour se fortifier sur la montagne de Tchollire.

A la fin du XIX^{ème} siècle, Rey était la plus puissante entité politique peule de l'Adamawa et ses relations avec Yola n'avaient plus rien de celles de vassal à suzerain. Les Peuls de l'Adamawa s'accordent à trouver le pouvoir de Rey particulièrement dur. Ni les religieux et lettrés, ni les commerçants n'y étaient à l'honneur. C'est un état guerrier, essentiellement fondé sur l'exploitation des peuples conquis par une classe d'affranchis (*riimay'be*) elle-même dominée par les Dama. Les grands dignitaires restent à Rey, où ils sont chefs de quartier et envoient dans leurs fiefs des *ciimaa'en* ou *dogari*, leurs représentants. Cette «camarilla», dont on ne sait jamais si le lamido en est le commanditaire ou le prisonnier, a toujours été décriée par l'administration coloniale. Elle est jugée responsable de la volonté de maintenir Rey dans un type d'encadrement politique «médiéval». A la différence des autres lamidats, Rey n'est pas divisé en petites chefferies subalternes, les fiefs donnés aux grands *dogari* sont variables. Aussi l'administration ne trouvera-t-elle pas de cadre pour subdiviser ce pouvoir et en faire des cantons.

Plaine (autres)	443	8,5%
TOTAL	5193	

SODECOTON
DIRECTION ASSISTANCE RURALE
SERVICE MIGRATION

MIGRATIONS - SITUATION RECAPITULATIVE PAR CAMPAGNE

Population répartie par rapport aux années d'installation

Année d'arrivée	Population installée	Années de départ par rapport aux années d'arrivée								Population répartie
		1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	
1984	333	0	57	12	5	44	23	0	0	141
1985	2 383	0	209	67	37	394	107	11	85	910
1986	1 946		0	79	92	218	77	66	93	625
1987	1 647			0	61	127	55	30	131	404
1988	2 606				6	340	158	64	150	718
1989	1 235					0	68	47	114	229
1990	1 862						0	118	110	228
1991	5 340							0	427	427
1992	1 464									0
Totaux	18 816		266	158	201	1 123	488	336	1 110	3 682

Population déplacée et installée..... 18 816
- Population répartie..... 3 682
= Population théorique existante
..... 15 134

Mise à jour fiches individuelles de recensement
+ dépouillement Octobre/Novembre 1991
+ arrivées migrants campagne 1992
- moins départs enregistrés (1er trimestre 1992)
= Population réelle existante zones migrants
..... 17 289

En récompense de l'aide que le lamido Bouba Jama'a (1901-1945), troisième lamido de Rey, avait apportée à la colonne Brisset lors de la campagne de 1914-1916 pour chasser les Allemands de Garoua, Rey se vit concéder un statut spécifique. On lui promit que, jusqu'à la mort de son lamido, Rey relèverait directement du gouverneur du Cameroun par l'intermédiaire du chef de circonscription (puis de Région) de Garoua et qu'aucun poste administratif ne serait établi dans son commandement.

Un arrêté du 5 juillet 1925 décida que la «Subdivision de Garoua engloba le Bouba Njida» sans que toutefois le lamidat n'entre dans le régime commun. Sa situation particulière fut même précisée par un arrêté du 24-12-1934 qui rappelle que «le lamidat de Rey-Bouba relève directement du chef de circonscription».

En 1936, une subdivision de Bouba Ndjida est créée sans qu'il n'y ait de «chef-lieu comportant résidence fixe». Le chef de subdivision devait y faire des tournées. On dénombre en tout et pour tout, de 1918 à 1935, douze tournées administratives, totalisant à peine une année de présence en dix-sept ans.

Le premier recensement nominatif sérieux (Delteil et Baudelaire) date de 1937 et une cartographie plus fine fut achevée en 1939, c'est alors que la deuxième guerre mondiale entraîna une pénurie de cadres et partant le report d'une normalisation du lamidat.

En principe, la mort de Bouba Jama'a déliait l'administration française de ses engagements, mais, par crainte de mécontenter le nouveau lamido Bouba Ahmadou (1945-1973), l'installation du poste à Tcholliré fut mis en sommeil, jusque dans les années 1950.

A l'indépendance, en 1960, la sous-préfecture fut établie à Tcholliré. Le président Ahmadou Ahidjo s'était toujours défié des grands féodaux qui ne l'avaient pas soutenu, voire l'avait méprisé. Il chercha à les affaiblir et à diviser leur chefferie. Il se montra toutefois prudent avec Rey. Les sous-préfets eurent des consignes assez précises pour confiner le Baba dans Rey. Les rapports devaient être particulièrement conflictuels entre le lamido actuel et certains sous-préfets comme Aboubakar Liman et Bladi Abba entre 1977 et 1980.

Toutefois, Ahidjo n'osa pas subdiviser Rey qui demeura un vaste département, le «Mayo Rey».

Lorsque P. Biya prend le pouvoir en 1983-84, le gouvernement affiche sa volonté que l'administration soit directement en contact avec la population sans l'intermédiaire des chefs traditionnels. Pendant cette période, Rey évite un découpage territorial. Après 1990, l'instauration du multipartisme fit revenir en force le pouvoir des lami'be et singulièrement celui de Rey. Ils reçurent le soutien du gouvernement en faisant voter pour le RDPC (le parti au pouvoir) dans leur lamidat.

Depuis 1992, le lamido de Rey est plus puissant que jamais sur ses terres. L'administration, très en retrait, pratique une politique d'évitement.

Ainsi Rey a toujours eu, depuis le XIX^{ème} siècle, un statut à part, dans l'Adamawa et durant toute la période coloniale et jusque dans le Cameroun indépendant. C'est fort de cette singularité que l'actuel Baba affiche sa volonté de continuer la «politique de Rey»

4.2. Rey et les migrants

Le lamido Bouba Abdouraman se plaint d'avoir deux types de sujets, ceux qui appartiennent à Rey : Dama, Mono, Kali, Duru et Mbum, encore mobilisables et corvéables, et les autres, les migrants.

Le Baba veut que ces derniers intègrent Rey et qu'ils soient placés sous le même régime que les autres populations et, pour ce faire, joue alternativement la séduction et la violence. De plus en plus ouvertement, le lamido de Rey s'oppose à l'afflux des migrants. Il met en avant les trop nombreux arrivages de Tupuri dans le SEB et s'inquiète de les voir s'établir plus près de lui encore, à Konkron. Il reproche aux migrants de multiplier les productions records en coton et maïs sur la terre de Rey et de ne pas «investir sur place», les accusant d'ingratitude.

Leur présence a entraîné la mise en place d'infrastructures déstabilisantes pour le lamidat : les routes et les écoles. Le Baba de Rey actuel, comme son prédécesseur, ont compris que l'ouverture de routes apportait un changement majeur sur leur terre et limitait leur pouvoir d'autocrate. Lors de la campagne des élections législatives un peu troublées de 1992, le Baba a placé des dizaines de barrières tenues encore par ses *dogari* en 1996. Ainsi les routes, instrument par excellence du contrôle politique de l'Etat, se trouvent récupérées par le lamido afin d'assurer le contrôle de l'espace de Rey. Les routes ont aussi induit le développement de cet énorme marché de Mbaymboum au sud de Touboro (depuis 1990), qui regarde à la fois vers la RCA et le Tchad. Ici, le bras de fer entre *dogari* et grands commerçants du marché est constant car cette liberté économique va à l'encontre de l'idéologie de Rey.

Les écoles, enfin, ont été multipliées pour les migrants, mais aussi pour rétablir un équilibre chez les autochtones, les Mbum étant très en retard dans ce domaine. La pénétration des missions est importante si bien que les Mbum n'ont plus que l'apparence de la soumission et ceux de Touboro ont rallié massivement le parti UNDP, affrontant ouvertement le lamido de Rey. Cette opposition entraînera une série d'évènements graves à Touboro durant les années 1990. De plus en plus de villages mbum refusent les semences pour les champs du Baba. En 1994-95, les Ngambay de Madingrin pour la première fois refusent de cultiver les champs du Baba.

Rey essaie d'imposer une règle commune à tous et de faire payer une *zakkat* qui est présentée comme une sorte de bail payé au Baba pour mettre en valeur sa terre. Le montant n'est pas très élevé, 7 à 12 sacs de maïs par village et 10 sacs pour les propriétaires de tracteurs. Les Ngambay de Madingrin et les montagnards du SEB s'exécutent pour la plupart. Quant aux Tupuri, ils refusent systématiquement. Les migrants ont peur d'entrer dans cette logique et dans un engrenage qui va peu à peu les broyer. Ils disent ne pas vouloir vivre comme les Mbum qui ne pouvaient avoir ni bêtes, ni matériel, ni aucune richesse apparente sans risquer d'être arrêtés pour des vétilles et payer des amendes exorbitantes.

Les *dogari* exercent un pouvoir discrétionnaire, parfois à l'insu du lamido. Le départ de migrants, par familles ou quartiers entiers, vers les petits lamidats de la Bénoué, inclus dans celui de Garoua et nettement plus libéraux, est souvent lié à ce motif.

Le lamidat de Rey fonctionne sur une véritable idéologie, celle d'un pouvoir à essence de droit divin. Le lamido actuel pense qu'il est investi d'une mission historique et veut garder intact l'héritage de Rey : «Ni les Allemands, ni les Français, ni les présidents Ahidjo et Biya n'ont divisé mon royaume» et d'ajouter que Rey a «un devoir historique

envers ses peuples, y compris au delà de la frontière du Tchad». Qui peut le blâmer de vouloir préserver un héritage prestigieux ?

Cette logique, partagée par plusieurs centaines de familles de *dogari* sera toujours suivie par Rey. Elle ne pourra être tempérée que par le pouvoir central. Les migrants planteurs ne peuvent se passer d'état et la pérennité des implantations du SEB et du SUD Vina est conditionnée, plus que par le passé, par une volonté politique.

Siri

Siri a été le premier village fondé dans le SEB, en avril 1984, par 147 Tupuri de la région de Kar Hay.

1. La mise en place de la population

Le premier chef fut André Gogo Wayso, du village de Gamdoun. Il fut écarté, tout comme celui de Foulbi, en raison de son origine tchadienne. En fait, la nomination des chefs par élection avait déplu au Baba de Rey, qui voulait que, chez les migrants, les chefs appartiennent à des familles de chefs dans leurs régions d'origine. On dut tergiverser pour finalement élire, en 1989, Wang Wamba Léo, frère du chef de Sirlawe, du clan Mo Dom (Seignobos, DPGT, 1995). Il est secondé par un *kaygamma*, Boivo Kalak, du clan 'dirim de Golongari. Dans le SEB, le second du chef n'est plus désigné comme *goh*, qui reprend alors son sens premier de sacrificateur.

Dans le village de Siri, à la différence d'autres villages tupuri du SEB, il n'existe pas de *jag sirri* (bosquet sacré). Toutefois, une importante partie de la population n'ayant pas adhéré aux différentes missions, la fonction de *goh* est maintenue et assurée ici par Durgo Tchokoroma.

Les clans qui dominent sont les Mo Dom (de Sirlawe et de sa région), avec 17,7%. Ils sont suivis des 'Dirim (14,6%) originaires des villages de Golongari et de Touksou. Viennent ensuite les clans Monguri, Baare, Dore Mo Graobe, Guyuri, issus des villages de Woulargo, Tchatibali, Youweye, Gamdoun...

Le mission catholique a essayé de s'installer dans ce village centre et dispose d'une petite concession en face du campement de la SODECOTON. Trois chapelles ont été édifiées, une catholique, une pentecôtiste et une de la Mission Fraternelle Luthérienne. Les catholiques représentent 35,5% de la population, la mission Fraternelle (8%) et la «Vraie Eglise de Dieu» (10,5%). La proportion de la population restée dans la mouvance traditionnelle est de 43,8%.

Les «Missions», *jakba* (bouche/Dieu) ne jouent pas un rôle moteur dans la structuration du village. La Fraternelle Luthérienne a perdu la plupart de ses membres au profit de la «Vraie Eglise de Dieu». Ces derniers se sont regroupés en un véritable sous-quartier au sein de Golongari.

Parmi les 101 chefs de familles, pour 812 habitants⁷, 40,8% sont établis à Siri depuis les deux premières années (1984-85), 18,3% sont venus en 1991 et 15,3% les trois dernières années.

Les arguments qu'ils avancent pour leur arrivée dans le SEB sont toujours les mêmes depuis 12 ans : manque de pluie dans l'Extrême Nord, terre appauvrie et rare, disettes répétées (1973-74, 1983-84, 1989-90...). Les migrants ont choisi le SEB pour faire de l'argent, donc du coton. En 1995-96, le rendement moyen dans la zone des migrants était de 1600 kg/ha, soit quasiment le double de celui du Mayo Danay (882 kg/ha). Cette différence dans la production cotonnière a toujours été un argument de poids lors des campagnes de recrutement des candidats à l'émigration. Chez les Tupuri, l'émigration opère selon des stratégies éprouvées. Les cadets se doivent de partir en laissant les aînés sur place et les puînés auprès des parents âgés. On observe aussi des détachements de «fragments» de sociétés villageoises, qui concernent des groupes apparentés ou des individus de la même classe d'âge et qui veulent continuer ailleurs leur relation d'alliance et d'association économique.

Les villages d'origine restent pour les migrants des zones de repli et des réservoirs d'alliés potentiels et d'épouses. Toutefois, les gens de Siri, comme ceux de tous les villages du SEB, cherchent de plus en plus à marier leurs filles à proximité. L'objectif est de renforcer la cohésion du village et, pour le chef et son entourage, de renforcer son pouvoir. Dix-sept filles ont été mariées dans Siri et trois dans des villages voisins du SEB. Trois l'ont été dans les autres zones de la diaspora et cinq seulement dans le pays tupuri. Les compensations matrimoniales sont établies, dans le SEB, sur des bases monétaires et non plus sur le bétail, hormis peut-être quelques chèvres.

Les animaux laissés au village par les migrants constituent une réserve d'équivalent argent. Ils serviront en partie au règlement des dots et, si un impérieux besoin se fait sentir, la famille peut éventuellement y puiser. Les gens de Siri confessent avoir laissé «au village» 126 bovins, 105 chèvres, 56 moutons, 6 porcs et 210 volailles.

L'aide financière que les gens de Siri accordent à leurs familles restées dans le village de départ est loin d'être négligeable. Près de 40% des chefs de famille ont envoyé de l'argent en 1995. Cette aide peut être annuelle ou se renouveler tous les deux ou trois ans. Tout est fonction d'éventuelles disettes dans l'Extrême Nord et, sur place, des résultats des campagnes cotonnières et, maintenant, de la vente du maïs. Si le donateur se déplace chez lui, la somme sera toujours supérieure, le triple d'un envoi. Il le fera généralement à l'occasion de fêtes, d'une levée de deuil et pour la constitution d'une dot, ces deux derniers motifs exigeant justement de grosses sommes. Les petites sommes plus régulières, 20 000 à 35 000 F. concernent essentiellement l'achat de mil, les sommes intermédiaires correspondent à des besoins cumulés. Ces dernières sont très diversement utilisées, frais d'écolage, achat de charrue, de vêtements... Dans les aides sont compris les frais de voyage dans les deux sens pour les membres de la famille. L'aide peut être suspendue si un trop gros effort a été fourni une année (par exemple, lors de la disette de 1989 dans l'est du pays tupuri) ou si un parent a subtilisé des animaux sur place. Lorsque le montant d'une dot a été ressenti comme exagéré, le gendre s'abstient d'aider sa belle-famille.

A Siri, les sommes moyennes par chef de famille ayant versé une aide est de 53400 F. (Soit un total de 2 136 800 F.). Cette somme témoigne d'une part de la force du lien qui unit Siri aux villages d'origine et, d'autre part, d'une certaine aisance du village. Quant

⁷ En 1985, Siri comptait 334 habitants et, en 1986, 339.



Légende

	Habitat groupé		Forage
	Habitat dispersé		Terrain de football
	Eglise		Radier
	Concession de la mission catholique		Route
	Ecole		Pistes
	Campement et magasin Sodécoton		Cours d'eau
	Marché au petit bétail		Ecoulement temporaire des eaux
	Marché aux bovins et aux chevaux		Limites de parcelles de Siri
	Marché		Forêt résiduelle sur zone caillouteuse
	Moulin		Forêt résiduelle sur zone inondable

0 200 m





aux sommes consacrées à l'achat de mil, elles montrent que le pays tupuri peut difficilement vivre sans l'aide de sa diaspora.

2. L'infrastructure du village dominée par la présence d'un marché.

Divisé en cinq quartiers, Sirlawe, Golongari, Guisiya, Dow Mayo et Dako, le village de Siri s'étend de part et d'autre de la route. Deux quartiers dominent, Sirlawe à l'Ouest et Golongari à l'Est, où le village s'avance largement en direction du mayo. Le quartier Dow Mayo, (i.e. «de l'autre côté du mayo») se développe dans le prolongement du «campement» et du magasin SODECOTON. L'infrastructure scolaire a été installée dans le village voisin de Foulbi et Siri ne compte qu'une école. Deux forages et un moulin constituent les autres équipements.

A la différence de l'habitat, dispersé, en pays tupuri, Siri est un village groupé. Les *ting*, hormis dans le quartier de Golongari, ne sont pas enclos. Des unités traditionnelles, les *jigal*, sont encore régulièrement construites, mais elles ne forment que 10% du bâti. 7,5% des cases sont quadrangulaires et à toitures en tôles ou en paille. Le reste est en parpaings de terre et à toiture conique (82,5%). Au total cela fait 1 case pour 1,7 personne. A cet ensemble, il convient d'ajouter une quarantaine d'écuries, bergeries et porcheries. On enregistre encore 62 greniers en terre, *boole*, reposant ici sur des blocs de latérite, et 32 silos végétaux, *puuli*. On note également, à la différence du pays tupuri, le grand développement des auvents permettant de mettre à sécher des récoltes plus abondantes. Le ricin, absent ici, est remplacé dans son utilisation comme perches, par des armatures de bambou. On retrouve *Moringa oleifera* (*neeku*), quelques manguiers (35) et des citronniers. Les Tupuri tchadiens ont apporté avec eux l'habitude de protéger une partie de *ting* par des haies de *Thevetia*.

Tout le village semble s'organiser en fonction du marché sans toutefois qu'il occupe géographiquement le cœur du village, afin de garder des possibilités d'extension. Le marché du mardi crée pour le village une situation particulière lui donnant une place à part dans la constellation de villages de migrants et lui confère un rôle de «centre» du peuplement tupuri du SEB. Le marché est né dès l'implantation du village, mais il n'a pris de l'importance qu'en 1990. Le projet SEB avait essayé de susciter un grand marché sur le carrefour de Yanli, l'espace avait été délimité, des bâtiments construits, mais le marché n'a pas pris.

Siri est servi par l'ancienneté des villages des alentours et leur proximité, qui permettent de capter une «masse critique» importante de cultivateurs qui viennent s'approvisionner et vendre maïs, arachide, niébé... A la suite d'un différend avec le Baba de Rey en 1993, le marché de Siri a été suspendu pendant trois semaines, pour être déplacé au N°5 à Habaga. Les *dogari* voulaient lever l'impôt sans délivrer de tickets, les Tupuri de Siri refusèrent. Le Baba décida alors de fermer le marché. Les villageois se sont déplacés en masse, à pied, à la sous-préfecture de Touboro : «ou on rouvre le marché, ou nous partons tous !». Le sous-préfet ordonnera la réouverture du marché.

Le marché longe la route et s'étend vers le nord-est. Faisant face au marché, de l'autre côté de la route, s'installe sous un *danki*, le *dogari* venu de Kanana avec ses gens. A côté, près du *ting* du chef, s'installe l'escorte de gendarmerie (c'est une zone d'insécurité). Le *dogari* récupère les taxes du marché et surveille les transactions.

COUPE DANS LE QUARTIER
GOLONGARI

SIRI

HARA S.

mère de HARA

FOKSOU L.

TAWA F.

DURWE O.

RINGBE

cuisine

tombes

DOMWA J.

YIWE

latrines

TAYGA

YINGYANG

magasin

boole

porcherie

DOMWA A.

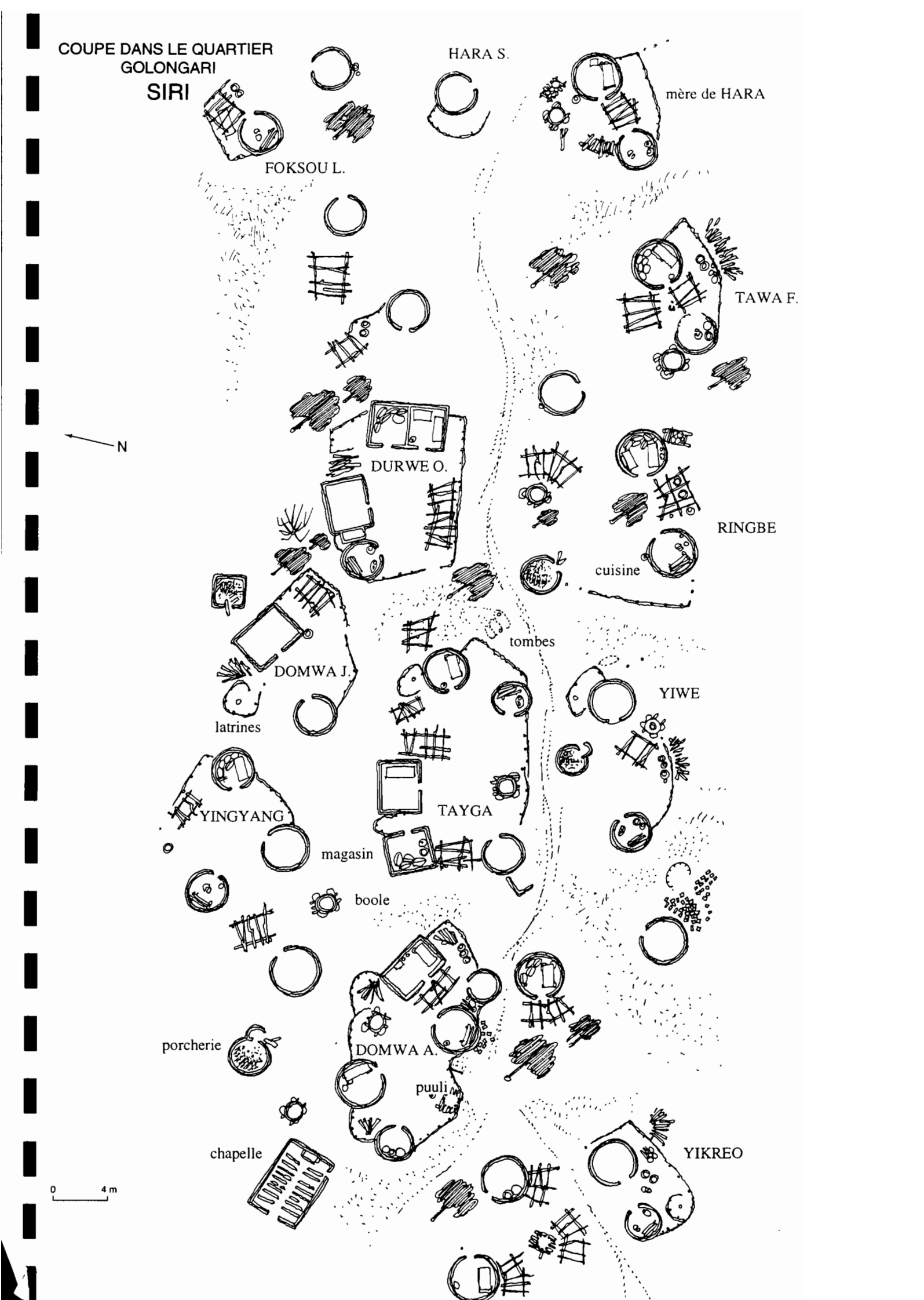
puuli

chapelle

YIKREO

0 4 m

N



De part et d'autre de la route, une quinzaine de cases-hangars sont louées aux commerçants qui, la veille du marché, viennent y stocker leurs marchandises. On aligne, devant ces hangars, les sacs qui seront chargés sur une douzaine de camions et autant de camionnettes. Le marché est organisé autour d'allées principales sur lesquelles s'ouvrent des étals de tissus, pagnes, vêtements, fripes, chaussures, «assiettes», pièces détachées de vélos, motos... On y rencontre des artisans réparateurs de cycles et de radio, des soudeurs, des menuisiers, des forgerons... Certaines allées sont réservées aux poissons secs, fumés, au natron, sel, tabac, aux légumes et produits de cueillette ; d'autres sont des espaces pour la boucherie, les bovins, les petits ruminants et les porcs. Sur le flanc sud, des gargotes proposent du dolo, de la viande cuisinée, de porc, de chèvre, de gibier... le jour du marché étant celui de la consommation de viande. Les musulmans se voient proposer du thé avec beignets et soya...

Un peu en marge, une zone, particulièrement animée, est réservée à la vente de bière de mil. Egalement à l'écart, des maquignons mbororo et arabes Showa conduisent des bovins, une cinquantaine par marché, et des poneys, 5 à 6.

L'écrasante majorité des commerçants est formée de Peuls et de Bornouans de la région (Touboro). Ils se réservent le centre du marché alors que les marges sont occupées par les migrants et aussi les Mbum spécialisés dans la vente de certains produits. Ce marché est très animé et les tupuri de Siri s'impliquent fortement. Ils louent les cases-hangars, leurs «pousses» et leurs services comme «pousseurs» et «chargeurs». Ils ont en main certaines activités comme celle de bouchers (10), de vendeurs de poisson sec et fumé (9). Les femmes, de leur côté, commercialisent de l'eau, du bilbil (52), de la bière en bouteille (4), du dolo (12) et de l'arge (10). Elles sont spécialisées dans la vente du sel - y compris de sel liquide (*cuu heege*) - de «légumes verts»⁸ qu'elles font venir parfois de loin.

Les villageois de Siri, hommes et femmes, ont appris par ce marché à stocker et à vendre au meilleur prix, si bien que les cases de Siri regorgent de sacs de maïs, de sorghos rouges, d'arachide et de niébé. Une partie de l'argent du coton servira à acheter à bas prix ces productions à la récolte, auprès de ressortissants des villages voisins et permettra d'attendre que les prix montent pour les écouler sur le marché. Certains, par ce biais, doublent, voire triplent leurs revenus. Les hommes spéculent essentiellement sur le maïs et les arachides ; les femmes, sur les sorghos rouges qui servent essentiellement au brassage de la bière, et sur les niébés et l'arachide.

De la spéculation, ils sont rapidement passés à l'usure d'autant qu'eux-mêmes sont dans des circuits constants d'endettement⁹ et de remboursement d'emprunts. Ils prêtent à l'intérieur et à l'extérieur du village, selon des taux variables. Les plus courants en 1995 étaient, pour une année, de 17 000 F de remboursement pour 10 000 F empruntés, ou 12 000 F. pour 5000 F. et la restitution de 1,75 sac de maïs pour 1 emprunté. Les liens de parenté vont jouer moins sur l'argent que sur la terre et les «prêts de confiance», autrement dit gratuits, n'intéressent que la terre et le matériel, mais très rarement l'argent. Les pratiques de l'usure sont répandues. Le Baba de Rey lui-même, par l'intermédiaire de ses *dogari*, avance de petites sommes sur la base de

⁸ *Ceratotheca sesamoides* (sare), *Cassia obtusifolia* (brayceere), *Corchorus* spp. (neshani, shilanre...) et *Hibiscus sabdariffa*.

⁹ Durant la campagne 1995-96, 37% des chefs de famille de Siri ont dû régler des dettes ('beere) pour des sommes allant de 40 000 à 160 000 F. Ces endettements avaient été contractés, pour 37%, pour des participations à des cérémonies de deuil, 22% des dots, 21% des soins de santé, 16% des frais de scolarité et 4% de divers.

MARCHÉ DE SIRI

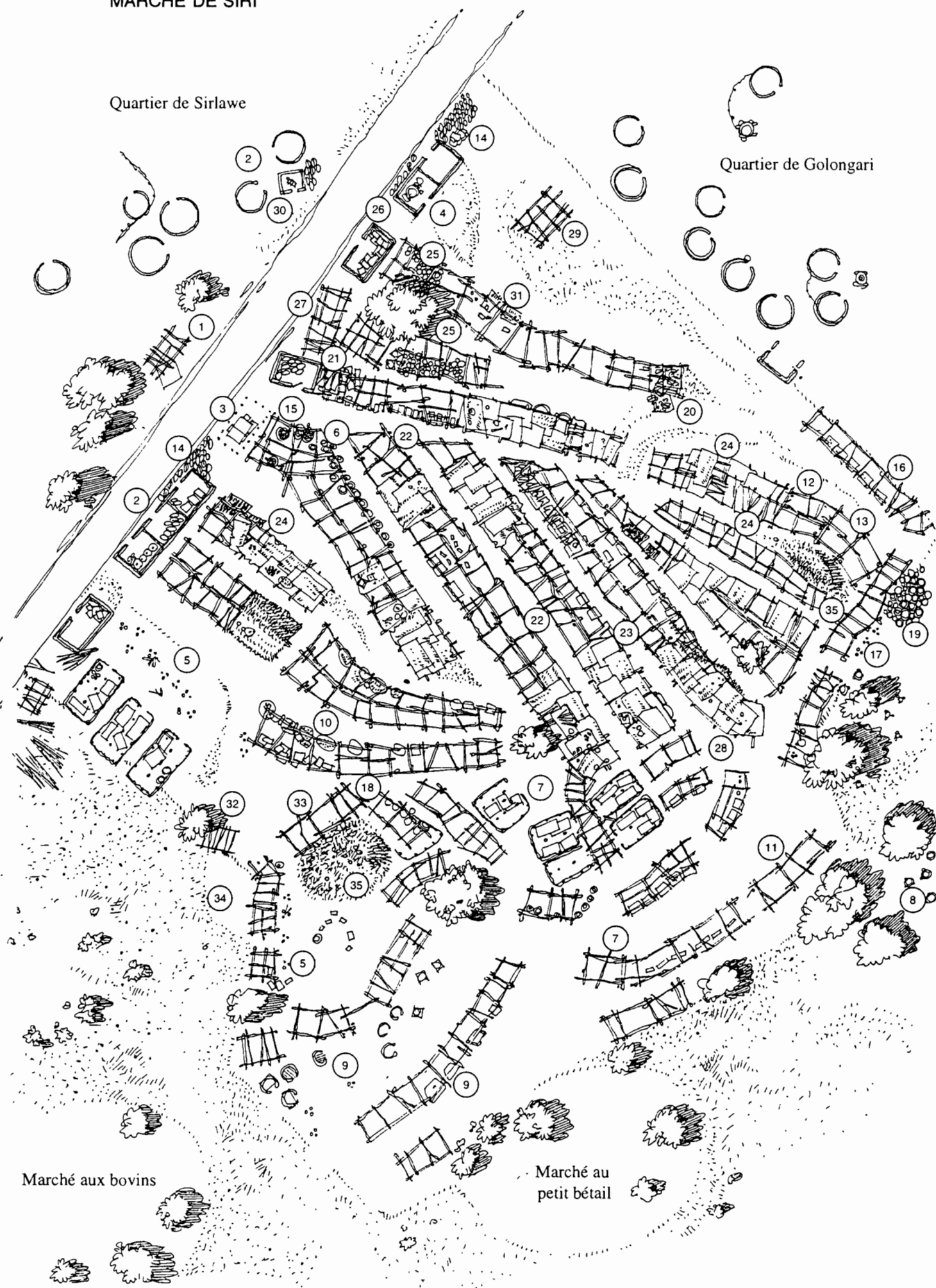
Quartier de Sirlawe

Quartier de Golongari

Marché aux bovins

Marché au
petit bétail

Chevaux



MARCHE DE SIRI

1. Place du *dogari*
2. Hangars
3. Boulangerie
4. Moulin
5. Gargotes (Tupuri, Masa, Mbum...)
6. Vente d'eau
7. Vente de thé et beignets (Arabes)
8. Vente de bière de mil (Tupuri)
9. Abattoir et boucherie, bovins, chèvres, moutons (Bornouans, Tupuri)
10. Poissons secs et fumés (Bornouans, Tupuri)
11. Produits de cueillette (Mbum)
12. Légumes frais et secs (Tupuri, Mafa, Mbum)
13. Sorghos rouges (Tupuri)
14. Maïs et arachide (Tupuri, Mafa...)
15. Colas (Bornouans)
16. Sel, natron, tabac (Mbum)
17. Fabrication de sel liquide (Tupuri, Mbum)
18. Huile d'arachide et tourteaux (Mbum)
19. Poteries (Tupuri)
20. Friperie (Bornouans, Peuls)
21. Matelas, literie (Peuls)
22. Pièces de pagne (Peuls)
23. Tissus, pantalons (Peuls)
24. Chaussures (neuves et d'occasion), sandalettes (Hausa)
25. Vaisselle (Hausa)
26. Charrues, sacs
27. Sucre, savon, sel, cigarettes (Peuls)
28. Commerce de «table» (Tupuri, Mafa, Mbum)
29. Forgerons (Mbum, Mafa)
30. Soudeurs
31. Réparateurs radio
32. Réparateurs motos, vélos
33. Pièces détachées de vélos et motos
34. Parc de vélos et motos
35. Poubelles

3000F., pendant la saison des pluies. Certains empruntent trois à quatre fois cette somme. Ils devront à la récolte rembourser en sacs de maïs (40 tasses x 2 kg.). Par ce biais, le lamido de Rey essaie d'imposer un prix d'achat unique et de s'attribuer un monopole d'achat. Ce qu'il ne peut récupérer par la *zakkat* et l'usure, il essaie de le recouvrer différemment. Comme les Tupuri de Siri s'obstinent à renvoyer vides les sacs déposés pour la *zakkat*, le lamido de Rey prend son «impôt» sur le marché. Il est admis tacitement que les *dogari* lèvent les taxes à la récolte du maïs sur tous les sacs mis à la vente, sous la forme de pourcentage en grains et cela sur quatre à cinq marchés d'affilé, puis la vente redevient libre. Cette pratique a cours sur tous les marchés du lamidat avec souvent des prix imposés, 3000 F. le sac de maïs et 5000 F celui d'arachide. Si les populations qui fréquentent le marché ne s'exécutent pas, on menace de fermer le marché. Le lamido prélève également des taxes au niveau des barrières que contrôlent ses *dogari* à l'entrée de certains villages. On peut en rencontrer jusqu'à dix pour sortir des états du Baba, principalement dans le centre et le nord du lamidat. Le commerce est plus libre en direction de Ngaoundéré après un accord avec Alhadji Abbo, propriétaire de MaïsCam, et de certains autres *alhadji*.

Pour éviter ou limiter tous ces contrôles et tracasseries, une partie du commerce, en particulier celui du maïs, ne passe plus par le marché. Les commerçants s'entendent avec de gros cultivateurs qui livreront leur production additionnée de celles de leurs voisins. Gaspar Gelandi, par exemple, le plus gros cultivateur de Siri, écoule 480 sacs, sur deux camions, et organise la collecte de la production du petit quartier de Dow Mayo où il habite, ce qui donne lieu à un chargement équivalent.

3. Les activités de Siri.

3.1. L'élevage

Les poneys venus du Tchad et appareillés comme animaux de trait sont jugés beaucoup plus résistants que les bovins. Ils seraient légèrement trypanotolérants, ce qui ne les dispense pas d'être vaccinés. S'ils crèvent (une dizaine entre 1991 et 1996), c'est, semble-t-il, plus d'épuisement lors de prêts d'attelage. Aussi certains propriétaires se refusent-ils à prêter leurs animaux ou alors ils pratiquent eux-mêmes le labour à façon. Cet équidé pourrait effectuer jusqu'à 2,5 cordes par jour, en prenant un temps de récupération égal à celui des hommes. Les labours sont toujours expéditifs (0,4 et 0,5 ha/jour) alors que, pour un labour soigné avec une charrue T34 et une paire de boeufs aguerrie, 0,25 ha/jour serait un bon rapport surface/temps.

L'harnachement du poney comprend un collier de matelassure, des sangles en fibres synthétiques achetée sur le marché et accrochées à un coussinet dorsal, sorte de sellette, appelée *dedare* (*da'd'aare* en fulfulde) afin de ne pas blesser les flancs de l'animal. On relève aussi parfois le polygone de sustentation, les sangles descendant ensuite sur le palonnier. La charrue la mieux adaptée est la T27. Actuellement 27 poneys sont utilisés à Siri.

Les cultivateurs tupuri préfèrent acheter un poney. Le pari est moins risqué, s'il meurt, c'est une perte moindre qu'une paire de bovins (du simple au triple). Ils n'en font pas, pour l'instant, l'élevage. Les maquignons venus du Tchad, à la fois pour se réserver le marché des chevaux de trait et aussi parce que la demande va au mâle ne proposent pas de jument. Aucun paysan n'ose le premier intégrer une jument dans un troupeau de mâles qui ne sont ni gardés, ni entravés. Parmi les chevaux qui sont morts lors des

saisons des pluies, la plupart avait un gabarit supérieur à ceux présents depuis quatre voire six ans. Il s'agissait de *kadara*, métis stabilisés de chevaux barbes et de poneys acquis dans le sud du Guéra (Tchad) et manifestement moins résistants à des latitudes aussi basses. Ceux qui offrent le meilleur comportement sont les petits poneys musey de la Tandjilé. Les poneys qui divaguent dans le village sont des animaux de trait peu montés. La chasse - comme celle régulière du samedi - se pratique à pied, avec bâton de jet et chiens. En revanche, on attelle le poney couramment aux «pousses».

Même s'ils restent attachés au bovins, les Tupuri se plaignent d'élever des animaux qui crèvent. A Siri, ils ont perdu les quelques têtes de bétail qu'ils avaient fait descendre du Nord. Dès qu'ils ont commencé à gagner de l'argent avec le coton, ils l'ont spontanément investi dans le gros bétail. Les animaux sont rapidement crevés. Y.D. a ainsi perdu 19 têtes, d'autres 7 ou 8. En dépit des défrichements et de la mise en culture de surfaces de plus en plus vastes, la prévalence de la trypanosomiase demeure forte et le migrant répugne encore à trop dépenser en produits vétérinaires.

Ainsi seuls quatre cultivateurs s'entêtent-ils à élever une quinzaine de bovins. L'élevage sédentaire semblant compromis, les Tupuri confient (prudemment encore) leurs bovins à des familles mbororo. Toutefois, les rapports entre migrants et Mbororo sont trop récents et les Mbororo trop mobiles. Sur 16 bêtes prêtées, cinq déjà seraient mortes.

Plus de 25% des chefs de famille, surtout les jeunes, n'élèvent aucun animal. Dans le village, on compte 353 chèvres, surtout de race locale (*fi mbum*), plus petites et plus résistantes, et 115 moutons, ici en majorité de la race tupuri, qui semblent assez bien résister. A cela s'ajoutent quelques têtes de moutons *uuda* (mbororo).

L'aviculture enregistre une mortalité parfois dissuasive et les Tupuri, dont le sommet de la vie festive est le *few kagge* (fête du poulet), sont les premiers à la déplorer. On ne dénombre que 329 poulets dans le village, mais 116 canards. Dans cet environnement encore bien boisé, il semble également difficile d'élever des pintades, qui provoquent des dégâts sur les semis et partent avec des pintades sauvages.

Un élevage a de l'avenir, celui des suidés. Il est relativement récent (1989-90) et se développe rapidement. Le porc supporte bien le milieu. A partir du moment où tout le monde en élève, les dégâts engendrés par leur divagation se trouvent répartis et banalisés, les conflits sont rapidement réglés. On compte plus de 360 porcs dans le village, dont une bonne proportion sont désignés comme «porcs du Tchad», plus allongés et de couleur claire. Les porcs castrés se vendent très bien, 40 000 F et plus. Les commerçants et commerçantes bamiléke ont prospecté la région et veulent amorcer en 1996 à Siri le même commerce que celui qui anime la région de Kar Hay à Swey et Doukoulou. Ils s'intéressent à des porcs «démarrés», d'un peu plus d'un an. Ils envisagent de monter avec des bétailières pour redescendre les porcs vers les villes du Sud.

3.2. Coton et maïs.

Comme tous les migrants, les Tupuri ont, à leur arrivée dans le SEB, essayé leurs semences. Ils ont gardé une partie de leurs sorghos rouges (*gara*), *Sorghum caudatum* et *S. guinea*. Ils cultivent les variétés *giling*, *sawtsay* et *paa naare*, en proportions variables, encore que *paa naare* soit largement dominant en 1995. Compte tenu de la pluviométrie plus régulière et abondante de la région de Touboro, les poquets sont moins

chargés en graines et on fait plus confiance dans la levée. Corrélativement, les stratégies de démarrage-repiquage, chères au pays tupuri, n'ont plus cours.

Les Tupuri ont dû abandonner la plupart de leurs niébés (*ay*), ceux sensibles au photopériodisme, pour ne garder que *ay lere*. Ils se sont, en revanche, tournés vers les *ay wuu* (importés), *ay 55* de la SODECOTON, qui produit fin juillet.

Il en est de même pour les *man-debay* (*Citrullus spp.*) qui viennent à la fois du pays tupuri et de chez les Mbum.

La commercialisation des légumes par les femmes tupuri n'a pas vraiment engendré de développement du maraîchage, comme ce fut le cas dans le village voisin de Mayo Zariya. Les Tupuri, à la différence des montagnards, n'ont jamais marqué beaucoup d'intérêt pour cette activité. Une trentaine de petits jardins de quelques dizaines de m² (nous n'en avons cartographiés que 10) a été mise en place près du mayo au nord-est du village. Ils sont entourés de haies de branchettes de cotonniers fichées en terre, renforcées par des branches de *Gardenia erubescens*. Les Tupuri y cultivent du *gubudo*, des *Corchorus spp.*, de l'oseille de Guinée, des *Solanum indicum* (*gufungu ma kleré*) et *Cassia obtusifolia* (*tasba = bayceere*) dont on fait de la semence car, à la différence de l'Extrême Nord, il n'est pas ici spontané. Le gombo est plutôt cultivé sur les bandes anti-érosives et en bordure des champs de maïs et de coton.

Le complantage reste important et représente ici encore une stratégie anti-aléatoire face au risque climatique, aux attaques des ravageurs et aux déprédations des singes. Cette région est exposée moins sans doute à des déficits pluviométriques au début de la saison qu'à des risques d'engorgements excessifs au mois d'août, préjudiciables surtout au maïs et au niébé. Le niébé comme l'arachide peuvent être cultivés en pur ou en plantes dérobées. Les parcelles récemment mises en manioc peuvent aussi être complantées en maïs et niébé.

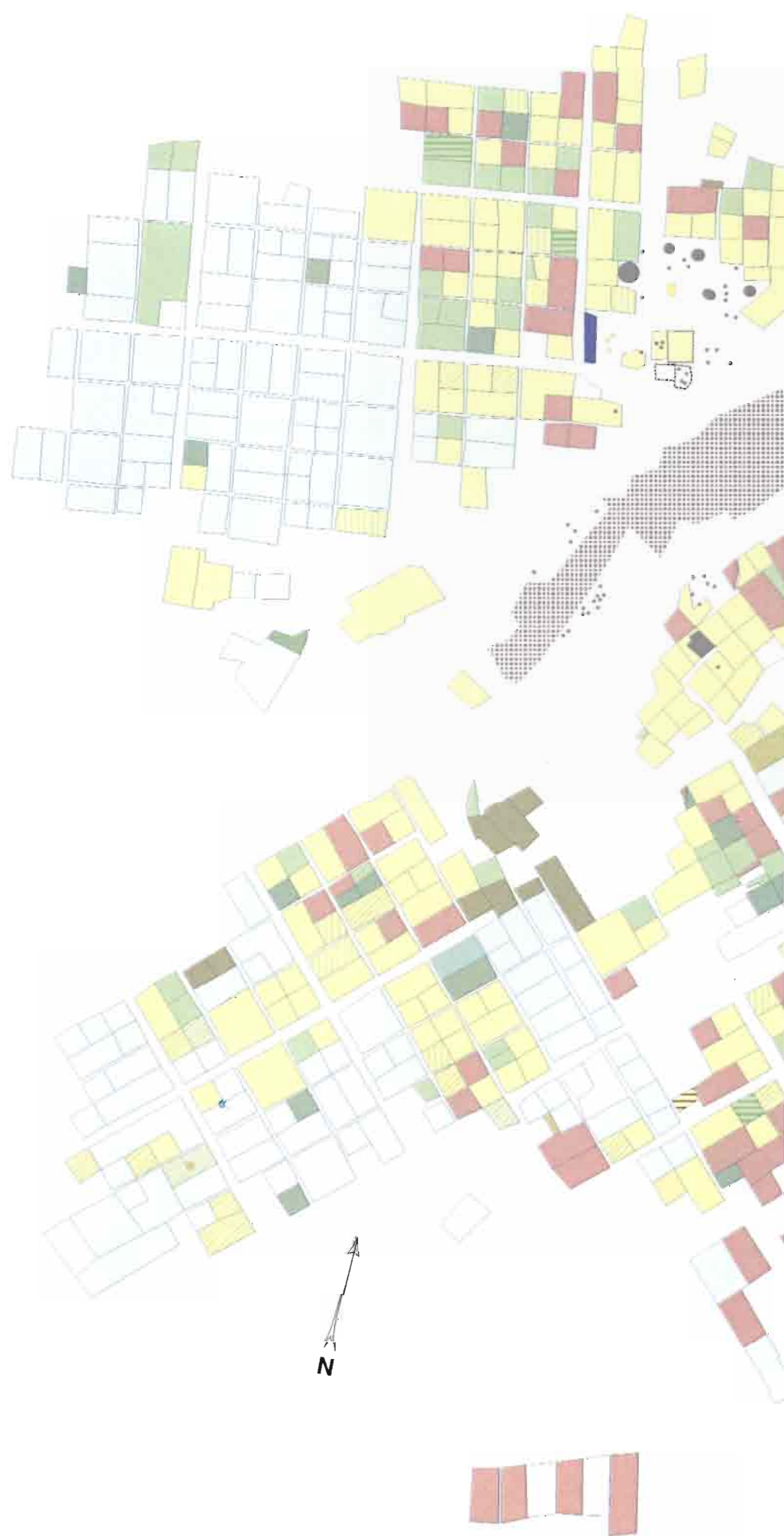
Quatre grandes cultures se partagent le parcellaire de Siri : le coton, le maïs, le sorgho et l'arachide¹⁰. En gardant de fortes surfaces de *gara* et des superficies non négligeables en légumineuses - il y a peu de pois de terre - les Tupuri démontrent leur tendance conservatrice. Toutefois, l'utilisation de ces productions diffère de celle du pays tupuri originel. Les migrants sont passés à la boule de maïs, aussi les sorghos rouges sont-ils réservés à la bière.

Quant à l'arachide, dont on vient récemment de changer de variété¹¹, elle reste, pour les uns, un produit de spéculation, et pour ceux qui s'attachent le concours de salariés, une production vendue pour payer leurs prestations.

¹⁰ Quelques rendements moyens du SEB dans les années 1990 :

arachide coque :	1400 kg < < 1800 kg
maïs :	1200 kg < < 1800 kg
sorgho	800 kg < < 1200 kg
manioc :	4 t/ha

¹¹ La nouvelle, dite «arachide huile», aurait été diffusée par les Missions protestantes du Mayo Danay. Les Tupuri seraient descendus avec elle en 1992.





Surfaces comparées des cultures

	sorghos/ maïs	maïs	coton	arachide	total	surface moyenne	%coton	%maïs
1985, 60 planteurs	4,75 ha	21 ha	66,5 ha	0,75 ha	93 ha	1,55 ha	71,5%	28,5%
1990-91 59 chefs de saré	37,25 ha	42,25 ha	75,75 ha	13,25 ha	162,5 ha	2,85 ha	44,95 %	55,05%

Rapport du Service des migrations/DDR

Importances respectives des surfaces de maïs et de coton dans les exploitations (1995)

coton>maïs	coton = maïs	coton<maïs	coton sans maïs	maïs sans coton
50%	13%	10%	3%	3%

Superficies déclarées des différents types de cultures 1995

coton	maïs	sorghos	arachide	niébé	manioc
129,25 ha	93,5 ha	52,5 ha	21,5 ha	22,5 ha	5,5 ha

Superficies respectives dévolues aux cultures et associations culturales (à partir du relevé parcellaire). 1995

coton	maïs	sorghos	arachide	niébé
131,13 ha	91,04 ha	48,97 ha	18 ha	10 ha
maïs+niébé	maïs + arachide	arachide + niébé + sorgho	Sorgho + niébé	manioc
6,67 ha	4,11 ha	5,48 ha	3,69 ha	4,74 ha

Le maïs a remplacé dans l'agrosystème tupuri traditionnel l'ensemble *Cuglum* (*cukulum*), *Sorghum margaritifera*, et les sorghos repiqués de type *babou*. Il s'agit essentiellement de *cen malla depwi*, du maïs blanc de la SODECOTON (CMS 8.501)¹². L'importance du maïs ne cesse de grandir et l'on voit apparaître trois stratégies, une qui reste basée sur le coton, l'autre qui donne priorité au maïs et une médiane qui fait part égale entre la première spéculation et le vivrier marchand. Le coton¹³ domine encore largement (68%) dans des proportions souvent de l'ordre de 2 «quarts» pour 1 «quart» de maïs, 3 «quarts» pour 2 «quarts» de maïs ou encore de 4 «quarts» pour 3 «quarts». Comme dans la plupart des villages du SEB, la tendance est d'embrayer plus en maïs. A Siri, 26% des cultivateurs donnent une importance égale ou supérieure au coton. Toutefois 18% des exploitations font deux fois plus de surface en coton qu'en maïs et 3% pour l'inverse. L'absence de coton est le plus souvent due à des accidents, maladie du chef d'exploitation ou conflit avec le surveillant de culture. Dans le SEB, les soles cotonnières ont également éclaté. Elles sont au nombre de 7 en 1995. Celle du nord-ouest du village, qui reprend un bloc de culture ancien et celle immédiatement à la limite du village, à l'est, ont gardé le plus de cohésion.

¹² Il existe des variétés secondaires, plus anciennement diffusées, comme une variété du Nigéria, Samaru S123 (Ibadan), à grains jaunes, introduite en 1976.

¹³ Les rendements de coton ont été à Siri, en 1989 de 1 883 kg/ha, en 1990, de 1454 kg/ha et en 1991 de 2 208 kg/ha. (Archives SM).

Lors de nos enquêtes, nous avons demandé aux chefs de *ting* de nous indiquer les surfaces de leur exploitation avec leurs cultures respectives en «quarts». Les chiffres obtenus sont remarquablement proches de ceux de nos levés. On peut signaler une latitude d'interprétation au niveau des parcelles complantées. Cela confirme la précision qu'ont les cultivateurs dans la représentation de la «corde» ou du «quart», qui est à la base de tous leurs calculs de paiement à la tâche pour les manoeuvres et d'imposition des intrants.

3.3. La révolution du gramoxone et des autres herbicides

Dans le SEB, l'enherbement des parcelles apparaît comme la première contrainte et le premier facteur limitant de la productivité de la culture cotonnière et de celle du maïs.

En culture mécanisée, même avec les charrues lourdes et une paire de boeufs bien dressée, les sarclages sont toujours expéditifs. Le réglage n'est jamais exact, la puissance de l'attelage pas toujours en accord avec la charrue et l'état des socs pas toujours satisfaisant. Les bons labours nettoyeurs sont rares, aussi les parcelles se resalissent-elles vite à cause des repousses et des nouvelles levées, et surtout parce que ces paysans sont dans des préoccupations de cultures extensives.

La qualité des labours est souvent médiocre parce que l'on a recours à des manoeuvres ou que l'on loue un attelage pour labourer rapidement. Les herbicides furent particulièrement bien acceptés en vue d'un allègement de la mise en place des cultures. Les herbicides réduisent les temps de sarclage et les périodes d'enherbement excessif. Ils permettent de rattraper le retard chronique des cultivateurs - surtout tupuri - dans les phases de préparation des champs et de sarclage. Enfin, ils limitent la pénibilité de ces travaux.

3.3.1. Les mauvaises herbes de Siri

Les adventices nocives à Siri sont essentiellement *Tridax procumbens* (*rhat*), *Commelina benghalensis*, *C. forskalaei* (*gumgum*) et *Boerhavia diffusa* (*bi wang rhe*). A cela s'ajoute une adventice que les Tupuri ne connaissaient pas dans l'Extrême Nord et qu'ils ont baptisée *cuk gombay* (= le tabac de Gombay). Sur les parcelles donnant sur les bas-fonds, *Imperata cylindrica* (*siiri*) commence à être une gêne. Quant à *Hyptis spicigera* (*fen fongre*), bien qu'abondant, il n'est pas désigné comme nuisible.

Tridax procumbens domine dans les vieilles parcelles du terroir de Siri et des terroirs voisins. Il fournit l'enherbement d'avant labour et colore en jaune les parcelles. Cette astéracée à forte racine pivotante subsiste discrètement tout au long de la saison sèche et repousse vigoureusement dès les premières pluies. *Tridax procumbens* serait arrivé la quatrième année de la création de Siri et se développe avec *Boerhavia diffusa*. Les Mbum mettent le feu aux jachères pour s'en débarrasser et la font ainsi reculer. Les Tupuri n'appliquent pas de jachère, mais certaines parcelles peuvent être momentanément abandonnées pour cause de maladie ou déplacement de son propriétaire. Ils utilisent alors les herbicides de contact sur des plages d'individus pas



Légende

- Exploitation de Lawa Komdi
- Exploitation de Taïga
- Exploitation de Ka'aga
- Exploitation de Mangole

trop développés car la plante se montre suffisamment vivace pour émettre ensuite de nouveaux bourgeons.

Commelina benghalensis et *C. forskalaei* sont apparues plus tard la sixième et la septième années de mise en culture. *C. benghalensis* est particulièrement adaptée à l'itinéraire technique préconisé en culture cotonnière. A Siri, associée à *Leucas martinicensis*, la gêne qu'elle entraîne ne semble toucher que quelques points du terroir.

Boerhavia diffusa est très héliophile et nitrophile. Le travail du sol mécanisé lui est propice en ce qu'il fractionne ses rhizomes. Sur les parcelles infestées, les agriculteurs de Siri préfèrent faire intervenir des manoeuvres à la houe.

3.3.2. L'emploi du gramoxone et autres herbicides

On emploie le gramoxone à raison de 200 g de paraquat par litre, en préparation et au moment des semis. Ses effets immédiatement visibles lui ont valu un succès rapide. Trente minutes après son applications, les herbes sèchent. Le paraquat vise la montée première des adventices après les «pluies parasites»¹⁴ ou les labours reverdis. Il laisse un mulch de mauvaise herbe qui peut limiter l'érosion hydrique sur le sol.

On opère un «petit passage» vers le 15 avril et un double passage autour du 20 mai. Toutefois, le gramoxone doit être complété par d'autres herbicides, comme le diuron.

Le diuron procure à la culture cotonnière une protection limitée, mais à un moment crucial, favorable au départ du cotonnier. Il peut également affaiblir les adventices, facilitant ainsi le sarclage suivant. Le diuron, à 799-800 g/ha en traitement de pré-levée permet de retarder de vingt jours la venue d'adventices, principalement *C. benghalensis*, et d'éviter un sarclage. Le coton peut alors prendre un avantage décisif, à condition qu'il soit suivi d'un sarclage vers le trentième jour. Ce sarclage provoque une deuxième vague de levées, que le buttage devra neutraliser.

L'atrazine à 80 P.M. est un herbicide sélectif utilisé à raison de 800 g de m.a./ha. Comme le paraquat il est devenu un produit générique peu onéreux. Il combat *C. benghalensis*, que contrôlent mal les herbicides du coton.

Le glyphosate, produit de référence contre les pérennes, intéresse surtout *Imperata cylindrica*. Il s'agit là moins d'éradication que de contrôle. Il vient de faire son apparition dans le SEB. Notons que l'emploi des herbicides ne dispense pas d'un, voire de deux, sarclages.

Le recours au trio paraquat-diuron-atrazine représente, dans le SEB, une solution appréciée des cultivateurs, mais elle ne saurait être définitive et les paysans sont engagés dans un type d'agriculture de plus en plus chimique et complexe. Il s'agit bien d'un saut technologique, qui appelle une certaine formation¹⁵. Il faudra diversifier la

¹⁴ «Pluies parasites» pourrait être opposé à « pluies utiles » ou significatives qui permettent les semis. Les premières ne favorisent que les adventices.

¹⁵ Ce saut se retrouve aussi pour les insecticides, avec la lutte étagée ciblée (LEC). C'est un «mode de traitement de quinzaine à doses établies suivant les résultats d'observation et de comptages des divers ravageurs », mis au point par l'IRA en 1990.

Cette méthode offre une meilleure protection de l'environnement et permet de réaliser des économies substantielles car seule la quantité nécessaire d'insecticide est pulvérisée. Toutefois, la LEC est à la limite des possibilités de vulgarisation car elle implique pour les paysans un nouveau savoir-faire et un comportement scrupuleux de la part des « observateurs ».

gamme de produits pour mieux cibler les interventions. Ce n'est plus l'apprentissage d'une technique unique, comme la culture mécanisée, mais la mise en place de stratégies modulables à partir de certains produits que la phytotoxicité et le danger pour l'homme rendent difficiles d'emploi. Il serait nécessaire qu'un suivi sérieux soit fait quant aux conséquences sur le milieu de cette agriculture reposant sur des herbicides.

3.3.3. L'atrazine et l'essor du maïs

Le maïs contrôlé par herbicides permet de retarder les premiers sarclages au moment où le calendrier agricole est très chargé. L'atrazine, qui a été vulgarisée en 1994, intervient au moment où le maïs est le plus vulnérable, lors de la concurrence précoce avec les adventices. L'atrazine maintient ainsi un avantage définitif au maïs. Par la suite, aucune autre façon culturale n'est nécessaire jusqu'à la récolte, ce qui dégage du temps pour le cultivateur. Cette moindre pénibilité et la réduction de la charge de travail en temps de manoeuvres ne sont pas étrangères au choix du maïs au détriment du coton. Certains paysans voulaient, en 1996, l'appliquer au sorgho rouge en post levée.

3.3.4. Abandon de la charrue, retour à la houe et aux cultures dérobées.

Les herbicides sont présentés comme ayant été introduits pour secourir des cultivateurs peu équipés, dans des zones à glossines, où la culture attelée pose problème. Ils auraient été développés dans la région de Touboro en remplacement de la motorisation légère qui a capoté en 1993.

Les labours chimiques ne peuvent être présentés comme un pis aller et comme une solution d'attente avant de passer à des équipements complets. Il s'agit d'un choix de stratégie. Certains cultivateurs passent même au tout herbicides, d'autres modulent ce choix en conservant une charrue légère et un équidé, le buttage devenant alors parfois la seule opération mécanisée qui s'impose.

La houe reprend du service pour des sarclages plus précis. Dans ce contexte, les cultures dérobées reviennent en force. Les sarclages manuels permettent de choisir entre les adventices à enfouir et celles à extirper et aussi de multiplier les micro-actions anti-érosives. Le développement des légumineuses, brèdes et légumes, rééquilibre à nouveau la division sexuelle des tâches qui s'était trouvée très en recul durant les premiers temps de leur installation, hommes et femmes travaillant aux mêmes travaux sur les mêmes parcelles.

Le nombre de charrues, non seulement stagne, mais régresse. Le parc de Siri est composé, selon la terminologie en usage dans le SEB, de treize modèle «Ralle», que l'on peut assimiler à la T27 Tropic, et de vingt-sept «Peugeot» (venant du Tchad), qui correspondent généralement à la T34 Tropic. Avec la pierrosité des sols gravillonnaires proches des filons de quartz, l'usure des socs est rapide dans le SEB. Le matériel acheté au Tchad s'userait moins que les charrues des forges «Tropic».

En 1995, cette technique touchait 85000 ha, mais, en 1996, la SODECOTON s'interrogeait quant à la poursuite de cette expérience.

Six cultivateurs de Siri ont vendu leur charrue en 1995. La faiblesse de l'outillage complémentaire, comme le corps sarcléur (moins d'un pour vingt unités de production), est liée, ici comme ailleurs, à une volonté de pratiquer un certain nombre de sarclages à la main. Les prêts de charrues et d'attelages se continuent néanmoins et semblent suffisant en dépit de goulots d'étranglement qui engendrent parfois des retards préjudiciables.

Les herbicides apportent un critère supplémentaire dans le choix entre l'utilisation de la charrue, sa location, celui de la main d'oeuvre familiale et extérieure. Ils permettent de mieux gérer les différentes phases du calendrier agricole. Ils améliorent surtout la productivité du travail tout en répondant aux ambitions foncières des migrants.

3.3.5. Une meilleure gestion d'un calendrier agricole au service d'un «intensif-extensif»

Les cultivateurs, du SEB en général et ceux de Siri en particulier, se sont montrés très réceptifs à cette innovation qui allait servir leurs intérêts.

La combinaison labour et herbicide, en repoussant la date du premier sarclage, permet au paysan de jouer sur le calendrier agricole et de réaliser son ambition qui, au contraire des itinéraires recommandés (premier sarclage et apports d'engrais précoces), vise un emblavement maximum, que seul peut limiter le manque de terres.

Le cultivateur laisse de côté les sorghos à cycle long et l'arachide, qui supportent un enherbement de trois à quatre semaines, pour se consacrer au prioritaire : le coton et le maïs. Les «seuils agronomiques» de nuisibilité de l'enherbement ne semble pas les mêmes pour le paysan et l'agronome.

Ces herbicides sont véritablement mis au service de stratégies d'exploitation extensive ou plutôt d'une «intensification extensive». Il en est de même de l'engrais dont les cultivateurs essaient de se fournir sur les marchés. Les Tupuri sont restés plus réticents que les Mafa, déjà habitués, dans la région de Koza et Mozogo, à acheter de l'engrais du Nigéria, au contenu douteux.

Les itinéraires techniques sont un peu malmenés et les doses diluées, mais le paysan s'y retrouve. Il préférera cultiver trois hectares de maïs à 1100 kg/ha qu'un seul à 1800 kg/ha. La formule de P. Pélissier (1995 : 213) «Partout, la logique paysanne sait que l'intensif nourrit et que l'extensif rapporte» est applicable au SEB.

Ces stratégies sont toutefois plus complexes et l'on combine pratiques extensives et intensives en fonction des cultures et même des acteurs familiaux au sein de la même exploitation (Dugué, Dounias, 1995). Les femmes restent dans l'extensif traditionnel avec les sorghos, l'arachide et les cultures dérobées sans intrants. Quant aux hommes, qui gèrent les intrants, leurs cultures, coton et maïs, appartiennent, partiellement, à une forme d'intensif.

Les herbicides ont favorisé le développement du maïs et permis, en libérant du temps, d'emblaver plus de surfaces. Ils contribuent à une diminution de la main d'oeuvre salariée et à une meilleure gestion de la force de travail familiale et de celle extérieure à l'exploitation (formes d'entraide et manoeuvres), à une époque de l'année où se chevauchent labours, semis et premiers sarclages.

3.3.6. De la pratique des intrants

L'utilisation des intrants devrait être regardée de près par les agences de développement, car ils donnent lieu à toute sorte de réinterprétation.

Les engrais (*cuu* ou *say* = sel en tupuri) sont devenus incontournables pour les cultivateurs du SEB, mais leurs proportions sont diversement appréciées. La dilution des engrais vis-à-vis du coton est d'autant plus forte que le cultivateur maîtrise mieux les emblavures de maïs et a tendance à les favoriser.

Quant aux herbicides, les paysans prennent en compte toutes les possibilités, les diluant parfois à dessein en décalant les pulvérisations dans le temps, préférant à un bon contrôle des mauvaises herbes la facilité d'un sarclage ainsi préparé.

L'achat des intrants en début de campagne s'effectue sur la base d'une stratégie adoptée par le chef de famille, stratégie susceptible de remise en cause en cours de campagne, à la hausse ou à la baisse selon que la main d'oeuvre familiale est renforcée par de jeunes actifs venus la rejoindre ou, au contraire, affaiblie par la défection d'un ou de plusieurs de ses membres, ou encore selon la disponibilité des attelages du village à certaines périodes du calendrier agricole. Les intrants font alors l'objet d'une redistribution et peuvent être revendus à des tiers. Ils sont aussi écoulés sur les marchés. La proportion de chefs de famille qui complètent leur stock d'intrants du magasin de la SODECOTON par des achats sur les marchés est de 43% pour les engrais et de 38% pour le gramoxone. Ce marché libre est d'année en année plus important. Pour les engrais, il s'agit de produits du Nigeria à forte proportion d'urée. Quant au gramoxone, le produit revendu a été volé ou encore importé du Nigeria. On voit apparaître sur le marché de Mbaymboum de curieuses «bouillies», mélange de gramoxone, d'huile de vidange et de savon. L'importance du gramoxone est telle qu'il fait l'objet d'un vrai trafic et qu'il est la cause de cambriolages avec effraction des magasins SODECOTON, cambriolages qui deviennent une véritable plaie dans le SEB. A Siri, le gramoxone est vendu 3960 F le litre. Au marché, son prix reste élevé, entre 3100 et 3750 F.

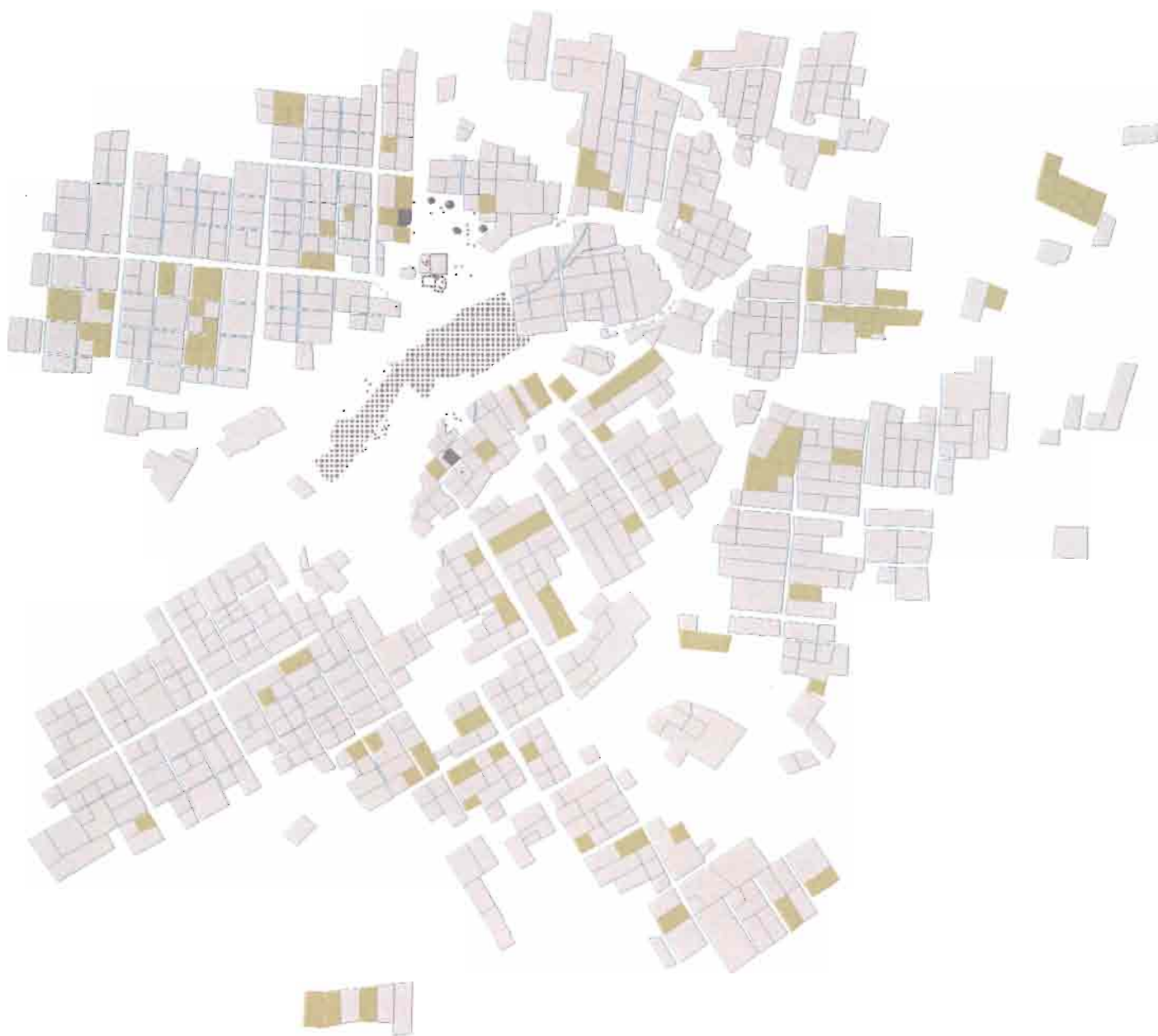
Les cultivateurs préfèrent néanmoins accorder au coton les «bons engrais» de la SODECOTON (11000 F le sac) et laissent plus volontiers ceux du marché (6500 F le sac) pour le maïs. Seulement 20% environ des chefs de famille de Siri suivent les doses préconisées par la SODECOTON pour les intrants et 30% appliquent les normes relatives aux engrais ; ils restent plus fantaisistes dans l'utilisation des herbicides et pesticides.

4. Travaux collectifs et main d'oeuvre

Le travail peut s'organiser de différentes façons, sur la base de la seule main d'oeuvre familiale ou aidée par des manoeuvres résidents, des manoeuvres temporaires, ou encore par le biais de travaux collectifs de type traditionnel ou confessionnel.

Les Missions, qui, ailleurs dans le SEB, peuvent se montrer très actives dans l'organisation de travaux d'entraide, ont peu d'impact à Siri. Seuls les adeptes de la «Vraie Eglise de Dieu», autour de leurs pasteur et catéchiste, ont créé leur propre organisation d'entraide et de prêt de matériel agricole.

Les travaux d'entraide traditionnels n'ont retenu que la forme *torla* (travaux contre nourriture, boisson et réciprocité). Les non chrétiens, pour la plupart d'entre eux, ont



0 200 m



Légende

- Parcelle en exploitation directe
- Parcelle en exploitation indirecte (location, prêt...)

SIRI

Modes de faire-valoir

organisé dix-neuf grands *torla*, regroupant aussi des Tupuri du village de Foulbi. Nous ne donnerons ici qu'un exemple avec une invitation d'un jour pour récolter 3,5 «quarts» de coton. Le bénéficiaire a utilisé trois sacs de sorghos rouges et de maïs, dont un demi sac de *gara* et un demi sac de maïs pour la bière, douze litres d'arge et un porc (offert par un gendre). Le coût s'est élevé à 9500 F x 3 pour sorgho et maïs et à 200 F x 12 bouteilles pour l'arge, soit au total 30900 F, et, à peu de chose près le prix équivalent au salaire de manoeuvres.

La combinaison main d'oeuvre familiale et salariés l'emporte, toutefois 36,6% des chefs de famille, en général jeunes ou très âgés, n'ont pas eu recours à des manoeuvres. Les années où les migrants de Siri accueillaient beaucoup de main d'oeuvre sont révolues. Les herbicides assurent une partie de ce travail. De plus, l'accroissement du coût de la scolarité pousse les écoliers et les collégiens du village à s'organiser en équipes de manoeuvres afin de réunir un petit pécule.

On estime néanmoins à 150 le nombre de manoeuvres passés par Siri en 1995. Il s'agit toujours de petits groupes de 2 à 4 manoeuvres, avec un maximum de 7 à 8. Le temps d'embauche serait pour eux de 17 jours en moyenne. Les Mbum sont encore majoritaires (45,7%), les Ngambay (21,7%), les Lakka (13%), les Mbay Doba (8,6%) et autres (11%).

Certaines familles tupuri prennent de 1 à 3 manoeuvres à demeure, à l'année. C'est le cas de 29 Ngambay et Lakka. Ils sont sollicités depuis l'abattage des vieux cotonniers jusqu'à la récolte du coton et le battage du maïs. Pendant la saison sèche, ils fabriquent des briques crues au gabarit et s'occupent des constructions. Ils sont liés à leur patron par un contrat de travail, qui devient précis au niveau du travail des champs où ils sont soumis aux mêmes tarifs que ceux qui viennent temporairement. Certains peuvent avoir un peu le rôle de contremaîtres, en particulier lors des récoltes de coton. Ils sont nourris et reçoivent souvent un petit fixe par mois. Lorsque le travail est achevé pour le patron, ils peuvent se louer chez d'autres. Aucun n'exploite une parcelle, même louée. Ils n'ont pas accès à la terre.

Les manoeuvres sont pris pour les labours, les sarclages et les récoltes, principalement celle du coton. On les emploie peu pour l'arachide, jamais pour les sorghos. La tâche est toujours payée sur la base du «quart». A Siri, les tarifs sont les suivants :

• enlèvement des vieux cotonniers	1000 F.
• labour avec attelage	6000 F.
• Premier sarclage	2500 F.
• Deuxième sarclage	1500 F.
• récolte du coton	9000 < < 10 000 F
• bâcher le coton	2500 F

L'application des intrants, herbicides, engrais et pesticides relève exclusivement du chef de l'exploitation.

Il existe dans les villages du SEB quelques cultivateurs hors normes en ce qu'ils utilisent la culture motorisée pour leur compte et pour celui de tiers.

Chaque propriétaire de tracteur Bouyer (25 cv)¹⁶ a servi dans les Groupements de Motorisation Légère (GML), dissous en 1993, à Ndock, Sorombéo ou Touboro. Ils se sont établis dans différents villages du SEB où ils vivent en partie grâce aux prestations de leurs tracteurs.

G. Gelandi possède le tracteur de Siri, ainsi qu'une charrue bisoc, deux attelages de boeufs, deux charrues T34, un corps butteur, un corps sarcler et une charrette. Un tractoriste mbum reste à demeure chez lui, conduit le tracteur et l'entretient. Il est responsable de travaux à façon, toujours effectués sur la base de 0,25 ha.

Les labours ont rapporté 1 209 000 F (6500 F x 186 «quarts») et les transports, 360 000 F (3000 F x 120 voyages), soit un total de 1 569 000 F.

Les frais du tracteur pour la campagne 1994-95 ont été de :

• gazole (500 l)	150 000 F
• huile moteur	60 000 F
• huile pont	14 400 F
• réparation cylindre/piston	121 000 F
• paiement du chauffeur	120 000 F

Total	465 000 F.
-------	------------

G. Gelandi possède des parcelles dans plusieurs villages. A Siri, il a hérité de parcelles de son frère parti à Lagdo (12 «quarts») auxquels se sont ajoutés 2 «quarts» qu'il a acquis. Il loue ou se fait prêter 20 «quarts» à Foulbi et une vingtaine encore dans deux autres villages. Il cultive au total 14 hectares, avec 5 ha de coton, 8 ha de maïs, 1/2 ha d'arachide et un 1/2 de sorgho rouge.

Ses revenus annuels (coton + maïs + prestation de matériel) sont supérieurs à 5 millions de francs. Ce type de leader, dont le pouvoir économique repose sur la possession d'un tracteur, est-il appelé à se développer ? L'entretien des tracteurs confronté au coût réel des pièces, des pneus à remplacer pourra-t-il se maintenir ?

D'autres peuvent rejoindre ceux en place. Pendant notre séjour à Siri, nous avons rencontré deux employés de sociétés para-étatiques victimes de «compression» qui prospectaient les villages tupuri du SEB, où ils avaient des parents. Ils disposaient d'un petit pécule leur permettant d'acheter un tracteur d'occasion et aussi un moulin...

5. Quelques aspects des budgets de migrants

Le coton reste encore la rentrée d'argent la plus importante et la plus sûre, mais la production de maïs s'amplifie et se prête à la spéculation.

Ces deux spéculations, coton et maïs, se trouvent associées. L'argent du coton, obtenu en un ou deux marchés, a un rôle stratégique en permettant d'une part de spéculer sur les sacs de maïs achetés à la récolte et, d'autre part, de répondre à un certain nombre de dépenses incontournables car sociales (deuil, dot...) et au remboursement de dettes.

Avec la spéculation, les Tupuri de Siri entrent dans un domaine qui leur était totalement inconnu dans leurs villages d'origine.

Ainsi W. Bewe a seulement cultivé 2 «quarts» de coton, qui lui ont rapporté 127 000 F. Avec cet argent, il a acheté 15 sacs de maïs (à 7500 F.) au moment de la récolte, qu'il a pu écouler plus tard à 10 000 F., ce en plus de 15 sacs de sa propre production.

L'engraissement des porcs et leur vente sur le marché entrent aussi dans cette logique. L'élevage du porc est souvent associé à de grosses quantités de bière brassées. Les

¹⁶ On compte 3 Bouyer à Mayo Kolon, 2 à Yanli, 2 à Habaga, 2 à Foulbi, 1 à Siri et 1 à Mayo Ladde.

Légende

- Limite du parcellaire en 1995
- Limite du village en 1995
- Limite du parcellaire en 1985
- Limite du village en 1985



porcs s'alimentent de drêches mélangées à des résidus de cuisine. Un porc acheté 7000F est revendu 22 000 F dix-huit mois plus tard.

Les femmes, de leur côté, continuent, comme dans le pays tupuri, à multiplier les petites recettes, mais de façon régulière. Elles assurent la vente de la bière et celle, plus rémunératrice, de l'arge qu'elles distillent à partir de restes de «boule» qu'elles collectent. Elles «trouvent» des bénéfices allant de 2000 à 3500 F les jours de marché. Pour une mise de fonds de 1350 F d'arachide, une femme qui fabrique de l'huile et des tourteaux en retire un bénéfice de 3150 F. On observe un rapport semblable avec la confection de beignets.

Les femmes se lancent aussi dans la spéculation, passant ainsi à des sommes plus importantes. La femme de B.Y., par exemple, a acheté deux sacs de niébés à 14 000 F et elle les a écoulés à la tasse, revendant ainsi chaque sac 19700 F. Elle a acheté quatre sacs d'arachide à 12 000 F le sac, revendus 23500 F chacun. Elle a fait de même pour cinq sacs de sorgho rouge qui chacun lui ont rapporté 5000 F. Elle a accumulé par ce biais un bénéfice global de 82400 F.

Les principaux postes de dépense, mis à part les intrants, le paiement des manoeuvres et la location de matériel et de parcelles, relèvent du social.

Les plus grosses sommes déboursées vont aux dots et aux deuils, ces derniers occasionnant de forts endettements. Chez les Tupuri, la prégnance des obligations sociales, les levées de deuil en particulier, constituent une entrave sérieuse à l'accumulation d'un capital. Les frais liés à la scolarité (inscription, habillement, «ration» alimentaire) peuvent également faire l'objet d'emprunts car ils interviennent à un mauvais moment de l'année, avant le gros des récoltes et le marché de coton. Les Tupuri ont foi dans l'école. Le manque d'écoles, et d'écoles à cycle complet dans le SEB dans les années 1984 à 1988, a été une des causes essentielles du départ des Tupuri.

Un nouveau poste de dépense est apparu, le «trousseau», devenu quasi obligatoire à la naissance d'un enfant. Composé de serviettes, draps, couches, poudre, médicaments... il coûte de 19 000 à 22500 F..

Les soins de santé, toujours aussi problématiques dans la région imposent souvent des frais importants. Les hôpitaux de référence se situent en effet l'un au Tchad et l'autre en RCA (Andoum et Ngaonay).

6. L'organisation du terroir et les stratégies d'occupation de l'espace.

Dans le cas du terroir de Siri, on peut parler de « non-parc » et d'arbres laissés pour compte sur les parcelles et les banquettes anti-érosives. Les espaces encore boisés sont nombreux le long des mayo et sur les petites collines, entre les blocs de parcelles. Cette végétation est composée de *Monotes kerstingii*, *Gardenia ternifolia*, *Isoberlinia dalzielii*, *I. doka*... Pour lutter contre l'érosion, on demande aux migrants de ne pas couper les galeries forestières, aussi ces formations à *Isoberlinia* restent-elles des zones à glossines.

Sur les parcelles, il s'agit d'arbres laissés après défrichement : *Daniellia oliveri*, *Anogeissus leiocarpus* et *Prosopis africana*. La présence d'*Isoberlinia spp.* est plutôt accidentelle, de même que celle de *Lophira alata* (*mii swaar* = la mère du karité), qui n'existe pas en pays tupuri.



Villages de Siri et de Foulbi (photographie aérienne de juin 1985)
in "Rapport de factibilité du programme SEB. Phase III". Février 1986

A la différence des terroirs mbum, on voit encore peu de nérés. Comme les Mbum, les Tupuri se sont mis à la cueillette de gousses de néré pour en faire une boisson. Ils cueillent aussi les fleurs de *Bombax costatum* (*mucuu*) et les fruits de *Detarium microcarpum* (*tiyoore*). Le *Grewia mollis* (*tigtiga*), qui a pratiquement disparu chez les Tupuri du Cameroun, est ici abondant et des rouleaux de liber sont en vente sur tous les marchés.

La première année, en 1984, les migrants de Siri durent construire leurs cases et achever les défrichements en même temps. Les surfaces emblavées ont été médiocres. L'année suivante, les surfaces vont doubler. Les migrants, compte tenu des résultats déplorables de la campagne agricole 1984-85 dans l'Extrême-Nord, se montrèrent particulièrement motivés. On peut utilement comparer deux photos aériennes, l'une prise en juin 1985 et l'autre en octobre 1996. Sur la photo aérienne de Siri et de Wibiwa (Foulbi) de juin 1985, les galeries forestières sont nettes. Les trois grands blocs de cultures se situent à l'ouest de la route et un seul, à l'est. Les bandes anti-érosives, de 5 à 10 m de largeur, qui séparent des parcelles de 5 ha, ne sont pas encore déboisées. Le parcellaire s'est ensuite déplacé à l'est du village. Depuis les années 1993-94, on note une accélération en direction de l'est et du sud-est attisée par la pression des villages voisins.

Sur la photographie aérienne d'octobre 1996, l'occupation de l'espace est quasi en continu. Les parcellaires de Siri, Mayo Zariya et Foulbi sont devenus jointifs. Seuls ont été épargnés certains interfluves trop réduits et pentus et de petites collines ruiniformes. On distingue, au sud-est de la photographie, dans l'angle, le nouveau défrichement de Mayo Zariya, qui coupe l'avancée de Siri et représente pour les gens de Siri un véritable *casus belli*.

Les cultivateurs de Siri, comme tous ceux du SEB, cherchent à rester dans une situation foncière ouverte. S'ils aboutissent à une saturation du terroir, ils ne feront pas pour autant le choix de l'intensif. Ils partiront ailleurs ou chercheront à bénéficier du «capital de fertilité» des cinq à huit premières années.

Certains cultivateurs ayant défriché des terres et vécu dans un village pendant cinq à dix ans, se déplacent, confiant leurs parcelles à la surveillance d'un frère ou même laissant là une femme et des enfants. Ils s'en vont cultiver dans un nouveau village, revenant de temps en temps ici. Cette double, parfois triple exploitation, n'existe que pour deux cultivateurs à Siri, alors que cette situation est assez courante dans le NEB¹⁷.

Ces migrants, qui ont acquis leur terrain par droit de hache, seront les grands propriétaires de demain si le droit foncier est formalisé et les titres fonciers établis.

L'ancienneté, à Siri comme dans tous les villages du SEB, fonde une hiérarchie et les familles de migrants installées là depuis la fondation du village estiment être les ayants-droit, aussi se réservent-elles des lots importants lors des nouveaux piquetages, qui sont le fait des surveillants du projet et en principe réservés aux migrants nouvellement arrivés. Une liste de postulants est établie, que le représentant du projet manipule en fonction des pressions et des cadeaux. Les familles déjà établies et qui sont riches - par rapport aux nouveaux migrants - vont prendre des options sur les parcelles. Les nouveaux arrivés seront alors contraints de louer un complément de parcelles. Cette situation conduit à des défrichements sauvages en dehors des blocs qui, dans le cadre du projet, sont jugés illicites. En conséquence, la SODECOTON ne fournit plus d'intrants pour ces surfaces, ce qui entraîne inévitablement une dilution.

¹⁷ Comme O. Iyebi Mandjek a pu l'étudier à travers les migrants mafa (communication personnelle).

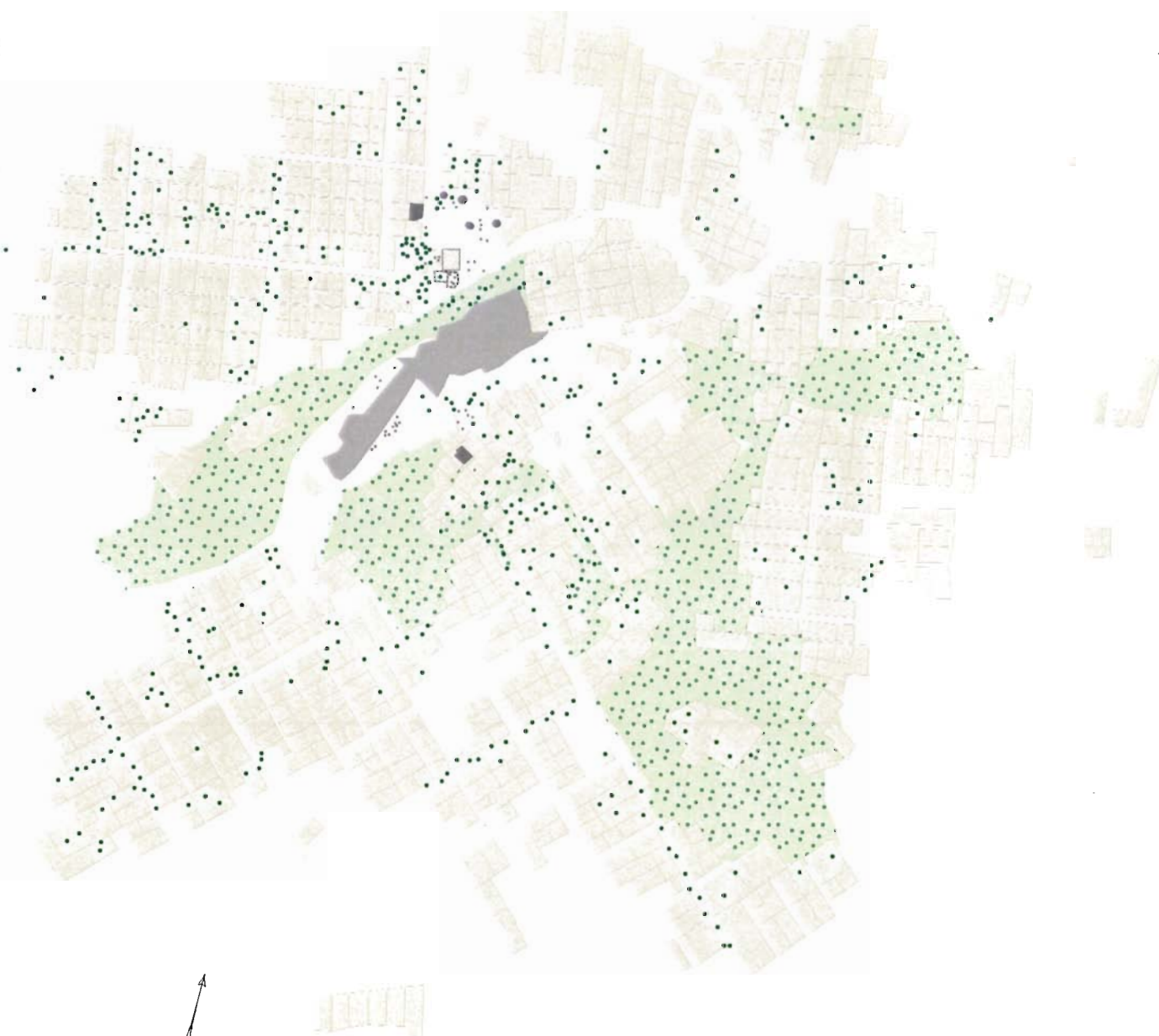
TERROIR SIRI. Région Touboro. Zone migrant 1. Secteur Sorombéo



Photo prise en octobre 1996. Echelle 1/25000.

Légende

- Arbre
- Limite de parcelle



Légende

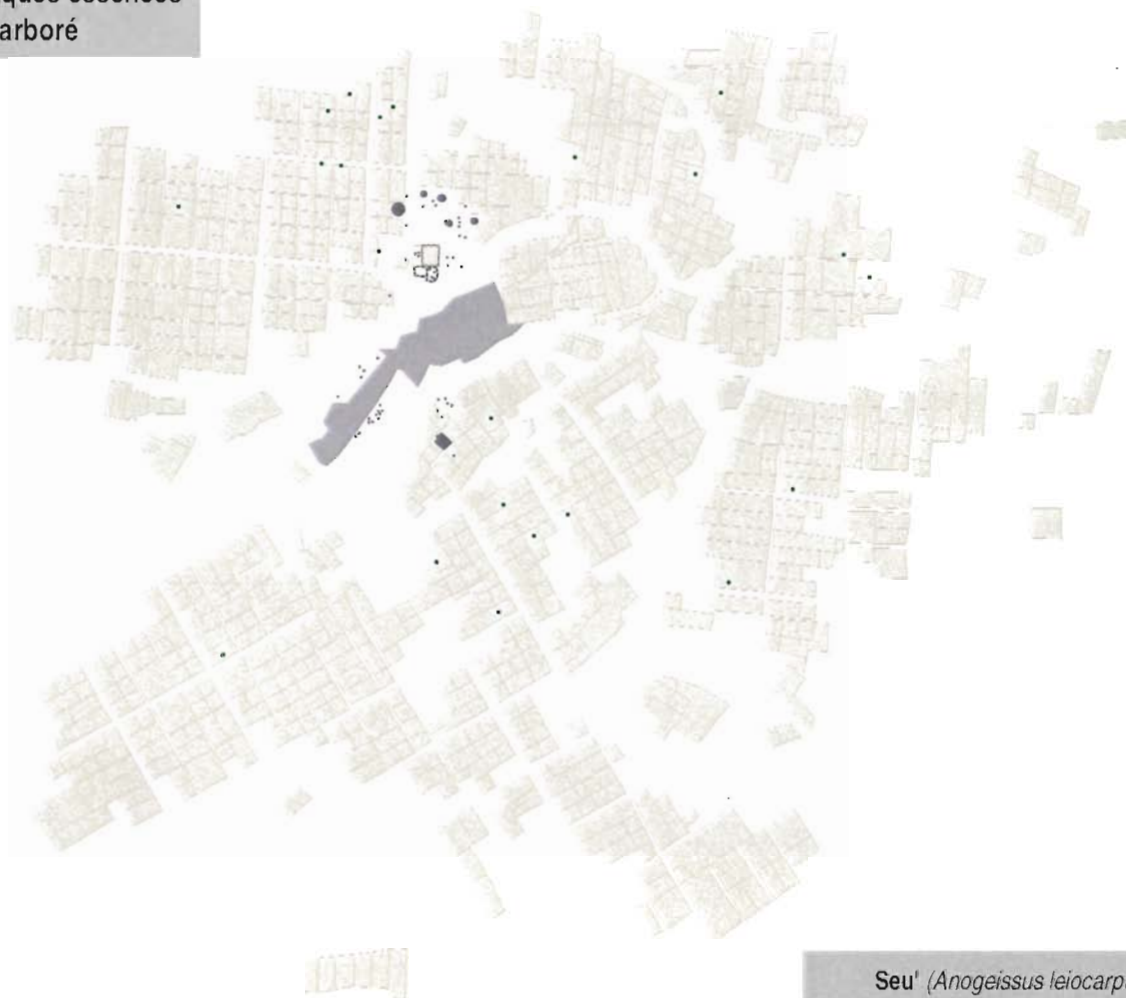
- Arbre sélectionné
- Limite de parcelle



SIRI

Situation de quelques essences
du parc arboré

Mbwase (*Daniella oliveri*)

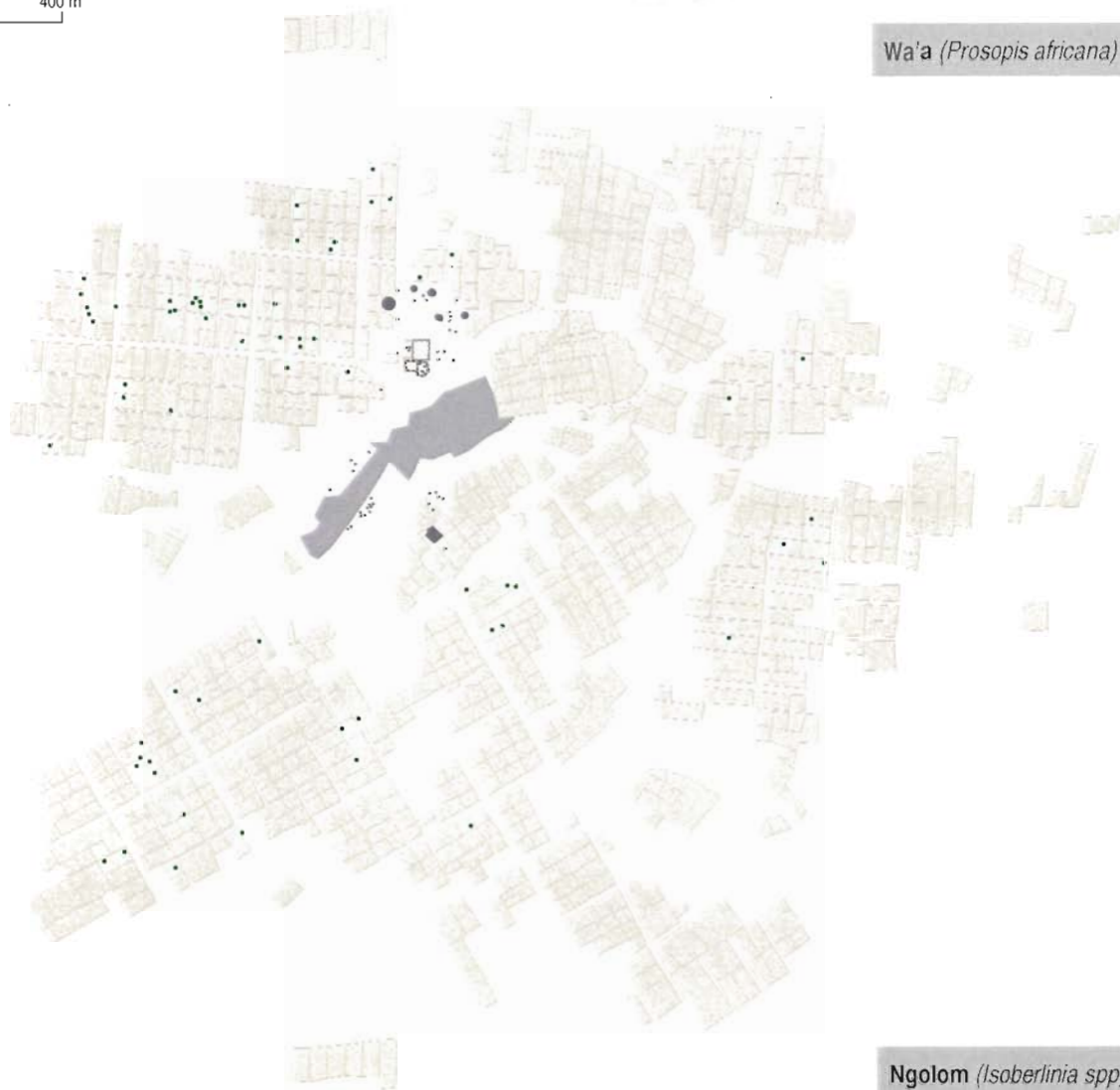


Seu' (*Anogeissus leiocarpus*)



0 400 m

Wa'a (*Prosopis africana*)



Ngolom (*Isobерlinia spp*)

Le besoin de terre aboutit à une stratégie d'affrontement avec les voisins.

Les limites entre les villages n'ont pas été établies au départ, et leur croissance non anticipée entraîne une multiplication de différends. Mayo Zariya, le village à l'ouest de Siri, se sent le plus menacé. Entouré de quatre terroirs, dont trois tupuri avec Ouro Dala, Foulbi et Siri. Les gens de Mayo Zariya ont lancé un grand défrichement en direction du sud-est afin de sortir de cet encerclement, mais ils menacent de «couper la route» à Siri. Mayo Zariya a été créé un an après Siri et sa faiblesse tient à sa dualité. M. Zariya I est peuplé de Podokwo et M. Zariya II de Mafa. M. Zariya paie la *zakkat* et entend bien être soutenu par les *dogari*. De sérieux accrochages en 1995, avec des blessés, les ont opposés à Foulbi. Ce conflit a contraint à une intervention conjointe du *dogari*, du chef de zone de la SODECOTON et du représentant du projet, qui menacèrent de mettre en défens une bande de terre entre les deux villages. Cette solution n'est pas sans rappeler les *no man's lands* du passé entre des groupes en opposition endémique et ne pouvant avoir recours à aucun arbitrage.

Lors de notre séjour à Siri de mars à mai 1996, nous avons empêché le déclenchement d'un conflit entre Siri et Mayo Zariya sur la «frontière» sud et ouest, en assurant les deux parties de plaider la cause d'un bornage équitable.

Ces différends font ressurgir les antagonismes au sein même du village. A Siri, s'opposent les deux quartiers, Sirlawe derrière le chef W. Wamba, et celui de Golongari qui s'est déclaré pour l'ancien chef, Gogo Wayso. Ce dernier se montre grand défenseur du village et pousse à la faute le chef W. Wamba à travers un affrontement avec Mayo Zariya, ce qui les conduirait devant la sous-préfecture.

Sentant que la maîtrise de l'espace leur échappe, une partie du village voudrait se déplacer, comme au pays tupuri quand on fonde un autre village pour éviter les conflits internes. Une partie des ressortissants des quartiers de Golongari et de Dow Mayo, ainsi que certains grands cultivateurs, voudraient établir un nouveau village à mi-chemin (4,5 km) entre Siri et Sirbia ou entre Bagou et Tapi. Ils demandent pour cela une route pénétrante et un forage.

Les Tupuri remettent en application dans le SEB leur réflexe de migration auréolaire, par petits groupes qui se détachent d'un village centre. Le projet, pour l'instant, n'entérine pas de type d'initiative. Toutefois, cette volonté par les Tupuri de coloniser l'espace en continu ne peut que créer un malaise chez leurs voisins qui vont se sentir pris dans une «mer tupuri».

Légende

Limite du parcellaire de Siri, 1995

Piquetages spontanés

Nouveaux piquetages Sodécoton

Sens de progression de Siri

Villages environnants

Sens de progression des villages environnants



Mayo Ladde

A l'inverse de Foulbi, qui est donné comme un village n'ayant jamais su se développer en raison de sa trop grande proximité avec Siri, le village de Mayo Ladde a toujours été cité en exemple pour son dynamisme.

Situé à un carrefour routier, pris entre les villages mbum de Panjama au sud et de Ngayndigui au nord, il a été fondé en 1986. Son premier nom fut Gisiya, mais il dut être rebaptisé Mayo Ladde.

Dès l'abord, on est frappé par l'allure très tupuri du village et l'on a l'impression qu'un grand nombre de *ting* semble avoir été directement transposé là de la région de Doukoula. En dépit du regroupement imposé, certains ont même conservé le plan circulaire avec les *jigal* (cases à bulbe de vannerie) entourant les greniers. On compte 70 *jigal*¹⁸ sur un total de 479 unités d'habitation; 79 silos en terre (*boole*) et 44 silos végétaux (*puuli*). On retrouve même le *jak jing*, bois protecteur à l'entrée des concessions, et le *jak sirri* (bois sacré). La seule différence avec l'habitat du pays d'origine est le regroupement en un village et non la dispersion. Les *ting* se suivent sans solution de continuité, chacun restant dans l'enfilade de ses voisins.

Cette description n'a rien d'anecdotique et rend compte des attitudes plus générales du village à l'égard de sa prise en main et de sa volonté d'enracinement dans le SEB. Cet aspect "dynamique" a assurément séduit des organismes de développement et des ONG qui ont désiré s'investir dans Mayo Ladde.

1. La population de Mayo Ladde

Le village est peuplé de 117 familles, soit 918 personnes. De même que son habitat donne l'impression d'avoir été transplanté, la population de Mayo Ladde suggère le véritable report de toute une communauté villageoise de la région de Doukoula dans le SEB. La structure sociale tendrait à le prouver avec une forte proportion de polygames (35,6%) et même de grands polygames avec trois et quatre épouses (10,2%). Comme dans les villages de départ, il s'agit de chefs de famille de plus de 45 ans. Cette grande polygamie est, ici également, due à la récupération par lévirat des femmes héritées des oncles ou du père.

Mayo Ladde exprime malgré tout, par le déséquilibre de sa pyramide des âges (505 hommes pour 413 femmes) qu'il est bien un village de migrants. Les excédents masculins sont forts dans les couches des 5 à 15 ans, ce qui s'explique par la présence

¹⁸ *jigal* ou *jegale* est la toiture en bulbe de vannerie d'une seule pièce, généralement confectionnée pour la belle-mère. On la transporte à tête d'hommes, une quinzaine, parfois entre deux villages. Cette pratique est encore en vigueur dans le SEB. La case entière, mur et toiture, revient ici à 45 000 F.

de jeunes envoyés au SEB auprès de parents pour effectuer leur scolarité, les garçons étant prioritaires chez les Tupuri. En revanche, on constate pour les femmes un léger excédent dans la couche des 15-20 ans, lié à la présence des jeunes épouses de fils s'établissant auprès de leur père et à celle de la deuxième ou troisième épouse des polygames.

Le chef de Mayo Ladde appartient à la famille des chefs de Taala du clan Mo Dom. Les Mo Dom sont les mieux représentés (30%). Ce pourcentage en faveur du clan qui "soutient" le pouvoir est à peu près constant dans les villages tupuri. Ils est suivi par les grands clans cosmopolites, Guyuri, Monguri, Baare et aussi les Mo Wang Sere. Les femmes sont issues des clans Mo Dom, Baare, Monguri, 'Dirim, Gisiyare. On compte également deux femmes mbum.

Les ressortissants de Mayo Ladde viennent d'une trentaine de villages, principalement de la région de Doukoulou, Bouzar, Lara, Golongari, Labalga, Karmay, Gane, Warsey... Du point de vue confessionnel, le village est relativement équilibré avec 42,7% de catholiques, 16% de protestants et 45% de "tupuri".

La stabilité du village s'appuie sur l'importance (37,5%) des familles en place depuis 9 et 10 ans. On note toutefois un gros arrivage de migrants (35%) en 1991. Plus de la moitié des chefs de famille sont venus directement ; les autres sont passés par les lieux de migrations classiques des Tupuri, essentiellement des sociétés para-étatiques : Bandjock (11), Maga (13), Wasande SODEBLE (5), ou certains grands chantiers, Lagdo, Waza... et aussi par Douala et Yaoundé. Quelques migrants sont passés par d'autres villages du SEB.

2. Les rapports avec les villages d'origine

Les villages du SEB sont réputés riches et partant se doivent d'aider les familles restées au pays.

On envoie chaque année ou tous les deux ans des sommes d'argent, qui peuvent être conséquentes - à titre exceptionnel - comme ce fut le cas lors de la dernière disette en pays tupuri (1989-90). Cet argent peut servir à acheter du bétail, confié dans les villages "comme on place l'argent"; il reste pourtant un placement peu sûr. Ainsi, en 1989, une partie de ce bétail a été vendu pour acheter du mil. Il est le fait, pour la grande majorité, de non-chrétiens et il vise la constitution de dots. En 1995, 56 chefs de famille ont envoyé de l'argent dans la Province de l'Extrême Nord. Si on exclut les puînés et les fils établis respectivement auprès de leurs aînés et de leurs pères, tous ceux qui sont tenus de le faire se sont exécutés. Pour 62,4%, il s'agissait d'acheter du mil¹⁹ ; pour 22,6%, d'aide à la constitution de dot ; pour 7,5% de participation à des deuils et 7,5% pour des motifs particuliers.

Les sommes les plus courantes, comprises entre 20 000 et 30 000 F.(35,7%), visaient essentiellement l'achat de mil au bénéfice du père ou de la mère. Les sommes varient de 7000 F. à 400 000 F., les plus fortes intéressant les dots et les levées de deuil. Pour les sommes déclarées, la moyenne par chef de famille serait de 37500 F, pour un total de 2 102 000F.

¹⁹ Ce qui confirme le déficit en mil chronique du pays tupuri, évoqué dans l'étude du terroir de Sirlawe (DPGT, 1995).

L'aide peut prendre une autre forme, en faisant venir sur place des frères cadets, des neveux ou des nièces (paternels et maternels), ce qui fait qu'en dépit de l'émancipation plus rapide des cadets, les familles tupuri du SEB sont sensiblement plus nombreuses que celles des villages de départ. On retrouve toujours le même échange, les enfants du pays tupuri étant récupérés pour la scolarisation dans les villages de migrants depuis peu assez bien pourvus en infrastructures scolaires. On disperse aussi les élèves dans les CES et lycées de la région (à Touboro, Tchollire, Rey), soit une vingtaine dans le cas de Mayo ladde. Parallèlement, on envoie "au pays" les enfants malades, surtout ceux chétifs ou présentant des troubles du comportement. Les échanges matrimoniaux se maintiennent avec le pays d'origine, on constate toutefois un nombre supérieur de femmes rejoignant Mayo Ladde. Seules cinq filles de Mayo Ladde ont été données en mariage dans la région de Doukoula. Les Tupuri qui s'établissent dans le SEB entendent bien, dans un premier temps, renforcer la cohésion du village en y épousant leurs filles (16) et, dans un deuxième temps, en les mariant dans les autres villages du SEB (10), dont 4 à Siri. Les autres sont parties dans d'autres zones de la diaspora tupuri; Lagdo, Konkrong (Rey)...

3. Les activités économiques de Mayo Ladde

Dans ce domaine également, Mayo Ladde s'avère être un village très équilibré. Il conserve encore des bovins de trait, donc des charrues lourdes et il n'est pas entièrement passé, comme les autres villages, à la traction équine. Ils ont gardé la culture attelée bovine, en dépit de la perte totale des attelages descendus du Nord pendant les deux premières années de leur installation. Les boeufs de labour (53) sont toujours achetés auprès des Mbororo, sur le marché de Siri. Les prix, de 105 000 F en 1994 (après la dévaluation), ont atteint 130 000 F. en 1996. On compte également 32 poneys, dont les prix ont varié, dans le même temps que pour les bovins, de 62 000 à 83 000 F. en moyenne.

Quant au bétail, hors animaux de trait, les Tupuri de Mayo Ladde ont gardé un troupeau de vaches (56) et mettent tout en oeuvre pour le maintenir en santé. Ils n'ont pas non plus mis en place un élevage quasi exclusif des porcs, on en compte 424. Ovins et caprins sont également nombreux : 115 chèvres tupuri, 363 chèvres mbum, 104 moutons tupuri, 86 moutons mbum.

Le *golla* s'applique aux quelques vaches²⁰ et aussi aux porcs, pour les jeunes qui s'installent dans le village. Si un porc est abattu, les partenaires de *golla* se partagent la viande, et, sur la portée d'une truie, le propriétaire prélève un porcelet sur trois.

3.1. Un village bien équipé

L'équipement agricole du village n'est pas négligeable et une grosse partie du matériel vient du Tchad, notamment les charrues appelées Peugeot, 24 et 5 T34, celles désignées comme Ralle sont 38. Quatre cultivateurs posséderaient un équipements complet, corps sarcler et butteur, en état de marche. Comme partout, c'est le corps butteur qui est le plus sollicité. Cinq cultivateurs disent avoir laissé une charrue dans le

²⁰ Il n'existe pas de *gurna* (cure de lait). Les "tambours du gurna" n'animent que les travaux collectifs et les fêtes.

village d'origine. Un ressortissant du village possède un tracteur Bouyer qu'il a acquis lors de la compression du personnel GML en 1992. Il emploie un chauffeur mbum et travaille les champs qu'il loue, surtout à l'extérieur du village, à Ngaydigui, et donne son tracteur en location à façon hors de Mayo Ladde, sur des ensembles de parcelles qui ont déjà été déssouchées.

Dans le village, on compte encore trois charrettes et dix-sept poussettes. Comme souvent dans les villages du SEB, on voit des "poussettes" tractées par un poney. Le "poussetteur" continue à tenir le timon. Ce genre d'attelage transporte les récoltes sur les petits chemins des pénétrantes vers les champs ou à l'intérieur du village pour transporter les briques crues, les sacs d'engrais... ce qui répond à un véritable besoin en matière de charroi léger. Une charrette équine légère pourrait être une solution, c'est du moins ce que suggèrent les observations que nous avons faites.

2.2. A la recherche d'un équilibre entre deux spéculations

Cultures et superficies comparées . Source : Service Migration

Année/ Nombre de planteurs	sorghos	maïs	coton	arachide	riz	total	surface moyenne/ planteur
1986/ 46	3,75 ha	19,5 ha	56,75 ha	8 ha	3 ha	91 ha	1,97 ha
1987/ 60	1,5 ha	20 ha	86,75 ha	8 ha	3 ha	119,25 ha	1,98 ha
1990- 91/ 55	35,5 ha	70 ha	73,5 ha	14,5 ha	0	193 ha	3,51 ha
1991- 92/ 163	58,5 ha	43,75 ha	133,5 ha	11 ha	0	246,75 ha	2,18 ha

La priorité donnée au coton est maintenue et cela se traduit dans les surfaces globales des cultures. Au sein de chaque exploitation, la répartition des surfaces respectives donne une majorité avec 73,3% de cultivateurs pour une priorité au coton, 14,7% mettant à égalité les deux spéculations et 14%, une priorité au maïs. Cette dernière tendance risque de s'amplifier dans les années à venir. Une majorité d'exploitations réservent au coton entre 4 et 6 "quarts" et entre 2 et 4 "quarts" pour le maïs. Les surfaces en sorghos se situent entre 1 et 2 "quarts", suivies d'1 "quart" pour les arachides et d'1 "quart" pour les niébés. Ces deux dernières cultures relèvent des femmes et, singulièrement, de celles de polygames.

Apparaissent comme anecdotiques, les essais de culture du sorgho, *cuglum* (*S. margaritifera*²¹), les parcelles de sésame (*iyeye*), faites, comme chez les Mbum, sur défriches ; les pois de terre de quelques femmes et les petites parcelles de soja de certains jeunes cultivateurs.

²¹ *Cuglum gelekjo* possède une panicule tombante très souple, peu sensible aux oiseaux. Il est semé décalé en juillet pour être en fleur à l'arrêt des pluies.

Superficie des cultures de Mayo Ladde (1995)

coton	maïs	sorghos	arachide	niébé	pois de terre	sésame
157,25 ha	112,75 ha	64,25 ha	16 ha	16,25 ha	1,5 ha	1 ha

Les Tupuri de Mayo Ladde appliquent au maïs de plus en plus d'intrants, mais les doses sont encore souvent fantaisistes. Certains ont fait le pas et traitent le maïs comme une spéculation. D'autres veulent lui conserver les connotations d'un vivrier du même type que le sorgho.

Des fonctionnaires tupuri, et même le pharmacien, de Touboro, viennent louer des parcelles à Mayo Ladde. Toutefois, les villageois se plaignent de ne pouvoir prolonger leurs emblavures en raison de la pression récente des villages mbum voisins. Les problèmes de limites avec Ngayndigui et Panjama I, qui tendent à bloquer l'avancée de Mayo Ladde vers l'Est, ont éclaté lors des défrichements de 1996. Ces derniers craignent en effet de se voir déposséder de leurs terre et ouvrent systématiquement leurs nouveaux champs au devant des percées tupuri. Un certain nombre de litiges ont éclaté, en particulier au sud-est de Mayo Ladde.

3.3. Equilibre entre le travail familial, celui des manoeuvres et des organisations d'entraide.

Une quarantaine de Ngambay et près de cent cinquante Mbum se louent sur les parcelles de Mayo Ladde. Les principales phases, réclamant le plus de main d'oeuvre, sont les labours, les sarclages et la récolte du coton. Certains agriculteurs peuvent avoir recours à de la main d'oeuvre pour d'autres phases culturales, sarclage et buttage du maïs, mais ces prestations restent marginales.

Les prix pratiqués sont conformes à ceux des autres villages du SEB, 2000 F pour le premier sarclage, et de 7000 à 8250 F. pour la récolte de coton, toujours sur la base d'1 "quart".

Toutefois, en raison de l'intervention des Mbum qui viennent travailler souvent, mais ponctuellement, le décompte ne se fait plus à la surface, mais à la ligne. Ceci est particulièrement valable pour la récolte du coton. Dans un "quart", on décompte 63 lignes, payées chacune entre 100 et 125 F, soit, pour un "quart", entre 6300 et 7875 F. Les sommes réservées au paiement des manoeuvres sont rarement supérieures à celles des intrants.

On retrouve quelques travaux d'entraide dans le cadre de l'Eglise Fraternelle Luthérienne. Toutefois, par la présence des chefs de familles polygames, les *torla* sont encore en vigueur pour défricher de nouveaux champs, labourer et sarcler les cotonniers. Les surfaces sont toujours supérieures à 1/2 ha. Ce sont souvent les gendres qui se mobilisent pour brasser de la bière et offrir un porc ou des chèvres. En 1995, on a recensé dix-sept *torla*, mais seulement trois *yii pay*, ces derniers ayant été commandité par le chef et des notables.

Le dynamisme prêté à ce village l'a placé au coeur de plusieurs projets de développement. Toutes les actions menées - dont aucune n'émanait d'une véritable demande du village - ont été des échecs. Nous n'en relaterons qu'une, exemplaire.

La Maison Rurale de Touboro, avec comme coordinateur le SART (Service d'Animation Rurale de Touboro) a poussé en 1992 à la création d'un groupement paysan. Appelé «Dagebo», traduit par "selon ta volonté", il avait comme animateur et trésorier le catéchiste de la mission catholique, R.F., un président, M.A., et un trésorier adjoint, L.L. Le recrutement des membres devait s'effectuer sous certaines conditions : être monogame, "auto-suffisant", "ne pas être un buveur"... Une dizaine ont cotisé 5000 F. et se sont réunis pour faire un "champ communautaire". La motivation était qu'il fallait un statut associatif et justifier d'une action commune pour être aidé.

Ils cultivèrent leur champ communautaire de maïs, obtenant une récolte de 21 sacs. Ce minimum d'organisation et d'activité servit de caution pour recevoir en 1993 60 000 F. et une charrue. Le maïs vendu, ils achetèrent un poney et un taurillon. En 1994, ils firent 5 "quarts" de maïs, récoltèrent 30 sacs, vendus 345 000 F. Ils attendaient, à ce moment-là, un fort crédit pour monter "un élevage communautaire". En 1995, l'encadrement, composé de volontaires italiens, passa le relais et le projet fut rapidement suspendu. Le beau-père de L.L. étant décédé, il fallut de l'argent pour le deuil et L.L. pressa les autres de partager les biens de «Dagebo». Ils se partagèrent à trois les animaux, la charrue, l'argent du maïs et celui des locations d'attelage. «Dagebo» ne fut, naturellement, suivi d'aucune autre organisation spontanée de ce genre.

Les migrants tupuri se débattent entre une idéologie traditionnelle très forte, fondée sur l'unité de la société villageoise et une émancipation économique qu'ils désirent et redoutent à la fois. La richesse n'a de base licite que si elle est fondée sur le social, autrement dit elle doit évoluer avec le temps et l'âge du chef de *ting*, pour ensuite être héritée, mais surtout finir dans une grande cérémonie de levée de deuil. Elle s'oppose à une réussite individuelle, de jeunes adultes, dont la conséquence ne peut que conduire à un dérèglement social dans le cadre, bien sûr, des sociétés villageoises.

Comment gérer cette contradiction ? Comment contourner le discours unitaire sans devoir trop le renier ? réussir tout en donnant des gages à une société dominée par les aînés ?

Quant aux ONG croyant "au mythe communautaire", même si elles flattent les Tupuri en allant dans le sens de leur propre discours, elles ne peuvent pas voir leurs actions (champs, greniers, élevages communautaires) suivies d'effets.

En revanche, la mise en place d'un système de production de type SODECOTON, reposant sur une spéculation soutenue par des techniques qui réclament possession et maîtrise de matériels et d'intrants, est efficace, mais elle est destructrice de l'encadrement traditionnel, dans une société qui se veut égalitaire.

Que doivent alors faire ceux qui réussissent ? Quel est, par ailleurs, le seuil de réussite acceptable par le corps social tupuri ?

Il semble que les villages de migrants du SEB réagissent un peu différemment des cellules villageoises du pays tupuri obéissant toutes aux mêmes stimuli. Ici, les règles de comportement se recomposent au niveau de chaque entité villageoise, si bien que chaque village se donne implicitement un "modèle" moyen sur lequel ceux qui réussissent ne devront pas trop s'éloigner, ou alors sous certaines conditions de redistribution.

Certains villages, plus ouverts, admettent plus d'écarts. Ce serait le cas de Mayo ladde, encore que l'autorégulation joue à plein. D'autres pratiquent l'exclusion des cultivateurs atypiques, c'est le cas du village tupuri voisin, Baoudi.

BAOUDI

Situé sur la bretelle qui relie les deux routes allant de Touboro à Tcholliré, l'une par Sorombeo et l'autre par Ndock, Baoudi se trouve un peu en marge du gros du peuplement tupuri du SEB.

Fondé en 1988, le village fut d'abord baptisé Sirlawe, toponyme courant chez les Tupuri et signifiant «terre à coloniser», sous-entendu «bonne terre». Baoudi est divisé en quatre quartiers, selon les villages d'origine. Baoudi (centre) et Bitou sont peuplés de gens issus de Barlang (Guidiguis), ceux de Wuro Niebe viennent de Werfeo (Kar Hay) et ceux de Golonguini de Golonguini.

1. La population de Baoudi

1.1. Clans et modalités d'installation

Les clans ont toujours moins d'importance dans les zones de migrants qu'en pays tupuri où la référence au village d'origine l'emporte. Les clans les mieux représentés sont les Guyuri, le chef étant lui-même un Guyuri de Barlang, et les Jar Baare, de Fiekne. Ils sont suivis des Monguri, Mo Wang Sere ou Swey, Mo Wang Guyu, puis des Mbarhay et Darbiri. Vingt-trois clans sont représentés sur les soixante-huit que connaît le pays tupuri. Les femmes, comme toujours, sont issues de clans plus divers, trente-sept, mais chez elles aussi, Guyuri, Monguri, Jar Baare et Swey sont les plus nombreuses.

Le village compte 594 personnes. La pyramide des âges est conforme à celle d'une population de migrants, à large base et très épointée par l'absence de vieux adultes.

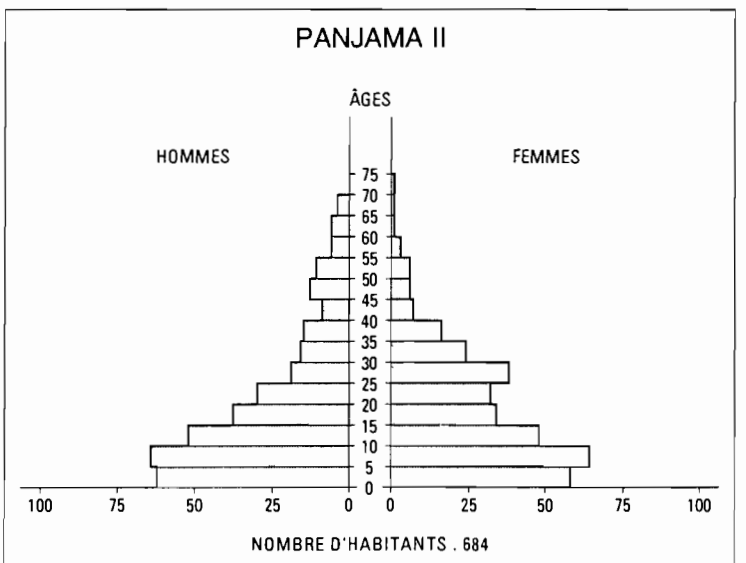
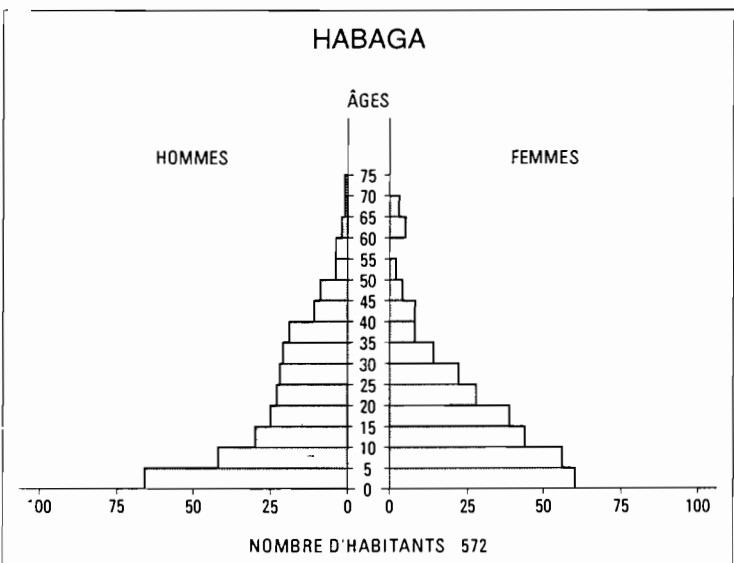
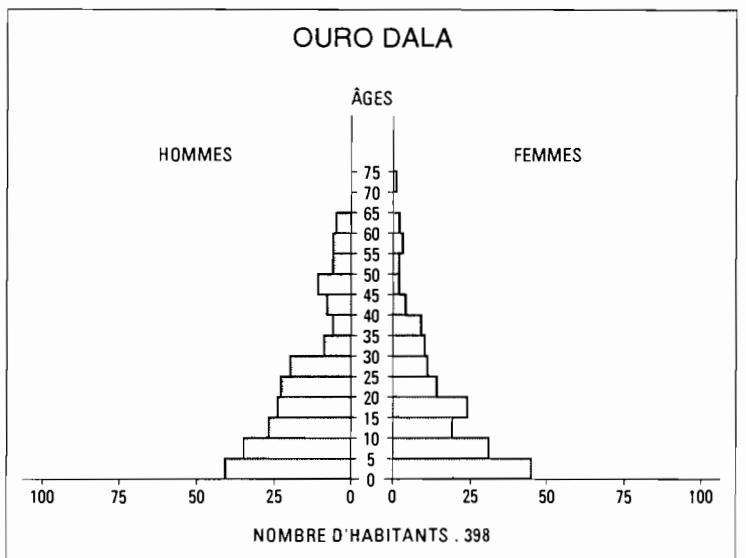
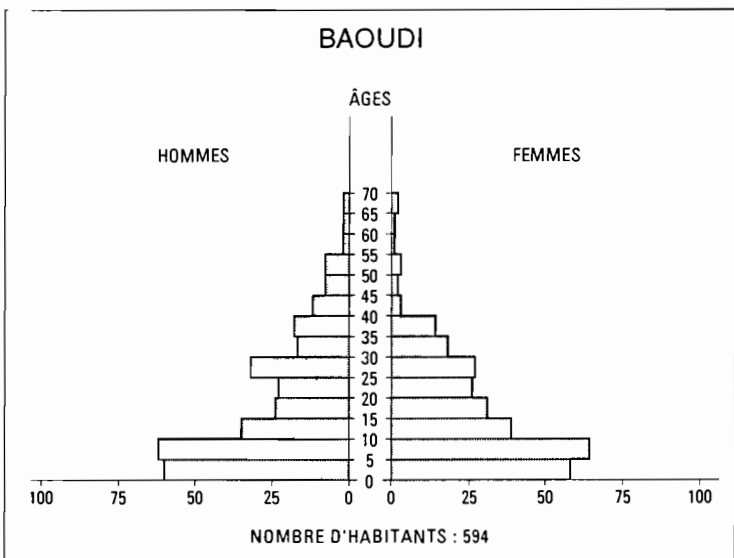
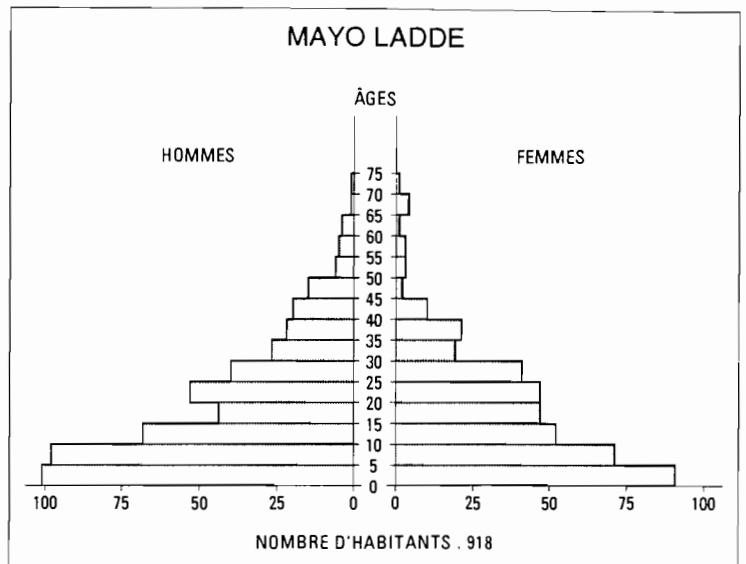
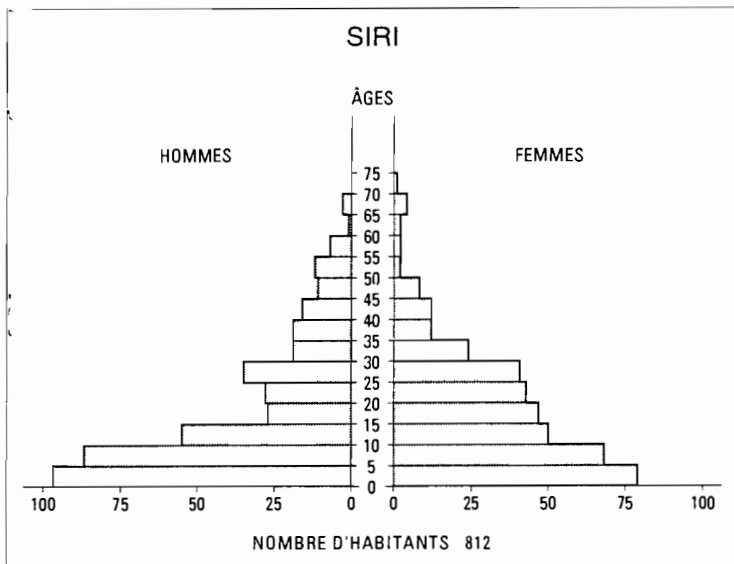
Du côté des femmes, le vide attendu, conséquence du décalage d'âge des chefs de famille et de leurs épouses (certains ont, de plus, laissé leur première femme au pays ou dans un précédent site de migration), est comblé par la présence de veuves, au nombre de 7, qui sont venues aider leurs fils dans le gardiennage des enfants.

La tranche masculine des 25-30 ans est gonflée par la présence de jeunes frères, neveux, paternels ou maternels, qui sont dans l'attente d'une installation ultérieure, à leur compte dans le SEB.

Toutefois, la pyramide des âges révèle un déséquilibre de sa base. La couche des 0-5 ans est inférieure à celle des 5-10 ans, 60 contre 62 pour les garçons et 58 contre 63 pour les filles, ce qui est l'expression d'une évidente sur-mortalité infantile à Baoudi.

Cette sur-mortalité va avoir des conséquences directes sur le village pour des familles venues majoritairement s'installer en 1991 et qui ont vu mourir de nombreux enfants en bas âge. La vague de sorcellerie qui va s'abattre alors sur Baouli puise là ses racines.

PYRAMIDE DES ÂGES DE 6 VILLAGES DU SEB (1996)



L'originalité des villages tupuri par rapport à d'autres établissements de migrants s'exprime dans le fait que les caractères originels des pionniers s'estompent rapidement. Les Tupuri sont des colonisateurs nés. Les autres éléments de la famille, même plus âgés, viennent, et les jeunes fondent un foyer. Le phénomène des veuves, indépendantes, est naturellement moins développé. A Baoudi, on n'en compte seulement deux, toujours des femmes héritées (*'bay*), puis abandonnées.

Quant au mariage des filles, la moitié de celles "parties en mariage", soit neuf, sont restées dans le village. Six autres sont mariées en pays tupuri, une seule dans le SEB. Ce constat a été déjà vu dans les villages précédents.

Les chefs de familles installés depuis la fondation du village ne sont que 12% (sur les 83 actuels). La majorité (52%) est venue en 1991 et 13% en 1995, le reste se répartit sur les autres années. Parmi ceux qui ont séjourné ailleurs avant de venir à Baoudi (40%), on retrouve comme lieux de séjours les grands centres de migration tupuri, Bandjock pour 36%, Lagdo (10%), Maga (7,5%), la région de Garoua (notamment Dengui) (16%), Douala (12,5%) et d'autres (18%), avec le même type d'activité.

Les parcours de certains d'entre eux sont particulièrement complexes, avec des séjours au Nigeria. Ce sont des gens rodés aux migrations et parfois habitués à manier de fortes sommes d'argent (dans le cadre de l'Extrême-Nord), comme à Maga où, dans les années 1980, ils disposaient, avec quatre piquets de riz et une double récolte, de plus de 300 000 F (une partie étant auto consommée).

En dépit des antécédents migratoires d'une forte proportion des chefs de famille, Baoudi est dominé par les non chrétiens (84,1%), suivis des catholiques (12,2%) et des protestants (3,7%). Ainsi ce village se trouve un peu hors des champs d'action des missions et de leurs structures annexes de développement et surtout de santé. De plus, l'encadrement traditionnel, en l'absence de la strate des vieux adultes, a du mal à tenir cette communauté de migrants.

1.2. Les rapports avec les villages de départ

L'importance des liens avec le village d'origine est difficile à établir. Les chefs de famille qui s'y rendent seraient de 7% chaque année, 12% tous les deux ou trois ans, et, pour la grande majorité (69%), tous les cinq ans ou plus. C'est sans compter avec l'envoi de femmes, d'enfants, les "visites" de frères, de neveux...

Comme dans les autres villages, on a l'impression que les Tupuri commencent à s'organiser dans leur aire de peuplement du SEB, sans toutefois que Toubouro ne devienne vraiment central. Les hommes n'y vont guère que trois fois par an en moyenne et les femmes moins d'une fois. Les femmes tupuri sont très sédentaires et leurs sorties se limitent aux marchés des villages tupuri voisins, en particulier Siri.

A Baoudi, l'aide aux villages d'origine est aujourd'hui plus mesurée. En 1995, seuls dix-sept chefs de famille ont envoyé entre 15 000 et 160 000 F., toujours pour les mêmes destinataires, mère seule, père âgé, frères dans le besoin. Sept ont fait parvenir entre 2 et 6 sacs de maïs. Les sommes supérieures à 100 000 F. sont destinées aux cérémonies de levée de deuil.

Le bétail qui est confié au village a un statut ambigu et il est parfois classé comme "aide". Il prépare souvent pour le migrant une dot pour la future épouse. Ce bétail placé au village est néanmoins considéré comme un bien peu sûr qui peut être "emprunté" par le père ou un frère. Cela expliquerait d'ailleurs pourquoi, lors de nos enquêtes en pays tupuri (Sirlawe, 1995), les villageois ont fait si peu mention de têtes de bétail appartenant à des migrants.

Cette mise en gardiennage de gros ou de petit bétail constitue, pour le migrant, une sorte de caution, de marque de l'intérêt qu'il porte à sa famille et, à travers elle, à son village, dans l'éventualité d'un retour. Cinq cultivateurs nous ont avoué que leur bétail placé au village avait été "bouffé" pour des dots et une dizaine d'autres, ne pas être sûrs du nombre d'animaux encore en leur possession.

Toutefois, le bétail confié par les gens de Baoudi à leurs familles de Barlang, Goundey, Bitou, Werfeo, Golonguini... serait de 79 bovins, 78 chèvres et 37 moutons, ce qui est assez important comparé à l'indigence de l'élevage à Baoudi.

2. L'économie du village

2.1. Elevage et animaux d'attelage.

Baoudi s'avère pauvre en bétail, 31 chèvres tupuri, 69 chèvres de race mbum, 16 moutons tupuri, 53 moutons mbum, 318 porcs et 3 vaches. A cela s'ajoutent 172 poulets, 30 canards et 22 pintades.

Cette faiblesse de l'élevage n'est pas la conséquence d'une plus grande capitalisation du bétail dans les villages d'origine. Elle est liée au climat de tension qui règne dans le village. Les phénomènes de *golla* sont également courants à Baoudi, intéressant principalement les porcs. Les chiens sont abondants, notamment pour la chasse, toujours pratiquée le samedi²². Ceux qui causent du désordre sont abattus et consommés par les hommes. La cynophagie se poursuit un peu en cachette et n'intervient plus, comme jadis, dans les *torla*.

A Baoudi, on retrouve, pour les chevaux de trait, la même évolution dans le nombre de têtes et les prix. Les poneys sont achetés sur les marchés de Bloc 14 et surtout de Siri. Les prix ont évolué de la même façon, 30 000 F. en 1991, 37 à 45 000 F. en 1992 et 1993, 65 000 en 1994 (après la dévaluation), 70 000 en 1995 et 80 000 en 1996.

2.2. Cultures.

Les gens de Baoudi ont commencé en 1988 avec des houes. A la différence des autres villages, ils n'ont pas connu cette période d'échec avec la perte des boeufs de trait. En 1991, ils se sont mis aux poneys. En 1992, ils en possédaient 17 et, en 1996, 24. Ils ont aussi une paire de boeufs.

Ils sont passés, toujours dans les années 1990, au gramoxone, ce qui leur a permis, ici aussi, de limiter leur investissement dans la culture mécanisée. On recense 24 charrues,

²² Les tambours des *gurna* et les *siili* (flûtiaux en corne) sont utilisés la veille des jours de chasse qui sont vus un peu comme un ersatz des rassemblements de *gurna*.

song day, toujours classées en Ralle (15) et Peugeot (9). Trois cultivateurs disent posséder un équipement complet, corps butteur et corps sarcler. Un tiers des animaux et du matériel ont été achetés à deux, plus rarement à trois. Le petit outillage des migrants reflète leurs mouvements antérieurs, avec des outils du Sud, dits "daba" et des pioches à oeilleton, appelées "pélé".

2.2.1. Les cultures principales

L'éventail des cultures est particulièrement resserré à Baoudi, pas de sésame en culture pionnière à la différence des Mbum, pas de manioc à l'exception d'une petite parcelle, très peu de pois de terre (*magram*). La culture de l'arachide est limitée, non pas à cause de la déambulation des porcs, comme l'affirment les gens de Baoudi, mais parce qu'elle est sans intérêt ici. Le revenu de l'arachide servant, dans le SEB, à payer les manoeuvres, ces derniers ne viennent pas à Baoudi. Seule la culture des niébés intéresse vingt-deux cultivateurs qui en font un "quart". Tout repose sur le coton, le sorgho et, secondairement, le maïs.

Cultures et superficies comparées. Source : Service Migration.

Année/ Nombre de planteurs	Sorgho	maïs	coton	arachide	riz	Total	Surface moyenne/ planteur
1989 - 90 / 23	20 ha	9,5 ha	38 ha	1 ha	4 ha	72,5 ha	3,15 ha
1990 - 91 / 30	19 ha	31 ha	43,5 ha	2,5 ha	2 ha	98,5 ha	3,20 ha
1991 - 92 / 135	27 ha	44,75 ha	141 ha	9,5 ha	0	222,75 ha	1,65 ha

A Baoudi, neuf chefs de famille sur quatre-vingt-trois ne font pas de maïs, deux seulement ne font pas de coton et un seul, pas de sorgho.

Pour le coton, 22% cultivent moins d'1 hectare; 32%, 1 hectare et 46% plus d'1 hectare. Le plus gros producteur en cultive 4 hectares.

Quant au maïs, 34% font 2 "quarts", 36%, plus de 2 "quarts".

Pour le sorgho, 32% cultivent moins de 3 "quarts", 32%, 3 "quarts" et 36%, plus de 3 "quarts".

Le plus gros cultivateur de Baoudi, W.F., fait, avec ses deux femmes, 15 "quarts" de coton, 18 de sorgho, 4 de maïs et 5 de niébé.

A Baoudi, on cultive le sorgho rouge, *gara*, principalement deux variétés, le *paa-naare* et le *sawtsay*, en mélange sur la même parcelle. Les femmes se partagent généralement les champs de *gara* et les travaillent uniquement à la houe. Elles y font également pousser leurs légumes : gombo, *Hibiscus sabdariffa*... qui peuvent également être placés en bandes autour des parcelles de coton, profitant ainsi des produits phytosanitaires destinés au coton et protégeant le coton de l'attaque de certaines variétés de chenilles qui ne ravagent pas les légumes.

Superficies des cultures. 1995

Coton	Maïs	Sorgho	Niébé	Arachide	Pois de terre
102,25 ha	47,25 ha	70,25 ha	9 ha	2,75 ha	1 ha

C'est le chef de famille qui a accès au magasin de la SODECOTON, donc aux intrants et lui seul décide de leur emploi. Il se réserve en général leur application car "c'est de l'argent et on ne les confie pas aux manoeuvres". Le seul nom de l'homme est inscrit au magasin et la femme ne peut obtenir ni engrais, ni gramoxone. Cette organisation limite, plus que par le passé, la liberté des femmes quant au choix des cultures et surfaces entreprises. A Baoudi, la femme doit travailler sur le champ de l'homme. Elle fait un peu de niébé, mais cultive néanmoins la majorité des champs de *gara*, avec lequel elle brassera sa bière, principale source de revenus pour elle. Elle pourra également vendre ce sorgho. Les hommes se sont remis au sorgho et certains ont appliqué, pour la première fois en 1995, de l'atrazine. On n'a pas observé d'emprunts aux sorghos mbum, mais certains ont essayé d'introduire un *Sorghum margaritifera*, *cuglum*, du pays tupuri, peu sensible aux oiseaux. Ils sont neuf à l'essayer entre Mayo Ladde et Baoudi.

2.2.2. Absence de manoeuvres et travaux en commun limités

Les manoeuvres mbum travaillent dans le village de migrants montagnards, Mayo Zake, à l'ouest de Baoudi ; les Ngambay s'arrêtent à Mayo Ladde, village voisin à l'est de Baoudi. Baoudi est, en effet, un des rares villages tupuri, sinon le seul à ne pas utiliser de manoeuvres. C'est tout juste si l'on demande aux enfants scolarisés du village de participer à la récolte du coton, afin qu'ils se constituent un petit pécule, sorte d'aide des villageois à la scolarisation.

Quatre cultivateurs ont organisé des travaux collectifs, *yii pay*, où étaient également conviés des Tupuri de Mayo Ladde.

Le *torla* est plus répandu et on en a compté trente-huit en 1995, surtout destinés à assurer le labour des parcelles de coton et à sa récolte. On compte également un *torla* pour un défrichement de 3 ha., deux pour sarcler et récolter 1/2 ha de maïs, un encore pour sarcler le *gara*... La moyenne des participants se situe entre douze et quinze personnes pour deux cordes. On sert un porc ou une chèvre et de la bière.

Baoudi reste très traditionnel et suit les mêmes pratiques que dans les villages de départ.

A Baoudi, la location de la charrue est souvent différenciée de celle de l'animal de trait. Pour un "quart" de labour, l'attelage est loué 7000 F.; la charrue seule, 5000 F., parfois moins, comme par exemple 2500 F pour le sarclage d'un seul "quart".

Avec les nouveaux venus en 1994-95, des signes de saturation foncière sont apparus avec la location de parcelle à 25 00 F le quart, pour six chefs de famille. Sept parcelles sont encore prêtées, mais cinq cultivateurs ont dû aller louer des compléments de parcelle hors du terroir, si bien que la location de terre peut devenir un nouveau poste de dépense.

2.3. Postes de recettes et postes de dépenses

Il ne s'agit pas d'une enquête-budget, qui aurait demandé d'autres moyens, notamment en temps, mais de la mise en évidence d'un certain nombre de comportements, par le biais des postes de recettes et de dépenses.

Le gros des revenus, pour ne pas dire l'essentiel, est procuré par le coton et, très secondairement par le maïs. Des cultures mineures, comme celle des arachides et des niébés, peuvent être écoulées à la tasse (1000F la tasse de 2kg de niébés), plus rarement au sac, et ce sur une assez longue période. C'est plutôt la commercialisation des porcs et surtout de leur viande débitée sur les marchés, qui permet de faire face à un besoin inopiné d'argent²³.

Pour les femmes de Baoudi, comme pour celles du pays tupuri, tout va reposer sur la vente de la bière et aussi - c'est une caractéristique du village - sur la fabrication des poteries. Chaque semaine, le jour du marché (jeudi), plus de la moitié des femmes vendent de la bière. Les bénéfices atteignent 2000 à 2500 F. pour une mise de fonds de 3000 F. de mil. Les rentrées d'argent des potières sont plus irrégulières, entre 900 et 12000 F. selon le nombre et la grosseur des jarres²⁴. De fait, c'est moins la présence de poches d'argile propice qu'un certain manque à gagner qui ont poussé les femmes (43) de Baoudi à se mettre à la poterie. Les rentrées de petites sommes régulières sont toujours réservées à des achats précis et répétitifs, réglés sur le mois. On estime les dépenses de mouture à 1600 F le sac de sorgho ou de maïs, soit pour une famille de deux épouses et cinq à six enfants. Pour le même type de famille, l'achat, pendant la saison sèche (de janvier à avril surtout) de légumes frais (gombo, *tasba*...) est estimé entre 950 et 1200 F. Il faut y ajouter 1000 F de poisson sec et 150 F de sel. Quant à l'huile, la consommation varie en fonction de la fabrication régulière ou non de beignets. Le mari, en revanche, se charge de l'achat de viande fraîche (2000F/mois) et de celui du thé et du sucre.

Parmi les dépenses incompressibles, reviennent au mari l'achat des vêtements des épouses, toujours très équilibrés entre les coûteux Wax, et les *adaba*, de presque moitié prix, pour des montants variant entre 25 000 et 60 000 F. Elles sont complétées par l'inévitable paire de chaussures à 1500F. et, plus généralement, deux paires. Tous ces achats sont effectués après le marché de coton.

Les vêtements des enfants, entre 10 et 12500 F. pour chacun d'eux, sont généralement achetés avant la rentrée des classes. Ils s'ajoutent aux frais d'écologie (frais de scolarité + fournitures scolaires) de 7000 F. par enfant. On comprend que ce soit un volet de dépense lourd pour des familles qui entretiennent une dizaine d'enfants en âge scolaire. Cette dépense, loin du marché de coton, occasionne des emprunts car il est impensable pour une famille tupuri de ne pas envoyer les garçons à l'école.

²³ A part les maîtres d'école, on enregistre peu d'activités annexes dans le village, deux "tabliers", un aide-boucher, un collecteur de peaux et un forgeron.

²⁴ Les femmes fabriquent des jarres à bière et à eau, *shage* et *loone*, vendues 3000 et 2000 F. et de petites gargoulettes, *dang*. Elles cuisent huit à neuf fois par an en moyenne, pour produire seize à dix-huit grosses poteries.

Toutefois, les dépenses liées aux comportements dits de reproduction (relations matrimoniales et reproduction du modèle social) restent les plus importantes. Une majorité de ceux qui produisent plus de 250 000 F de coton investissent dans du bétail qui servira à des contributions de dot, à régler des arriérés ou des compléments de dot. Sur ses 262 700 F de coton, C.G., par exemple, a envoyé 200 000 F. au village pour acheter de jeunes bovins. Il a ensuite vécu à Baoudi sur la vente de ses porcs, et sa femme, sur celle de la bière.

L'achat d'animaux sur place, autres que ceux de trait, chèvres et surtout cochons, entraînent peu d'investissement car ils passent souvent par des formes de *golla* (35% des nouveaux venus en 1995). Il existe aussi des systèmes mixtes, achat-*golla*. Le prix d'achat est réduit et sera complété par un pourcentage sur les portées.

A l'aide aux villages, s'ajoutent les frais de voyage, pour l'épouse qui doit rejoindre sa famille, pour rapatrier des enfants... ou convoier des sacs de maïs.

En 1995, 25% des chefs de famille ont dû faire face à des remboursements de dette. Quant au renouvellement du matériel agricole et des animaux de trait, il a concerné, pour cette même année, 31% des cultivateurs.

Les dépenses de santé sont toujours non programmées et les coûts se révèlent tels qu'ils déséquilibrent tout le budget et occasionnent souvent des emprunts. Deux cultivateurs ont dû, pour se soigner, renoncer à l'achat d'un cheval pour l'un, et d'une charrue pour l'autre.

On observe quelques différences entre le pays tupuri de départ et les zones de migration. En plus du volet "aide au village", on constate une alimentation carnée plus abondante et l'achat de légumes frais pendant la saison sèche. Les tontines ou "cotisations", appelées *pare*, à l'image des gens du Sud, sont généralisées chez les femmes, mais les sommes en jeu sont encore modestes.

3. Sorcellerie et économie

La société tupuri, entre christianisme et "tradition", est entrée, comme celles du Sud du pays, bien avant elle, dans une phase de crise culturelle, avec son cortège de manifestations de "sorcellerie".

Les affaires de sorcellerie sont d'autant plus dévastatrices qu'elles interviennent sur des champs d'action limités au village et à des familles voisines ou alliées. Elles vont à l'encontre des discours, toujours en vigueur, sur l'unité et l'harmonie du village. Ce phénomène n'affecte pas seulement les rapports sociaux par l'atmosphère délétère qui l'accompagne, mais ses implications économiques sont manifestes.

En 1996, le village de Baoudi connaissait une véritable épidémie de sorcellerie et semblait incapable de la surmonter²⁵.

²⁵ Les problèmes de sorcellerie apparaissent dans les comptes-rendus du Comité de coordination du projet SEB II (9 août 1984). Les affaires ont généralement été confiées à la brigade de Gendarmerie de Touboro.

Le compte-rendu de la réunion du Comité de coordination du 17 juin 1985, évoque «les problèmes causés par les accusations de sorcellerie sur les villages toupouri de Wibiwa, F2 et F9, liés selon lui, (J. Poulain), apparemment à des luttes d'influence pour la nomination des chefs».

Chez les Tupuri, la sorcellerie se présente sous plusieurs formes, mais, en évoluant, elles se contaminent et prennent des traits communs. Cette évolution s'accélère en même temps que celle de la société.

Présentée comme la plus ancienne, *kreng* est une forme de sorcellerie héréditaire par le père et surtout par la mère. Si au cours d'une gestation, la mère a "mangé une âme", l'enfant qui naîtra sera *kreng*. Les *je kreng* "travaillent" avec les *man huuli*, esprits maléfiques de brousse, qui leur servent de montures. Ils étaient accusés de la mort des enfants en bas âge. La nuit, des boules de feu, *buuya*, sortent du ventre du *je kreng* pendant son sommeil, pour aller se nourrir. Le *je kreng* va alors "voler les âmes" (= le double d'un être humain, *nencerse 'be*) et les cache dans des arbres, sous des jarres. Cette action peut se faire volontairement ou à l'insu du *je kreng*. Des voyantes, *naare sugway* sont capables de détecter ces cachettes et peuvent sauver des âmes. On se prémunit contre l'action des *kreng* avec des remèdes, *sanggu kreng*, appliqués à travers des incisions sur certaines parties du corps.

Si le *kreng* est réputé héréditaire, «c'est par sa propre volonté que l'on devient *sa'a*». Le *sa'a* est apparu, au début du siècle, en provenance des Mundang. Le *je sa'a* n'acquiert ses pouvoirs qu'adulte. Il existe des maîtres et des disciples, mais cette hiérarchie s'établit le plus souvent entre personnes apparentées.

Les agissements du *sa'a* s'appuient toujours sur la capture du double d'une personne. Bien portantes pendant la saison sèche, les victimes tombent malades et restent sans force pendant la période des cultures. Leur double travaille alors, de façon occulte, sur les champs d'un "sorcier". Le *je sa'a* peut transformer un "double" en animal, cheval ou boeuf d'attelage. Un cheval très résistant pour la culture attelée est suspecté d'être monté par une "âme". A Baoudi, l'un d'entre eux a discrètement été signalé pendant les enquêtes, ce qui accuse forcément son propriétaire. Cet animal "chargé" ne peut rester que chez un *je sa'a*, personne d'autre ne pourrait le garder.

Il existe une progression dans les actions du *je sa'a*. Il peut utiliser le *sanggu coore*, "remède du mil" pour voler, toujours de façon occulte, le mil des voisins ; ensuite "arrêter" temporairement l'âme d'un homme et, enfin, le faire dépérir, afin de s'approprier définitivement son double. On parle également de trafic d'âmes entre sorciers (cf. le phénomène zombi des Caraïbes), ils les louent comme manoeuvres pour du travail (*jonre*) et, de plus en plus, les vendent contre de l'argent (*solay*).

Les attaques des *sa'a* sont jugées plus dangereuses que celles des *kreng* et, aujourd'hui, le *sa'a* est la forme de sorcellerie la plus développée.

Le *je sanggu*, "l'homme des remèdes", tire son pouvoir d'un héritage. Il possède une véritable connaissance des plantes et il peut, par déviation de son savoir "travailler au noir". Il utilise le *jonge* (poison), mais ce peut être un charme qui neutralise ou handicape un individu.

Parmi les dernières formes "évoluées" de la sorcellerie, il faut noter celle appelée "succès" (en français), qui emprunte non plus le champ limité des agnats et des alliés et celui du village, mais peut toucher à distance, aussi bien géographique que relationnelle. Elle s'apparente au *gungi*, action d'ensorceler du *je gurko*, jeteur de sort. La personne est vouée à la mort. Seuls, ici encore, les devins (*halgi*) et les femmes possédées (*way beso*) peuvent diagnostiquer le mal. Aussi interviennent-ils - y compris dans la région du SEB - avant que l'on n'envoie le malade à l'hôpital. Toutefois, le *je gurko* fait courir un

risque à son client. S'il doit s'attaquer à quelqu'un de trop fort ("blindé"), le mal peut se retourner contre lui.

On aboutit à une sorcellerie anarchique "à risque", reflet d'interventions extérieures à la société tupuri, mal maîtrisées. C'est à ce niveau que s'exprime la contamination des traits de la sorcellerie tupuri avec d'autres, venus des groupes voisins, voire l'influence du Sud du pays.

Les "faits de sorcellerie" touchent les villages tupuri de départ comme ceux des fronts pionniers. Chez ces derniers, les tensions sociales sont plus fortes car il y a volonté et obligation pour le migrant de réussir. On assiste à un renforcement de l'individualisme, entraînant de fortes disparités de situation, causes de jalousie qui alimentent la sorcellerie.

Les migrants tupuri vont se prémunir en achetant des "médicaments" chez les Mbum, voire chez les musulmans. Ils le font toujours en cachette ou avertissent en secret le chef. Vivant dans un environnement étranger et près de vastes brousses, ils reprennent parfois des traits de leur culture, en voie de disparition en pays tupuri, comme les *soore*. Ces esprits, les *soore*, qui accordent, après une "rencontre", une protection, peuvent être un arbre, un animal...

Lors de nos enquêtes en avril et mai 1996, nous avons été confrontés aux problèmes de sorcellerie de Baoudi, par des réunions continuelles, des séances de devin (*halgi*²⁶) qui se succédaient. Celles-ci étaient conduites par une femme tupuri, *way sugway*, une voyante habitant à Mbaymboum²⁷. Elle effectuait une recherche des doubles cachés, guérissait des plaies invisibles avec des sortes de plumeaux. Elle vérifiait la véracité des dénonciations par le biais d'une sorte de tribunal d'inquisition "forain" qui se déplaçait de quartier en quartier. La séance générale d'exorcisme a eu lieu le 6 avril 1996.

Le diagnostic est toujours le même. Les *je sa'a* menacent les populations plus que ne le font les *je kreng*... Ce sont toujours les mêmes mécanismes, avec une personne qui accuse un voisin d'avoir rendu malade ou fait mourir un enfant. La suspicion s'installe jusqu'à la paranoïa. Or, comme nous l'avons déjà souligné, les morts d'enfants en bas âge se sont succédées à un rythme inquiétant dans ce village peu suivi par les dispensaires religieux, structures qui, dans la région, assurent l'essentiel des soins. A cela s'ajoute une autre cause, le village a reçu un trop gros afflux de migrants, 607 en 1991, ce qui a entraîné la chute des surfaces moyennes, de 3,20 ha en 1990-91 à 1,65 ha en 1991-92.

Ceux accusés de sorcellerie durent alors s'exiler et nous avons assisté en avril 1996 à une troisième campagne "anti-sorcellerie". Si l'on analyse la personnalité des villageois bannis de Baoudi en 1994 et 1995, soit une douzaine de personnes, on se rend compte qu'il s'agit de gens "bien posés dans le village" et, à l'exception d'un seul, ce sont de gros cultivateurs qui ont fait parfois plus de 600 000 F. de coton.

²⁶ Le *halgi* est généralement fait au village N°10 par Damsila Siwere, pour l'ensemble des villages tupuri du SEB.

²⁷ Elle est toutefois originaire de Bitou, comme les gens d'un des quartiers de Baoudi, c'est la raison pour laquelle elle a été réfutée par une partie du village.

En 1995, l'adjoint même du chef, le *kaygamma*, est accusé, ainsi que trois autres, dont W.P. qui remplissait à lui seul un conteneur de coton. En 1995, ce dernier a vendu pour 937 000 F de coton, le plus fort chiffre de la vente de coton à Baoudi. Ces "sorciers" disposaient le plus souvent des équipements les plus complets (corps butteur/sarcleur) et parfois même de deux chevaux. Se sentant menacés, ces derniers sont allés quérir des "protections" occultes chez les Mbum, du moins les accusa-t-on de l'avoir fait, ce qui aurait déclenché le processus de bannissement. Les intéressés ont une autre version. Pour les individus tombés malades et qui les accusaient de sorcellerie, le village réclamait qu'ils leur "donnent de l'eau afin de libérer" le ou les malades. Celui qui reconnaît avoir volé l'âme de quelqu'un doit se plier à ce rituel. Or, les quatre hommes refusèrent d'endosser le rôle de "sorcier" et préférèrent s'exiler. Ils partirent en février 1996 pour Baygram, dans la région de Rey. Comme ils avaient prêté des sommes d'argent avec un taux d'intérêt de 25% et de 50%, ils reviennent de temps en temps pour tenter de recouvrer leurs créances.

Ce qui, aux yeux d'un observateur étranger, peut apparaître comme une machination grossière et une façon pour le chef d'écarter ses opposants, ne l'est pas pour les villageois de Baoudi, scolarisés ou non (y compris pour des élèves de classes de premières du lycée de Tchollire) tant le discours sur la sorcellerie et celui sur le besoin d'unité du village sont prégnants.

Le chef de Baoudi, Wang Wilsam Dapele, pour sa part, semble déployer toute son énergie pour essayer de "refroidir le village" et y faire revenir l'harmonie. Compte tenu des premiers signes de saturation foncière évoqués plus haut, on peut s'étonner des demandes formulées par le chef à la SODECOTON, visant à faire venir une dizaine de familles de Barlang, son village, à moins que le procès en sorcellerie ne fasse de la place pour des gens susceptibles d'apporter plus de cohésion au village ?

Quoi qu'il en soit, les accusations de sorcellerie tombent sur ceux des Tupuri qui s'enrichissent hors des normes comme si le seul investissement autorisé devait être en femmes et en bétail, l'argent devant alimenter les grandes fêtes que sont les levées de deuil. La sorcellerie freine une certaine forme d'investissement. Du reste, une partie du blocage²⁸ constaté à propos de l'habitation tupuri elle-même, tiendrait à la volonté de ne pas montrer sa richesse par des cases tôlées, mais de rester modeste dans l'exposition de ses biens, sous peine de déclencher les *jar kreng* et les *jar sa'a*.

La prise en compte de comportements non évidemment économiques, mais sociaux, y compris dans leurs dérives occultes, permet parfois d'entrevoir certains freins au développement.

Les comportements unitaires et de solidarité, constamment prônés dans les discours, peuvent trouver une réalisation à travers les associations religieuses d'entraide. Elles peuvent être un antidote à la sorcellerie et aussi un nouveau mode d'encadrement de la population. Toutefois, à Baoudi, les missions sont absentes. Ce sera néanmoins une des solutions préconisée par d'autres villages tupuri, comme Ouro Dala.

²⁸Ce blocage est valable aussi pour le pays tupuri. Quant à Baoudi, l'état provisoire de l'habitat reflète l'incertitude de l'avenir des villageois. Le village de Baoudi est l'un des plus décausés et des moins bien ancrés dans le paysage du SEB. Contrairement à Mayo Ladde, on ne voit pas de case *jigal*, ni de grenier de terre.

Ouro Dala

Fondé en 1985, Ouro Dala fut initialement appelé "N° 9", puis Dawoya. L'administration obligea, ici aussi, à changer de toponyme et on a retenu un nom peu Ouro Dala (*wuro dala* = village + pièce de monnaie, la plus petite, *dala-dala* = 5 f.). Le village est divisé en quartiers qui font toujours référence aux villages d'origine : Daceka, Mbraw, Kankarwa et Gangalang, le plus peuplé.

1. Principaux traits de la population

Ouro dala est un petit village de 64 familles et de 398 personnes. Ce sont des Tupuri originaires de la fraction Sukumkaya qui dominent à 73%. Quant aux ressortissants des autres fractions, Kankarwa, Ka'dwa, Wina, Baare de Mbraw, ils ont généralement pour épouses des femmes sukumkaya. Cela confère à Ouro Dala une très forte homogénéité. Les autres épouses sont issues de la même région : Wina, Hugno, Golompoui.

Cette homogénéité est encore renforcée par la religion. La région de Sukumkaya et Hugno a été une des premières zones d'implantation de la Mission Fraternelle Luthérienne, dans les années 1930. Si l'on prend en compte l'ensemble de la population adulte, les protestants représentent 46%, le chef lui-même appartenant à la MFL ; les catholiques, 34%, et ceux qui suivent les rituels traditionnels, 20%. Parmi les protestants, on note la présence de gens de la "vraie église de Dieu", dans la mouvance pentecôtiste. Avant de parvenir à cette unité, le village a subi plusieurs conflits internes, accompagnés de rejets, dont les archives du «Service Migration», de la SODECOTON, se sont fait l'écho. Aujourd'hui, même si, dans le discours, on réclame toujours la venue de familles du Nord, on s'inquiète du manque de terre. Ouro Dala n'est plus un village pionnier, il se trouve enclavé dans d'autres terroirs. Nous "sommes clôturés" disent les gens de Ouro Dala, sans possibilité d'extension. Les problèmes avec le village mbum de Ngay Lara semblent dominer. Ils entendent bien réserver les terres du village pour les jeunes migrants qui sont déjà établis auprès de leurs familles, fils, neveux, jeunes frères.

En dépit du faible corpus, la pyramide des âges est représentative d'une population de migrants. Le sex ratio est très déséquilibré, 221 hommes contre 177 femmes, les tranches les plus déséquilibrées étant celles des 20-30 ans.

Le village est dominé par une majorité de chefs de famille établis là depuis 11 ans. Ils forment avec leurs fils aujourd'hui mariés 68% des chefs de famille. Le village a ainsi retenu peu de nouveaux migrants, mais il s'est présenté comme une zone de transit pour d'autres villages du SEB.

Ici encore, les migrants installés en 1985 ont, pour une large part, connu d'autres séjours hors du pays tupuri. Ceux passés par Bandjock sont les plus nombreux (33%), par Douala et Yaoundé (27%), Lagdo (9,5%), Maga (9,5%), la région de Garoua (6%) et autres (15%). Certains ont accompli plusieurs séjours successifs, Bandjok, Lagdo, Waza, Wassande... (dans ce cas, nous avons retenu le lieu de séjour le plus long).

Ouro Dala essaie de s'intégrer à l'ensemble du peuplement tupuri du SEB. Si l'on prend le cas des filles "parties en mariage", on observe que les alliances s'opèrent, ici encore, par cercles concentriques. Il convient de renforcer l'unité du village, ce dont témoignent neuf mariages à l'intérieur du village, suivi de six mariages avec des ressortissants de villages tupuri du SEB. Les liens avec le pays tupuri d'origine se marque encore par deux mariages et par deux mariages également avec des Tupuri de la diaspora.

2. Les rapports avec les villages de départ

Les comportements des habitants de Ouro Dala, en grande majorité formés de chrétiens, sont bien différents de ceux de Baoudi. La capitalisation des dots dans les villages de départ est moins essentielle et on s'inter-marie plus facilement sur place par le biais des églises. On enregistre seulement 12 bovins, 27 chèvres et 26 moutons laissés à la garde des villages d'origine dans l'objectif d'un mariage.

Toutefois, l'aide en numéraire se maintient. 33 chefs de familles accordent une aide substantielle, il s'agit toujours des aînés, les jeunes établis près de leur père ne donnent rien.

En 1995, la somme la plus forte (cumulée pour plusieurs bénéficiaires de la famille) a été de 150 000 F. Les sommes déclarées au titre de l'aide aux familles du Nord atteindraient 1 215 000 F., ce qui équivaldrait en moyenne à 18900 F par chef de famille (y compris dans cette moyenne ceux qui n'ont rien versé en 1995). Cette aide n'est pas régulière. En 1994 et même en 1995, certains n'ont rien envoyé, pensant s'être suffisamment dédouanés lors de la disette de 1989-90.

3. Les activités de Ouro dala

Comme dans les autres villages de migrants, le troupeau est réduit : 23 chèvres tupuri, 88 chèvres mbum, 40 moutons tupuri et 26 moutons mbum, 76 porcs, 156 poulets et 48 canards.

La faiblesse de l'élevage de porc s'explique d'une part, avec l'attitude de certains protestants, qui ont tendance à copier les pratiques musulmanes : abstention de boissons alcoolisées, recherche d'une propreté quasi rituelle à travers les douches... et, d'autre part, avec un moindre élevage de porcs, les conflits avec les voisins sont réduits.

L'équipement pour la culture mécanisée des 64 chefs de familles est conforme à la moyenne des autres villages. Ouro Dala élève 17 poneys et 1 âne, achetés principalement sur le marché de Siri. Les derniers poneys, très beaux, ont été achetés plus de 80 000 F et l'un d'entre eux 100 000 F. La mortalité des poneys ne semble pas trop préoccupante (3 depuis 1990).

Les villageois de Ouro dala ont perdu leurs boeufs de trait entre 1986 et 1988. Ceux qui, en 1990, en disposaient encore - soit 7 cultivateurs - les ont vendus pour acheter des poneys. En 1996, il ne reste que 3 boeufs.

Le parc de charrues, 9 Ralle, 10 Peugeot, est jugé suffisant par les cultivateurs. Attelage et charrues peuvent répondre aux demande de prêt et de location. Il est fonction de l'équilibre entre l'emploi d'herbicides et le traitement mécanique des adventices. Si l'engouement pour le gramoxone se poursuit, attelages et charrues seront même sous-employés.

L'exploitation moyenne de Ouro Dala s'établit entre trois et quatre «cordes» ou «quarts» de coton, une à deux «cordes» de maïs et deux à trois «cordes» de sorgho. Moins de la moitié des exploitants font de l'arachide et du niébé (entre 1/2 et 1 «corde»). Seize personnes cultivent une parcelle de manioc de 0,25 à 0,75 ha.

Il existe toujours dans chaque village un à plusieurs cultivateurs atypiques. Ici il est représenté par le directeur de l'école qui fait 15 «quarts» de coton, 13 de maïs, 4 d'arachides, 2 de sorgho et 3 de manioc. Personne dans le village ne s'abstient, sauf accident, de faire du coton et seulement trois jeunes couples ne cultivent pas de *gara*. Les surfaces de sorghos sont largement supérieures (près du double) à celles de maïs.

Répartition des cultures. 1995

coton	maïs	sorghos	arachide	niébé	manioc
68,25 ha	27,2 ha	47,9 ha	6,75 ha	3,9 ha	3,8 ha

Ce sont toujours des sorghos du pays tupuri. Ici le *gara gideng* semble l'emporter.

Comme ailleurs les jeunes s'attachent à cultiver coton et maïs, et les vieux adultes maintiennent de plus grandes surfaces en sorgho. Les migrants sont là pour cultiver du coton et du maïs, aussi observe-t-on peu d'activités annexes : deux jardiniers, trois fabricants de lits traditionnels dits *argawa* et quelques vendeurs de poisson séché. Les épouses ont généralement des activités de femmes musulmanes avec la fabrication d'huile d'arachide et de beignets. Les catholiques continuent à brasser de la bière.

4. Systèmes d'entraide et rôle des manoeuvres

En 1995, 105 manoeuvres ngambay et lakka venus du Tchad et de la colonie ngambay de Kanana dans le SEB, seulement une quinzaine de Mbum et quelques Lame, ont travaillé sur les champs de Ouro Dala. Les manoeuvres ngambay restés à demeure au village, au nombre de huit, sont moins nombreux que dans le passé. 25 chefs de familles, sur 64, soit très jeunes, soit âgés, n'utilisent ni manoeuvres, ni équipes d'élèves, ni entraide des Eglises. Les prix, à la tâche, étaient auparavant plus globaux et s'appliquaient au "quart". Même s'ils perdurent encore, à 4000 F le labour, 2500 à 3000 F le sarclage, 7000 F la récolte, les manoeuvres exigent souvent d'être payés à la ligne, par exemple 125 F la ligne de coton récolté.

Ainsi l'emploi de main d'oeuvre devient plus complexe. Pour un cultivateur disposant de six "quarts" de coton, un "quart" peut être fait par des élèves, un autre par la famille, deux autres peuvent être récoltés par des manoeuvres, en partie payés au "quart" et en partie à la ligne ; les deux derniers "quarts" seront alors réalisés au sein du système d'entraide d'une "assemblée" religieuse.

Les systèmes d'entraides confessionnels sont particulièrement développés à Ouro Dala et fonctionnent un peu comme régulateurs des phénomènes cumulatifs excessifs . Les travaux collectifs ont, en revanche, quasiment disparu. Il n'existe plus de *yii pay* et seuls trois *torla* ont été commandités par des non chrétiens.

Les travaux d'entraide les plus importants et réguliers sont ceux qui se pratiquent entre les membres de la Mission Fraternelle Luthérienne. On relève 26 manifestations pour le sarclage et surtout la récolte du coton. Les pentecôtistes, pour leur part, ont organisé une dizaine de ces *surga*. Les catholiques se sont manifestés par une douzaine de grands rassemblements. Les femmes participent, elles, à des entraides régulières avec réciprocité.

Ces activités d'entraide sont aussi l'occasion de faire un peu de prosélytisme. Les repas arrosés de *dolo* et de thé sont moins ostentatoires puisqu'il existe une réciprocité de services.

La location au sein des mêmes églises font baisser les prix de la charrue et de l'attelage, les tarifs étant maintenus pour les gens de l'extérieur.

La tendance à Ouro Dala est, comme dans d'autres villages tupuri, de limiter l'emploi de manoeuvres et de réserver la masse d'argent du village à des systèmes d'entraide et aux jeunes scolarisés à l'intérieur du village.

Il n'en va pas de même pour d'autres groupes de migrants du SEB, comme les Mafa de Habaga qui continuent à tabler sur l'exploitation de vastes surfaces avec du matériel et de forts contingents de manoeuvres.

Habaga Village mafa

Habaga est un village de migrants mafa, fondé en 1985, un an après Siri, donc parmi les tout premiers du SEB.

Pour Habaga, on pourrait parler de village urbanisé. Les cases sont quadrangulaires, en adobes, mais les toitures gardent l'effilé des *gay* mafa. Les unités tôlees (46) se développent. Les concessions closes avec, parfois, des cases-vestibules, ressemblent un peu à celles des Mandara auprès desquels une majorité de Mafa de Habaga a déjà vécu (à Mozogo, Kouyape, Ngetchewe...). Les arbres dans les concessions, quelques *Balanites* et surtout des *Ziziphus spinachristi*, ont été rapportés du Nord et semés.

Contrairement à d'autres villages du SEB, l'équipement agricole est visible : boeufs de trait, charrues, «pousses», charrettes, tracteurs... Les communautés de migrants montagnards se sont toujours montrées sensibles aux recommandations de la SODECOTON. Ils suivent plus fidèlement les itinéraires techniques préconisés et s'équipent plus volontiers.

Une étude a été conduite sur les migrants mafa, à travers la comparaison de quatre terroirs dans le cadre du projet Garoua II, CIRAD-IRA (O. Iyebi Mandjek et Ch. Seignobos, 1996)²⁹. Il manquait une étude, celle des Mafa dans le SEB, où ils sont passés à un tout autre type d'agriculture. Ils mettent en valeur de vastes surfaces, fondées sur deux spéculations, coton et maïs, avec une forte utilisation d'intrants, tout en employant de nombreux manoeuvres. Habaga permet de mesurer la distance entre les Mafa du SEB, qui sont des "patrons" et ceux des zones de départ, qui vivent dans la précarité, en marge des villages mandara et bornouans. Véritables ilotes, ils doivent renouveler des baux annuels sur des parcelles jamais suffisantes et sont obligés d'immigrer temporairement au Nigeria.

Les Mafa de Habaga, issus des piémonts et des plaines de Koza et de Mozogo, ont souvent fait de longs séjours au Nigeria (50,5%) contre 4% dans le reste du Cameroun et 45,5%, qui sont venus directement dans le SEB.

Au Nigeria, ils ont travaillé - quelques-uns y sont même nés - à Mayduguri, Bama, Mubi, Yerwa, Mongono, parfois Kaduna. Certains répugnent à rappeler leurs périodes de manoeuvres-parias du Nigéria. Ils étaient manoeuvres en ville, porteurs (*bambe*), «pousseurs» (travaillant avec une charrette à bras), bouchers, meuniers, blanchisseurs (*lootowo*), aides-maçons... Toutefois, la majorité restait ouvriers agricoles, spécialisés parfois dans la culture à la houe à billonnage (*galma*), dans les zones à canne à sucre (pour quatre d'entre eux), ou, sur les bords du lac Tchad, à Mongono, dans les cultures

²⁹ Il s'agit du terroir de Way Ziver (cuvette sommitale du mont Ziver), du terroir de piémont de Dakotcher (plaine de Koza) et, dans la Bénoué, de Wuro Labbo I, pour une immigration encadrée, et de Hore Kado, près de Tchéboa, pour une immigration spontanée.

de décrue, de maïs et de niébé (six) et même jusqu'au Niger, pour la culture irriguée du piment (deux).

1. La population d'Habaga

Le village est composé de 572 migrants pour 97 foyers, auxquels il faudrait ajouter 75 à 80 manoeuvres résidant à l'année dans le village.

1.1. Origine et structure de la population

Ces Mafa, issus de la région du nord de la plaine de Koza, de la région de Mozogo et d'Assigashia, sont, pour la majorité, originaires du massif de Moskota. Ils sont dominés par le clan *jelle* qui, plus qu'un clan, est une fraction mafa. 39% sont *jelle*, y compris le chef d'Habaga, suivis des Vuzi (14%), des Vreke (9,7%), puis des Slagam, Meshele, Goye, Temme...

Les protestants évangéliques forment l'ossature du village (49,4%), les catholiques suivent (44,2%), païens et musulmans comptant chacun 3,2%.

Les protestants ayant vécu auprès des musulmans ont acquis certains comportements d'évitement et d'habitat séparé des autres (non protestants), aussi le village d'Habaga est-il divisé en deux, avec un quartier catholique au nord et un quartier protestant au sud.

La stabilité du village est renforcé par le poids des familles anciennement installées. 37% des chefs de famille sont là depuis 1985 et 77,2% sont établis à Habaga depuis 1988. Comme dans tous les villages de migrants, les filles sont prioritairement mariées sur places. A Habaga, c'est le cas de treize sur vingt-trois. Sept sont mariées dans la région de Mozogo, dans les villages de départ.

Si l'on fait abstraction de la présence de jeunes manoeuvres "ngambay", le sex ratio du village est légèrement déséquilibré en faveur des femmes sans qu'il n'y ait une autre explication que celle d'une sous déclaration de jeunes venus du pays mafa rejoindre, à des titres divers, les familles en place.

Le protestantisme marque ici fortement les comportements matrimoniaux et économiques. Les polygames sont peu nombreux : 15% avec deux femmes, un seul avec trois, encore s'agit-il de vieux adultes. La femme s'implique dans des activités communes avec son mari, elle ne dispose pas de champ personnel - à part quelques lopins de gombo. La division sexuelle au niveau des productions n'existe pas et la femme ne gère pas vraiment de budget séparé.

1.2. Les rapports avec les villages de départ.

Les rapports avec les villages d'origine ne reposent pas sur les mêmes bases que chez les Tupuri. La recherche d'épouses, l'accumulation de bétail en vue de dots, le suivi et la participation à des deuils et certaines fêtes traditionnelles sont absents chez les Mafa. Les visites des Mafa sont, peut-on dire, d'ordre privé.

Les visites au village, pour l'ensemble des 97 chefs de famille, s'effectuent en moyenne une fois tous les quatre ans. Il existe naturellement de fortes disparités. Si certains font le voyage une fois tous les deux ans, d'autres, en revanche, ne sont jamais retournés

dans la région de Mozogo. Les jeunes vivent plus dans l'aire de la diaspora mafa du SEB et à la limite, de celle de la région de Garoua.

Néanmoins, les envois d'argent sont plus réguliers que ceux des Tupuri. Si certains font parvenir de l'argent tous les deux ou trois ans, une majorité (55,4%), expédient à leur famille, chaque année une petite somme. En 1995, elle serait en moyenne de 35 300 F par donateur, la retombée globale étant de 1 833 500 F sur les villages de départ. Les sommes concernant les amorces ou les compléments de dots sont très limitées, mais les bénéficiaires sont toujours des membres de la famille proche du mari ou de la femme. Comme tous les migrants, ils se ménagent ainsi une possibilité de retour au village.

Quant à savoir si les migrants laissent du bétail dans le village d'origine, il serait illusoire d'en évaluer le nombre. Dans le pays mafa, même nos enquêtes ont prouvé l'inanité de telles questions.

2. Les paris des Mafa de Habaga quant à l'agriculture

Les activités agricoles d'Habaga sont resserrées sur deux spéculations, le coton et le maïs. La troisième culture, l'arachide³¹ n'est là qu'en fonction du coton, pour être écoulee en novembre et fournir l'argent nécessaire au ramassage du coton.

La culture du niébé en pur et celle d'un sorgho mbum sont anecdotiques. Quelques femmes font un lopin de riz dans les bas-fonds. Il n'existe donc pratiquement pas de cultures de femme. Les activités secondaires sont réduites. Hormis la présence de trois maraîchers - mais qui cultivent près du village de Ngay Lara ³². et d'une spécialité d'Habaga, la boucherie, ils sont treize à exercer cette activité sur différents marchés du SEB. Quelques autres sont tailleurs, mécaniciens, soudeurs, et exercent aussi leur art sur les marchés.

Les femmes ont peu d'activités qui leur sont propres. Les catholiques brassent un peu de bière, les protestantes vendent du dolo et des beignets. Les activités traditionnelles, comme la poterie, sont absentes. Toutes ont, en revanche, la lourde tâche d'assurer l'entretien et l'alimentation des manoeuvres à demeure ou de passage.

Comme la plupart des migrants, les Mafa ne sont pas venus dans le SEB pour voir prospérer des troupeaux de petits ruminants, alors que, dans le NEB, le réflexe de cumul de richesse à la Mafa, passe encore par les troupeaux de caprins. Ils possèdent néanmoins 170 chèvres mbum, 65 chèvres du Nord, et seulement 14 moutons, rappelant le peu de valeur de cet animal aux yeux des Mafa. Ajoutons à cela 190 poulets et, à la différence des Tupuri, pas de canards.

Il n'y a pas de cochons, car cet élevage "ne serait pas scripturaire" diraient les pasteurs ! Les autres animaux que l'on voit dans le village sont des bêtes de trait.

³¹ Il en existe deux variétés, *vanda mafa* (traditionnelle) et, depuis 1993, une nouvelle variété à gros grains, *vanda mbar* (= huile). La semence est achetée sur les marchés en dehors de toute diffusion encadrée.

³² Ils ont écoulé en 1995 une production de 56, 70 et 80 sacs d'oignons, à 9000 F., sur le grand marché de Mbaymboum. D'autres, qui ont planté des eucalyptus, appelés *siro*, écoulent des perches, à 500 F. pièce.

2.1. Le pari sur l'équipement et le maintien de la traction bovine.

Le village possède encore 59 boeufs de trait et continue à les maintenir en dépit des risques de mortalité et du coût des soins vétérinaires. Dans les années 1994-95, onze bêtes seraient mortes. Contrairement aux Tupuri, ils ne font pas le choix du poney et n'en ont acquis que quatre. Ils achètent, en revanche, des ânes, vingt-deux, ce qui les a contraint à passer à une charrue asine, plus légère.

Le village dispose de 29 charrues lourdes T34 appelées "Biya", de 5 charrues asines T20 et de 9 types intermédiaires T27. Autrement dit, près d'une famille sur deux possède une charrue. Six cultivateurs ont un matériel complet, corps butteur et sarcleur ; quatre, une charrette et 29 des "pousses", et enfin, trois, des motopompes. On compte également deux tracteurs Bouyer³³.

Habaga est un des villages les mieux équipés du SEB et le travail à façon de ses attelages et surtout de ses deux tracteurs intéresse les villages voisins, en particulier celui de Mayo Nda, également peuplé de Mafa. Les locations de matériel se pratiquent sur la base du "quart" (0,25 ha), à raison de 6000 F avec le tracteur, 5000 F. avec un attelage. Le buttage est à 3000 F.. Toutefois, la location de charrue et d'attelage est variable, elle peut même se faire au forfait à 30 000, voire 35 000 F.

2.2. Vastes emblavures et faible dilution des intrants

Répartition des cultures. 1995

Coton	Maïs	Arachide	Riz
121,75 ha	116,5 ha	28,6 ha	1,25 ha

70,1% des cultivateurs cultivent 1 ha et plus de coton et 52,5% réalisent 1 ha et plus de maïs.

Pour que certains puissent se lancer sur de grandes surfaces, il a fallu que le système foncier du village s'assouplisse et que l'on passe à une plus grande fluidité des ventes et des locations de parcelles. A la différence des Tupuri, qui restent prisonniers d'un discours communautaire sur la terre, les Mafa y sont préparés depuis longtemps puisque, même sur la montagne, la terre se loue et s'achète, échappant à tout contrôle lignager. Ainsi les "grands" cultivateurs, qui appartiennent toujours à des familles implantées depuis la fondation du village, ont réussi à rassembler des parcelles de terre, correspondant parfois à cinq à six fois leur lot de départ. Un grand nombre de jeunes cultivateurs, dans les couches de 25-35 ans, n'hésitent pas à louer un complément de "cordes". Ils sont vingt-six à louer 28 ha. Le "quart" se loue 2000 à 2500 F. Certains rachètent la terre de ceux qui partent, plus ou moins cher selon leur degré de parenté, comme ce fut le cas en 1995 pour les familles parties à Abba Dankali.

Les gens d'Habaga sont demandeurs de nouveaux piquetages, qu'ils réclament chaque année aux encadreurs du projet. Il s'agissait moins - comme pour les Tupuri - de faire venir des familles apparentées que d'agrandir leurs exploitations. Ils se sont lancés dans

³³ Cet équipement est complété par des vélos, pratiquement dans chaque famille. On recense également trois mobylettes et sept motos.

des défrichements sauvages, non sans avoir auparavant déterminé le parcellaire au cordeau.

Les Mafa de Habaga utilisent plus d'intrants que les Tupuri. Ils cumulent ceux distribués par le magasin SODECOTON et ceux achetés sur les marchés. La dilution est ici moins forte. Les doses appliquées sont assez constantes avec, pour un "quart" de coton, 1/2 litre de gramoxone, 1/2 ou 1 sachet de diuron, 1 sac d'engrais et 0,25 sac d'urée. Cette proportion est maintenue pour un hectare. La dose de gramoxone varie, car cet herbicide entre dans la stratégie du planteur selon qu'il dispose ou non d'attelage et de charrue. Au delà de 6 et 7 "quarts", on enregistre une tendance à la "dilution" et on peut dire - sauf exception - que plus les surfaces sont grandes, plus la dilution est importante. Un cultivateur faisant 16 "quarts" de coton a utilisé 2,5 litres de gramoxone de la SODECOTON et 4 litres achetés sur le marché de Siri, 3 sachets de diuron, 12 sacs d'engrais et 3,5 sacs d'urée.

La tendance à la dilution s'accroît avec le maïs, sans atteindre les proportions constatées dans les villages tupuri. Ici les cultivateurs emploient plus de gramoxone, prennent de l'atrazine et insistent sur l'urée dans des proportions toujours constantes (1,5 sac d'urée pour 1 sac d'engrais). La gestion des intrants, l'épandage des herbicides, l'enfouissement des engrais et la pulvérisation des insecticides restent exclusivement du ressort des membres de la famille. Les manoeuvres ont en charge d'autres tâches, principalement au niveau des goulots d'étranglement que constituent les sarclages et les récoltes.

2.3. L'emploi de fortes équipes de manoeuvres

Les Mafa de Habaga n'organisent plus de *surga* et pratiquement plus de travaux d'entraide. En 1995, seuls trois travaux collectifs ont été commandités par des membres du Comité de l'Eglise Evangélique.

Dans le village, tout se monnaie, depuis les semis jusqu'à la récolte. Les manoeuvres peuvent se présenter au coup par coup ou assurer toute la succession des opérations agraires. Depuis les semis jusqu'à la récolte, tout est tarifié et appliqué au "quart". Les semis sont à 1500 F., le premier sarclage à 3000 F., le deuxième sarclage entre 1500 et 2000 F. selon l'enherbement, la récolte du coton à 8000 F., celle du maïs à 3000 F. (dont 1000 F. de transport). Toutefois, si certains cultivateurs utilisent le "tout manoeuvres", d'autres se contentent de les prendre pour les récoltes.

Les manoeuvres sont désignés du terme générique de "Ngambay", qui recouvre en fait Ngambay, Lakka, Lame, Mbay Doba... tous ceux qui viennent du sud du Tchad. S'y ajoutent encore quelques Mbum qui restent plutôt à demeure à Habaga avec, parfois, femmes et enfants. Quarante-quatre manoeuvres vivent ici à l'année, ainsi qu'une trentaine qui interviennent sur l'ensemble du cycle cultural, mais repartent chez eux après les récoltes. Les manoeuvres attachés à la maison sont logés et nourris. Ils travaillent pour le patron sur les champs, mais élèvent également les hangars, fabriquent des briques et montent les murs. Ils vont travailler à façon avec l'attelage du patron et partagent les bénéfices avec lui. Lorsqu'ils ont fini leur tâche, ils peuvent se louer chez d'autres, tout en demeurant attachés à leur "patron".

Lorsque la campagne agricole commence, des équipes de Ngambay viennent offrir leurs services, les plus forts contingents arrivent pour les récoltes de maïs et surtout de

coton. Ainsi 465 manoeuvres seraient passés par Habaga en 1995. Les sommes qu'acceptent de donner les agriculteurs d'Habaga sont souvent supérieures à 150 000 F. et les plus fortes, de l'ordre de 300 000 F.

On observe une grande souplesse dans l'utilisation des équipes de manoeuvres. Près du tiers des sommes investies est réservé aux récoltes de coton et, de plus en plus, de maïs. Le goulot d'étranglement se situe toujours au moment de la récolte de coton. Là, face à la demande, parfois plus forte que l'offre, les prix montent et en 1995, le tarif, initialement fixé à 8000 F. a souvent atteint 10 000 F.

Le problème que connaissent les cultivateurs d'Habaga est celui d'un manque de disponibilité monétaire. Comment payer les manoeuvres à certaines périodes du cycle cultural ? La production d'arachide est essentiellement prévue pour être écoulee en novembre, afin de financer la récolte de coton. Un "quart" donne entre trois et quatre sacs d'arachides décortiquées. La production moyenne commercialisée par soixante-et-douze cultivateurs est de 4,8 sacs, vendus au prix moyen de 15 000 F., soit un apport de 72 000 F. La retombée globale sur le village est de 5 190 000 F. Pour certains, le manque de liquidités peut encore se faire cruellement sentir dans certaines phases, comme celle du chargement du coton dans les conteneurs. Les manoeuvres "ne veulent travailler que l'argent dans la main", ce travail n'étant en effet accepté que contre rétribution immédiate. Pour prendre plus de manoeuvres et récolter vite, il faut alors vendre le maïs à bas prix. Quant aux services de location des attelages, des prestations des tracteurs, tout se règle au moment du marché de coton. Aussi les paiements différés du coton sont-ils très mal ressentis, même si le "planteur" comprend que "la SODECOTON n'est pas un père pour une seule personne, mais pour tout le monde".

Quelques exemples de dépenses pour les manoeuvres et la location du matériel, parmi les cultivateurs recevant plus de 300 000 F. nets du coton :

K.V.	2 «quarts» de coton labourés avec le tracteur	6000 F x 2
	4 «quarts» de maïs labourés avec un attelage	5000 F. x 4
	6 «quarts» sarclés avec un attelage	2000 F. x 6
	3 «quarts», récolte de coton	8000 F. x 3

		68 000 F.
J.G.	5 «quarts» de coton labourés avec le tracteur	6000 F. x 5
	6 «quarts» de maïs labourés avec un attelage	3500 F. x 6
	5 «quarts» de coton sarclés avec un attelage	2000 F. x 5
	4 «quarts» de maïs sarclés avec un attelage	2000 F. x 4
	5 «quarts», récolte de coton	8000 F. x 5

		111 000 F.
R.L.	4 «quarts» de coton labourés avec le tracteur	6000 F. x 4
	2 «quarts» d'arachide labourés avec le tracteur	6000 F. x 2
	4 «quarts» de coton sarclés (1) avec un attelage	3000 F. x 4
	4 «quarts» de coton sarclés (2) avec un attelage	1000 F. x 4
	4 «quarts», buttage avec un attelage	3000 F. x 4
	3 «quarts», récolte du coton	8000 F. x 3
	transport du coton	10 000 F.

		98 000 F.

Les dépenses pour le coton l'emportent encore, mais elles sont talonnées par celles concernant le maïs.

2.4. Le pari sur une deuxième spéculation : le maïs

Récemment (1992), le village a basculé sur le maïs, maïs à grain blanc, CMS 8501, une variété résistante au streak. Il n'existe pratiquement plus de parcelles en maïs traditionnel.

Les gens d'Habaga sont passés d'un vivrier marchand à une véritable spéculation avec fortes doses d'intrants. Certains cultivateurs livrent à la vente 101, 112, 117 voire 140 sacs et, compte tenu de la partie autoconsommée, les revenus peuvent être supérieurs à 1 000 000 F. Celui qui détient le record a produit en 1995 232 sacs et a gagné, à raison de 10 000 F le sac, plus de 2 000 000 F.

En 1995, 47,7% des cultivateurs ont enregistré des revenus en provenance du maïs supérieurs à ceux procurés par le coton. Pour certains, c'est un concours de circonstances, le coton - sur lequel on mise toujours - ayant moins bien réussi. Pour la majorité, c'est un véritable changement de stratégie, priorité étant donnée au maïs.

La somme d'argent, obtenue par le coton et déclarée par les paysans, s'élèverait à 17 795 450 F., soit une moyenne de 183 400 F par famille³⁴. Toutefois, sur cette somme, doivent être retirés les crédits pour les intrants qui touchent non seulement au coton, mais au «vivrier» (le maïs) et aussi à des aliments pour le bétail (alibet). Il s'y ajoute également le coût des manoeuvres. Cela fait sérieusement chuter le montant des revenus du coton. Le revenu net par planteur à Habaga se situe entre la moitié et le tiers de la somme brute. On peut l'estimer entre 80 et 85 000 F. par planteur. Pour le maïs, la somme est estimée à 19 248 000 F (8000 F. x 2406 sacs), de laquelle il faut enlever intrants, achetés sur le marché, et coût de la main d'oeuvre, soit 2 700 000 F. Il resterait 16 548 000 F. En 1995, les revenus du maïs sont donc supérieurs à ceux du coton. Néanmoins, par le biais des acquisitions d'intrants auprès de la SODECOTON et parfois du glissement des intrants du coton au maïs, on peut dire que le coton favorise le développement du maïs.

Ce choix pourrait toutefois être remis en cause après un certain nombre d'entraves dans la commercialisation. Celle-ci intervient les jours de marché, où les commerçants viennent charger la production avec des camions. Le Baba de Rey a essayé de mettre en place un monopole d'achat en imposant ses prix ou en appliquant une taxe sur les sacs de maïs au niveau des barrières de contrôle tenues par ses *dogari*. Si elles se généralisaient, ces pratiques risquent, à court terme, de bloquer le développement du maïs en spéculation et de pousser à un retour vers le coton.

2.5. Quelques exemples de leaders

B.J.G., 41 ans, a une seule épouse. Il a acheté il y a deux ans, un tracteur Bouyer (1 500 000 F.) et sa charrue bisoc. Il est également équipé d'une charrue T34 et d'un attelage de boeufs. Il cultive personnellement 16 "quarts" de coton, 9 de maïs, 4

³⁴ Les chiffres relevés dans les décomptes des montants dus aux planteurs des «cercles de caution solidaire» montrent qu'en 1996, la moyenne est plus faible, environ 150 000 F. par planteur.

d'arachide et 1/2 de riz. Il emploie des manoeuvres pour les opérations de sarclages et de récoltes.

Coton, 1er sarclage	3000 F. x 16
Coton, 2ème sarclage	1500 F. x 16
Maïs, 1er sarclage	3000 F. x 9
Coton, récolte	8000 F. x 16
Maïs, récolte	3000 F. x 9
Arachide, récolte	5000 F. x 4

	274 000 F.

Ses revenus cotonniers sont de 845 000 F (intrants et salaires des manoeuvres déduits). Il a produit 99 sacs de maïs. Il en stocke 40 car il nourrir une dizaine de manoeuvres. Le reste est commercialisé entre 8000 et 10 000 F., soit 540 000 F. (- 54 000 F.). Il a vendu 12 sacs d'arachide à 16000F., soit 192 000 F (- 20 000 F.), toujours pour payer la récolte du coton. Il peut payer largement ses propres manoeuvres grâce à des locations à des tiers de charrues, attelage et tracteur.

Il héberge un chauffeur mécanicien mbum de Panjama, le nourrit, le paie et l'intéresse aux prestations du tracteur à raison de 500 F par "quart". En 1995, le tracteur a rapporté 750 000 F., desquels il faut retirer l'entretien et le salaire du chauffeur, soit 360 000 F. A cela s'ajoute la location de son attelage, qui rapporte 40 000 F. En 1995, il estimait ses revenus à :

coton	845 000 F.
maïs	486 000 F.
location attelage/transport	40 000 F.
location du tracteur	390 000 F.

	1 761 000 F.

G.D.Y., 35 ans, et I.L., 36 ans, avec respectivement une et deux femmes, ont acheté ensemble un tracteur Bouyer à Sorombéo (800 000 F.). Ils s'étaient portés acquéreurs à quatre, puis G.D.Y. et I.L. ont racheté les parts des deux autres. G.D.Y. dispose également d'une charrue T27 et de quatre boeufs de trait.

I.L. a cultivé 9 "quarts" de coton, 12 de maïs, 4,5 d'arachide et 1 de riz, pour un rapport de 400.000 F. nets de coton, 117 sacs de maïs (dont il garde 20) commercialisés à 10 000 F. 19 sacs d'arachide commercialisés 9000F.

G.D.Y. a cultivé 12 "quarts" de coton, 8 de maïs, 1 d'arachide et 4 de niébé, dont il a obtenu 360 000 F. seulement, pour le coton, 80 sacs de maïs (dont il garde 16) vendus 10 000 F., 4 sacs d'arachide vendus 12 000 F.; les niébés ont été ravagés par les cynocéphales, deux sacs commercialisés 16 000 F.

Les dépenses qu'ils ont engagées pour les manoeuvres, entre semis, sarclages et récoltes, sont comparables, autour de 200 000 F.. Le tracteur a rapporté 762 000 F. (pour 127 "quarts" travaillés x 6000 F) et 198 000 F (pour 66 transports x 3000 F.), soit au total : 960 000 F. L'entretien du tracteur et le salaire du chauffeur (mbum) sont estimés à 400 000 F.. G.D.Y. et I.L. se partagent les 560 000 F.

3. Quel avenir pour Habaga ?

Pour les gens d'Habaga, comme pour ceux des villages de migrants du SEB, les problèmes ne sont pas d'ordre économique. Les Mafa d'Habaga ont montré une parfaite adaptation aux changements rapides de l'agrosystème et ont fait preuve de leur capacité à gérer deux spéculations et des équipes lourdes de manoeuvres. Anciens manoeuvres eux-mêmes au Nigeria et chez les Mandara, ils ont acquis dans le SEB une situation enviable.

Le problème commun à tous les villages de migrants est à Habaga rendu encore plus crucial de par une volonté plus affirmée de multiplier les emblavures. Ils voudraient pouvoir défricher librement sans attendre le piquetage. Le dernier a eu lieu en 1985 et 1986, ils en attendaient un nouveau en 1995. Ils ont été contraints à un défrichement sauvage. Il faut agir rapidement et devancer les voisins. Si Habaga n'a pas de problème avec Mayo Nda, il n'en va pas de même avec Bloc 4, Mayo Kolon, village peuplé de Mada et qui avance en direction d'Habaga. Cinq hectares sont en litige au nord-ouest du village.

Les villageois aimeraient aussi être plus libres dans l'aménagement de leur habitat. Le site d'Habaga est partiellement insalubre pendant la saison des pluies et ses ressortissants aimeraient se rapprocher de la grand route. Le glissement du village serait conditionné par un forage.

L'avenir d'Habaga reste incertain à cause du climat politique local. Les *dogari* essaient de faire basculer une frange des migrants dans la logique du lamidat de Rey en leur faisant payer la *zakkat*. Habités à vivre en plaine, dans l'Extrême-Nord sous la coupe des Mandara ou des Bornouans, les montagnards ont manifesté une certaine souplesse. Les envoyés du lamido de Rey viennent chaque année relever la *zakkat*. Elle n'est pas élevée, deux tasses de maïs par famille, soit environ sept sacs pour Habaga. Les agriculteurs d'Habaga ont payé, mais, ils ont décidé de refuser en 1996. Toutefois ne pas s'acquitter de la *zakkat* revient à s'exposer car si les voisins paient, ils auront l'oreille du Dogari Amidou, de Kanana, qui a la charge de la région. Qu'advient-il lors des litiges fonciers de limites de village qui se multiplient avec de plus en plus d'acuité.

L'insécurité de la région reste également préoccupante. Un jour de marché (lundi) du mois de janvier 1995, des irréguliers venus du Tchad ont encerclé le marché de Mayo Nda et racketé commerçants et chalands. On releva un mort et des blessés. Habaga est voisin de Mayo Nda. Une partie de la population de Mayo Nda et le chef se sont enfuis sur l'axe goudronné Ngaoundéré-Garoua, à Abba Dankali. Quatre familles d'Habaga les ont suivis. Le manque d'eau et les mauvaises terres d'Abba Dankali les font revenir peu à peu dans le SEB.

Des villages comme Habaga, peuvent apparaître comme de petits pôles de développement qui suivent assez bien les directives de l'encadrement SODECOTON. Le village est suffisamment équipé, les itinéraires techniques sont relativement bien respectés, même si la tentation de passer à l'extensif est toujours sous-jacente. Les gens d'Habaga n'hésitent pas à investir en intrants et en main d'oeuvre, à la différence des villages tupuri qui se montrent plus prudents ces dernières années.

Dans le cadre des systèmes de production du Nord-Cameroun, les Mafa d'Habaga dégagent des bénéfices appréciables. Ils semblent s'être affranchis de leur mode d'encadrement traditionnel et en conservent le minimum pour maintenir les liens avec les villages d'origine. Leur nouveau cadre de vie, moins coercitif socialement, est religieux (protestant). Il autorise des initiatives qui permettent aux leaders de trouver une place dans la société villageoise. Ils sont perçus comme des modèles et non des cas atypiques dont le corps social doit se débarrasser, y compris par des procès en sorcellerie. Contrairement à celle des Tupuri, l'immigration mafa participe à la fois de la course à l'argent et de l'émancipation sociale.

Habaga représente les "bons planteurs", ceux sur lesquels le développement programmé suivi par la SODECOTON peut s'appuyer. Ces "bons planteurs" offrent néanmoins une cohésion sociale moindre que celle des Tupuri et peuvent, en revanche, s'avérer plus vulnérables aux aléas politiques régionaux.

A l'opposé de ces "bons planteurs", on désigne les "mauvais", les autochtones, les Mbum, qui semblent vouloir échapper à tout encadrement économique et enregistrent les plus mauvais scores de rendement et de gestion des budgets... Toutefois, ce tableau un peu trop négatif cache une réalité autre.

Panjama II village mbum

La comparaison du village de Siri avec quatre autres villages de migrants tupuri nous a permis de mettre en évidence à la fois des réflexes économiques communs et des divergences notoires dans la façon de se gérer socialement et de gérer leurs activités économiques qui font de chaque village une entité.

L'étude d'Habaga, village fondé par une population de montagnards mafa permet de mieux comprendre le fonctionnement de ces marges pionnières pluri-ethniques. Il était difficile de faire abstraction des groupes d'accueil, les Mbum, et de ne pas mentionner leurs relations avec les migrants. L'intégration des Mbum dans la réflexion d'ensemble peut seule servir des hypothèses quant au succès ou à la réussite de la greffe des migrants dans le SEB. Elle répond aussi à l'interrogation des développeurs et, en particulier, des agents de l'agriculture et de l'encadrement SODECOTON pour qui les Mbum ont toujours été une énigme sur le plan des comportements économiques.

Les Mbum sont, en effet, accusés de pratiques agronomiques déconcertantes et d'irresponsabilité, qui les classent dans les "mauvais planteurs", alors que les migrants seraient les "bons". On relève ainsi un certain nombre de jugements : «S'il a besoin d'argent, un Mbum vendra pour 7000 F. un sac d'engrais acheté à la SODECOTON 13 000 F.» Il ne pourra par la suite cultiver correctement son coton et, par conséquent, rembourser le forfait, ce qui met parfois en difficulté son «cercle de caution solidaire». Un Mbum qui a fait 1 hectare de coton peut, pour répondre à un besoin d'argent, vendre un demi hectare sur pied à 30 000 F., alors qu'il peut en espérer plus du double à la récolte. Avec la production du demi hectare restant, il essayera de rembourser les locations d'attelage, la redevance...» La vente de récolte sur pied est aussi une pratique courante auprès de commerçants ou même de Mbororo. «Les Mbum vendent leurs arachides fraîches et le maïs à la récolte au plus bas prix, et, en février, c'est la disette».

Les Mbum, enfin, vont louer leurs services chez les migrants pour les sarclages et les récoltes... si bien que "Mbum" et "manoeuvres" sont devenus synonymes chez les Tupuri. Pourtant, cette présentation des Mbum, un peu arriérés et passifs face à des populations de migrants dynamiques, se voit démentie lorsqu'on séjourne dans leurs villages. Les cases sont souvent couvertes de tôles et les fruitiers partout présents. Les saré mbum recèlent apparemment plus de richesses en objets, "pousses", vélos, motos, postes radio... que chez les migrants. Comment alors expliquer cette relative aisance? Ces villages présentent aussi plus d'activités, boutiques, tailleurs, charpentiers, maçons... Les Mbum vivent donc différemment et, au contraire des migrants, leur économie ne passe pas dans sa totalité par le modèle normatif véhiculé par la spéculation cotonnière. L'exemple retenu sera celui d'un village mbum, Panjama II, proche des villages étudiés.

1. Présentation de Panjama II

1.1. Introduction historique

les migrants de la PEN ont été installés par la SODECOTON au nord de Touboro, dans une plaine vide, mais la terre appartient aux Mbum, dont les sites d'habitat restaient encore proches des zones montagneuses. Les groupes mbum participent à une tout autre aire culturelle que celles des migrants venus du nord, tant des plaines que des massifs.

Les Mbum de Panjama sont à rattacher à des groupes intermédiaires entre les Mbum des grandes chefferies méridionales : Ngangha, Mbéré, Bellaka Mbum, ou encore Kuman et les Lakka et Ngambay. Les Mbum Panjama disent venir de l'est du Tchad, de Paranzene. Ils s'établirent près de la montagne de Bagu au sud de la Vina. Ils avaient pour voisins les Mbum de Gumi, près de la montagne de Zebaw, séparés de Panjama par la rivière Wekke. A l'est, les Mbum de Touboro et ceux de Balaynde (Tchad) occupaient aussi le bas d'une montagne, Ko'o.

L'histoire des Mbum de Panjama fut tourmentée, avec des massacres, déportations, famines, suicide des chefs (*mbay*). Les Panjama, sur leur ancien site de Bagu, subirent les attaques répétées des gens de Rey pendant tout le XIX^{ème} siècle. Face aux famines, induites par le pillage des récoltes sur pied, ils durent parfois s'exiler chez les Mbum de Pana.

A la suite de la guerre dite de "Carnot" (1928), appelée «révolte lakka» par l'administration coloniale, cette dernière décida de les déplacer près d'une route, à Gup, où ils restèrent dix-huit ans. Puis, en 1945, on les installa à Panjama, sur la route de Tcholliré.

En dépit de l'éclatement en deux de la chefferie, en Panjama I et Panjama II, les Mbum de Panjama ont conservé une partie de leur structure politique initiale. Les clans donnant la chefferie, les Ganmaje, sont en place avec les intronisateurs ; le clan Guke, les Luseng, clan forgerons, les Goroje, Maroje... De nombreux représentants des clans et fractions mbum ont rejoint Panjama, les Mbum Ko'o, Gumi, Pana...

A Panjama II, les Mbum Ganmaje sont les plus nombreux, 35% des chefs de familles, suivis des Luseng (14%), des Guke (8,9%)³⁵, viennent ensuite les Nbuma, les Mbum Ko'o...L'extraction lignagère des femmes est très voisine, car les mariages entre clans, à l'intérieur du village ou dans les villages proches, sont majoritaires.

Les Mbum avouent ne plus suivre les cultes traditionnels à l'exception de 13%, 11% sont musulmans, 34% appartiennent à la "mission des Pères" et 42% se réfèrent à l'Eglise fraternelle luthérienne. Toutefois, les protestants sont polygames, une partie d'entre eux boivent même si on déconseille à leurs femmes de brasser la bière. La charge de certains cultes traditionnels ne semble pas gêner certains "missionnaires".

³⁵ Les chefs issus des Ganmaje étaient intronisés par les Guke qui donnaient le premier notable (*kaygamma*). Aujourd'hui, à Panjama II, cette fonction est détenue par les Luseng. Ils sont devenus plus nombreux que les Guke et protestants de surcroît, comme la majorité du village, alors que le chef, Gantia Hamadou, a dû s'islamiser.

Le système festif et social traditionnel s'accommode des religions révélées. Les masques *geke* et *zangalan* traversent encore le village, chassant les femmes au mois de mai, qui est l'époque du *labi* (initiation des garçons). La fête du retour des circoncis continue d'animer tous les villages mbum.

1.2. Structure de la population

Les Mbum n'ont pas les mêmes comportements matrimoniaux, ni le même taux de fécondité que les Tupuri.

Panjama II est peuplé de 684 personnes. 67,8% des 115 chefs de famille sont monogames, 21,8% sont polygames avec deux femmes, 5,2% ont trois femmes et 5,2% sont momentanément sans épouse.

L'instabilité conjugale est très forte. 25 femmes ont laissé des enfants auprès d'un ancien mari, après être parties ou avoir été répudiées. On estimait à 40% du corpus des épouses en place celles qui n'ont fait que transiter en mariage dans le village. L'appartenance aux religions missionnaires ne semble donc avoir que très peu influencé les comportements. Chez les Tupuri, en revanche, le divorce est très rare et ne touche guère que les femmes prises en lévirat.

L'instabilité conjugale n'est pas un facteur favorable à la natalité et en effet, celle-ci est plus faible que chez les Tupuri. De plus, 6,2% des femmes de plus de 30 ans n'ont pas eu d'enfant. L'encadrement sanitaire est plus récent dans la région de Touboro que dans la PEN. La mortalité infantile a toujours été, jusqu'à ces dernières années, très forte. On peut avancer, sinon pour preuve du moins comme indice, le pourcentage important de noms "trompe-la-mort"³⁶. Près de 35% des noms d'adultes, femmes ou hommes, serait à porter à ce registre. 20,3% incluent le mot *hul* (= mort) : *goso hul* (charmer la mort), *sal hul* (corde de la mort), *hul mbay* (mort du chef), *bika hul* (marteau de la mort), *miri hul* (semence de la mort), *hul mboko* (forêt de la mort), *zani hul* (putréfaction de la mort)...

2. L'agrosystème mbum

2.1. Une agriculture très extensive, marquée d'archaïsme

Dans le passé, les activités agricoles des Mbum ont été marquées par un certain laxisme, lié à un espace non mesuré, à des habitats très mobiles et aussi à des activités prédatrices, chasse, pêche et cueillette, jugées essentielles. Longtemps restés en isolat, les groupes mbum ont, tout comme les Duru, maintenu chez eux un certain nombre de cultures qui n'existent plus ailleurs. Les Mbum étaient des gens du sorgho (*nang*), *Sorghum guinea* à cycle long. Actuellement leur gamme de sorghos a fortement diminué. *Ngwey*, *boroze*, *tay nun hul* (cil des yeux de la mort), sorgho irisé, ont pratiquement disparu. Ils ont gardé le *maway* (sorgho rouge), un *Sorghum caudatum* aux épillets encore assez serrés, utilisé pour les sacrifices, et le *saw ma nang* (= la mère du mil), ou *saw ma nay*. Ce dernier a la particularité de repousser à partir de ses souches l'année

³⁶ Ce qui n'est pas une caractéristique de l'ethnie mbum. Dans les familles qui connaissent une forte mortalité infantile, on donne à l'enfant qui naît ensuite un nom dépréciatif, censé éloigner la mort.

suivante si bien que ces parcelles, avec un ou deux sarclages, se transforment en champ, les espaces manquants pouvant être encore ensemencés³⁷.

D'autres céréales ont quasi disparu : un petit mil, *mbwey* et *pili*, *Eleusine cauracana*, encore conservée à des fins rituelles. Elles sont remplacées par le maïs, mais le *gbar*, ancien maïs précoce, a, lui aussi, cédé le pas aux nouvelles variétés véhiculées par la SODECOTON. Il s'agit de maïs à cycles de 100 et 110 jours, CMS 8501 et CMS 8704, variété à grains jaunes consommée plutôt en frais.

On assiste au même repli de certains tubercules ou racines tubéreuses, avec *hoy* ou *'way*, *Solenostemon rotundifolius*, et *sa'bin*, *Plectranthus esculentus*, cultivés à plat ou sur des billons circulaires. Il en va de même d'un ancien taro, *ndaw*.

L'igname, *peh* chez les Mbum de l'est, n'est pas cultivé. Quant à *dakru*, *Dioscorea dumetorum*, il semble n'avoir jamais fait - à la différence des Duru - l'objet d'une protoculture ou d'une domestication. Il en est ainsi également de *sii* ou *sigri*, *Tacca leontopetaloides*.

Le manioc, *peh pu* (= igname + bois) progresse avec des variétés amères venues de chez les Gbaya.

Cette civilisation agraire semblait faire une large part aux cultures oléifères. Les Mbum cultivent encore *panzan* (*Polygala butyracea*) semé à la volée avec le sésame, dans les champs de mil. Le sésame (*sam*), noir et blanc, de même que l'*Hyptis* sp. et une cucurbitacée oléifère (*koro disong*) sont cultivés. Les Mbum continuent à porter un grand intérêt à l'arachide. *Jogo num* (pois de terre/huile) offre plusieurs variétés : *orho*, *tay*, *sal*, *gway-gadang*, «champ d'essai» et la dernière en date, à grosse graine veinée, apparue en 1992. Il conviendrait d'ajouter les amandes oléifères de cueillette, celles du karité et de *Lophira alata*.

On retrouve encore la culture de *tom ngwoy*, *Tephrosia vogelii*, qui se pratique autour des cases ou le long des champs. Ce n'est plus tout à fait une culture pour jachère améliorée, mais toujours un poison ichtyotoxique recherché. En dépit du caractère extensif de leur agriculture et aussi de la petitesse de leurs outils aratoires, sorte de râissoires, les Mbum ne sont pas issus d'un néant agronomique.

Il n'en demeure pas moins que les Mbum font largement appel aux produits de cueillette qui n'intéressent pas seulement les périodes de soudure ou de disette. Ils apportent sur les marchés tous les produits de la brousse, brèdes pour les sauces, bases florales de *Bombax costatum* (*ndandi*), fleurs de crotalaire (*zay*), "gombo" sauvage, mais aussi bambous et simples pour la pharmacopée.

Les Mbum sont passés, dans les années 1970, à la spéculation cotonnière et, plus récemment, à un vivrier marchand, le maïs, entraînant une réduction rapide de l'éventail de cultures.

³⁷ Les Mbum pratiquent de la même façon avec les parcelles d'arachides et les laissent repartir pour une deuxième production.

2.2. Une agriculture sans modèle

2.2.1. Des exploitations très dissemblables, mais toujours sous-équipées

A la différence des migrants, qui offrent un seul modèle d'exploitation à des degrés divers de développement, y compris celles équipées d'un tracteur Bouyer, les Mbum présentent des situations très dissemblables.

Il y a ceux qui, comme les migrants, ont misé sur la double spéculation coton/maïs, ce sont généralement des jeunes et c'est à peine si l'épouse cultive un "quart" d'arachide ou de niébé.

D'autres font du coton, mais pas de maïs, ou, mais c'est plus rare, l'inverse.

Il y a ceux, polygames, qui cultivent du coton, peu de maïs et dont les épouses ont pris en charge les cultures d'arachide, de niébé et de sésame.

Les vieux adultes en restent aux cultures traditionnelles, sorghos mbum, arachide, niébé, sésame.

Les forgerons (dont un Duru) "mangent avec leur forge". Quant aux chasseurs professionnels, seules leurs femmes cultivent sorghos et arachide.

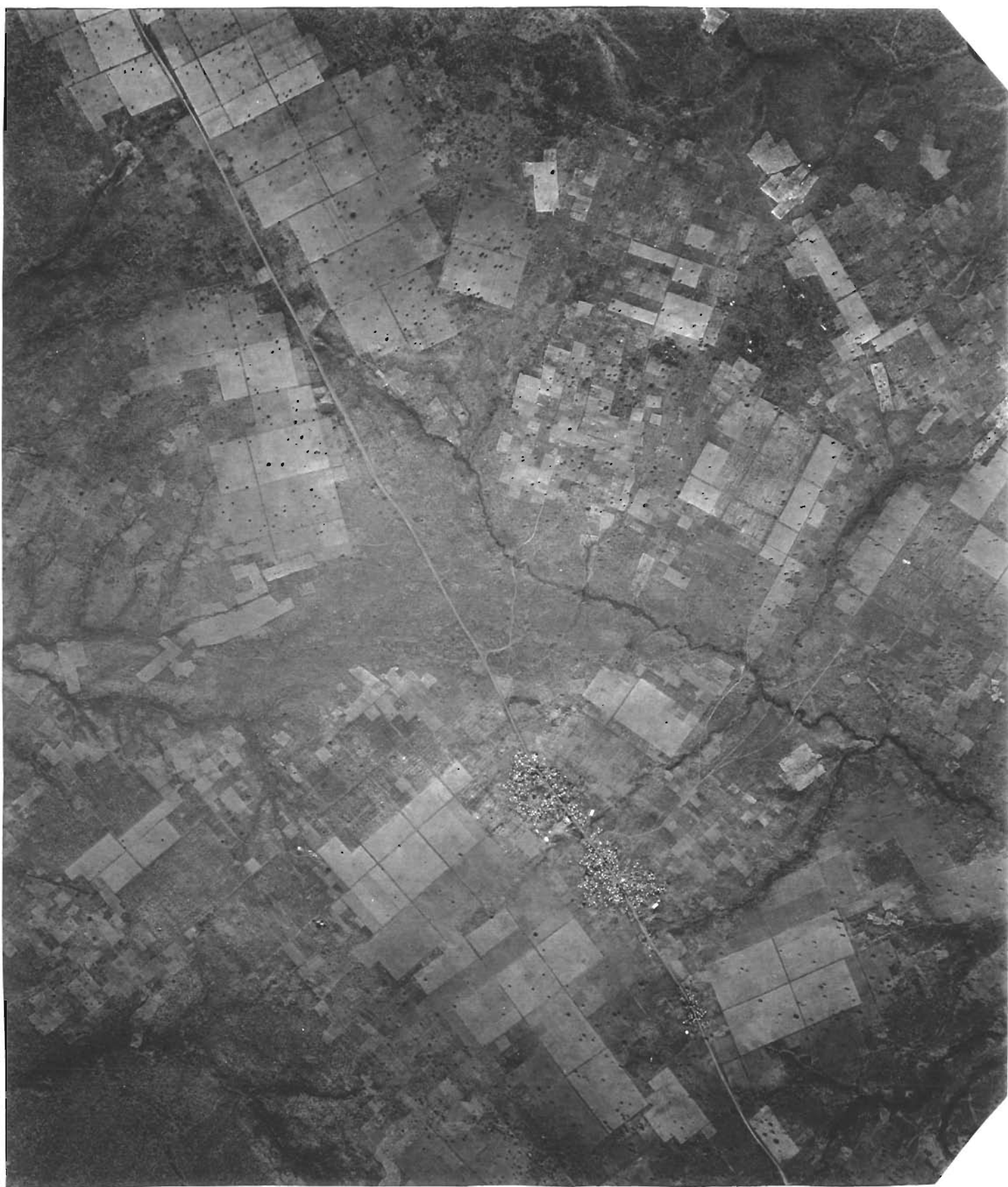
Indépendamment de ces catégories, tous disposent d'une parcelle plus ou moins grande de manioc.

Le sous-équipement des villages mbum est criant. A Panjama II, pour 115 chefs de famille, on enregistre seulement 12 charrues *pang day* et 2 ensembles complets (corps butteur/sarcler). On relève seulement 16 boeufs de trait. A la différence des migrants, les Mbum n'ont ni ânes, ni chevaux de trait. Les chevaux sont liés aux Peuls et la connotation du cheval avec le pouvoir reste forte. En revanche, les "pousses" sont aussi nombreux que chez les migrants et Panjama en dispose de 26, ainsi que de 23 bicyclettes et 4 motos. Le manque d'équipement en charrue et attelage va créer de véritables goulots d'étranglement à certains moments du calendrier agricole.

Issus des GLM (Groupements Légers Motorisés), qui opéraient principalement chez les Mbum, d'anciens mécaniciens ou chauffeurs, reconvertis en agriculteurs, ont récupéré un tracteur et assurent encore un certain nombre de prestations à des tiers. A Panjama, 13 exploitations font appel au service d'un tracteur pour des surfaces allant de 2 "quarts" à 5 "quarts", soit de coton, soit de maïs. Le coût de la prestation pour un "quart" est de 7000 F.

Plus nombreux (34) sont en revanche ceux qui louent un attelage et la charrue, principalement pour le buttage du coton. 22 cultivateurs emploient des manoeuvres, généralement du village, payés 2000 F le quart pour le sarclage et 6000 à 6500 F. pour la récolte du coton. Une dizaine de "gros producteurs" de coton et de maïs empruntent le service du tracteur, de manoeuvres et ont également recours aux associations. Le *pe pay* (= *surga* en fulfulde), travail collectif, se poursuit sur plusieurs modes, déterminés de nos jours par des associations. Les gens sont invités à des *surga* pour des labours et des sarclages, mais aussi pour des récoltes d'arachide et surtout de coton.

Les *surga*, avec de la bière, sont traditionnels et sont généralement le fait de non chrétiens et de non musulmans. Une quinzaine ont eu lieu en 1995. Les associations d'entraide musulmane, catholique et protestante organisent des *surga* arrosés de thé et de *dolo*. La plus active d'entre elles, celle des protestants, a réalisé 26 *surga* en 1995.



Village de Panjama (photographie aérienne de juin 1985)
in "Rapport de factibilité du programme SEB. Phase III". Février 1986

2.2.2. Les principales productions

Les surfaces en coton du village sont de 86 ha, dont 6 à 7 sont complantés en niébé. 76,52% des chefs de familles font du coton, en général 2 ou 4 "quarts". Seuls 11,3% dépassent les 5 "quarts". Parmi eux, 2 seulement perçoivent plus de 300 000 F, tous forfaits déduits. 25 dépassent 150 000 F. La moyenne s'établit à 113 000 F par "planteur".

Les Mbum de Panjama II ne semblent pas avoir réagi à la fin de l'assistance des GLM. L'encadrement des prestations des tracteurs leur permettait de mettre en culture de vastes surfaces. En 1987, 88 et 1989, une dizaine de cultivateurs faisaient entre 4 et 6 hectares de coton. En 1995, ils sont redescendus à 2 et 3 ha. Non seulement les forfaits pour les tracteurs sont devenus trop élevés, mais le coût des intrants a également augmenté.

Chez les Mbum de Panjama II, les doses d'intrants appliquées aux parcelles de coton varient à l'infini. Ceux qui disposent d'une charrue et d'un attelage ou qui peuvent en avoir gratuitement la jouissance, ne prennent en général pas de gramoxone ou alors en faible quantité. Les adventices sont traitées mécaniquement. Seul le diuron est maintenu, généralement à raison d'une dose (1 sachet) par «quart». Pour 2 «quarts» de coton, la dose de gramoxone est donc la plus variable, avec un maximum de 2,5 l., 2 sachets de diuron, 1 à 2 sacs d'engrais et un demi sac d'urée. Pour 4 «quarts» (= 1 ha), les doses d'intrants sont encore plus fantaisistes. Aucun cultivateur n'utilise les mêmes quantités, les doses maximales se situant entre 0,5 et 3 l. de gramoxone, 1,5 à 4 sacs d'engrais et toujours la plus constante, celle d'urée, 1 sac, avec quelques exceptions à 0,5 ou 0,75 sac. Tout se passe comme si l'achat des intrants était en partie tributaire de l'argent disponible au début de la culture ou encore s'il se faisait en fonction d'une prévision de culture, remise en question par la suite. Le développement opportuniste des surfaces entraîne la "dissolution" des intrants dénoncée tout au long des rapports semestriels de la SODECOTON.

34,9 ha sont réservés à la culture du maïs et 56,5% des chefs de familles cultivent du maïs. 23% des surfaces sont cultivées sans intrants et 30% des cultivateurs se sont procuré des engrais sur le marché et non auprès de la SODECOTON. Le gramoxone est peu utilisé, la proportion variant entre 0,25 et 1 litre pour 1 "quart" de maïs. Toujours pour un "quart", la formule la plus suivie (31% des cas) est la suivante : 1 sachet d'atrazine, 1/2 sac d'engrais et 0,75 sac d'urée. Les doses d'intrants pour 2 ou 3 "quarts" se réfèrent pratiquement aux mêmes proportions. Peu de cultivateurs font, à Panjama II, plus d'un hectare de maïs. Plus de la moitié se limitent à deux "quarts". Ici encore, l'apport le plus régulier est celui de l'urée, avec 1,5 sac.

Comme par le passé, on établira les surfaces que l'on aura les moyens de cultiver et on y appliquera les intrants dont on dispose avec, parfois, un complément acheté sur le marché. La production de maïs est décevante. Seuls une quinzaine de chefs de familles peuvent fournir une production supérieure à 10 sacs, dont le surplus peut être mis en vente sur le marché.

Superficies des cultures à Panjama II. 1995

coton	maïs	sorghos	arachide	pois de terre	niébé	sésame	manioc
86 ha	34,9 ha	80,7 ha	22,1 ha	10,5 ha	13,9 ha	9,5 ha	36,5 ha

Les surfaces ensemencées en sorghos traditionnels restent importantes, mais demandent à être interprétées. 16,9 ha sont ensemencés en *nang son manay* (sorgho blanc) et 15,5 ha en *maway* (sorgho rouge), 24,6 ha en mélange des deux. 23,7 ha sont des repousses de *nang son manay*, entre lesquelles on a semé du *maway*. Plus de 30% des surfaces en sorgho sont complantées avec des niébés, du *panzan* et parfois du manioc.

Les moyennes de rendement sont basses, 750 kg/ha pour le *maway* et 640 kg/ha pour le *nang son manay*. Quant aux parcelles de repousses, les rendements sont très variables et souvent inférieurs à 500 kg/ha³⁸. Le sac de *maway* est vendu entre 7500 et 10 000 F (en juin) et les Tupuri en sont les principaux acquéreurs pour le brassage de la bière.

L'arachide est cultivée par les hommes et par les femmes. la production est vendue, non décortiquée, au moment de la récolte, pour répondre à des besoins précis de vêtements et de frais d'écolage. Les plus gros producteurs écoulent de 15 à 18 sacs. Le sésame est généralement vendu à la cuvette, le sac de 80 kg ou 100 kg pouvant atteindre le prix de 25000 F.

Quant au manioc, il est particulièrement bien adapté à l'économie mbum. Il peut combler le déficit en grain et peut être d'un rapport régulier tout au long de l'année. Près de la moitié des chefs de famille commercialisent du manioc, en général 2 à 3 sacs par mois, jusqu'à 7 ou 8 pour certains. Le sac est vendu 6000 F. Les femmes commercialisent la fécule de manioc, *wogoro peh pu* (*gurka* en flide).

Sur une photographie aérienne de juin 1985, du village de Panjama, on identifie, de part et d'autre du village et sur la route allant à Sorombéo, des blocs de culture motorisée divisés en parcelles de 5 ha, séparées encore par des bandes anti-érosives de 10 m de large. Ces blocs ont été soigneusement déssouchés. On voit aussi des ensembles de parcelles vouées à la culture manuelle ou mécanisée, alignées sur le quart d'hectare, jouxtant parfois des champs de femmes aux contours plus irréguliers. Le parc arboré dominé par *Parkia biglobosa* est ici bien en place et se maintient encore sur les blocs de culture motorisée.

Le parcellaire mbum est très éclaté, les champs sont souvent fort éloigné des villages et difficiles à surveiller. C'est ainsi qu'en 1995, 11 parcelles ont été détruites par le feu, 9 par les troupeaux des Mbororo et 6 dévastées par les cynocéphales. La dispersion des parcelles, le mauvais suivi des cycles culturels et l'absence de surveillance contribuent fortement à accrédi ter l'image de "mauvais cultivateurs" que l'on applique aux Mbum.

Le passage des sorghos aux maïs a entraîné la fin des greniers mbum, moins de dix dans le village³⁹. Il s'est opéré en même temps que les cases se sont couvertes de

³⁸ Dans un rapport anonyme «Projet d'aménagement régional du Sud-Est Bénoué, BDPA-CFDT» de 1984, on peut lire que «les superficies de «sorghos de repousse» sont estimées dans la région à 17% des surfaces en sorgho et «le sorgho de repousse» ne produit que 300 kg/ha, en revanche, le sorgho direct bénéficiant de l'arrière-effet de fertilisation sur cotonnier peut monter à 1000 kg/ha».

³⁹ Dans la concession, les greniers étaient construits au-dessus d'un foyer dont la fumée concourait à la

tôles et les sols d'une chape de ciment, permettant de stocker les récoltes dans des sacs. Plus de la moitié du bâti de Panjama II est tôle, soit 141 unités d'habitations, simples ou doubles.

C'est également là une façon de cacher ses biens, au contraire des greniers exposés au regard des *dogari*. Le fait de vendre à la récolte et de ne pas devoir gérer des stocks est une manière pour les Mbum d'échapper depuis des générations à l'arbitraire du pouvoir traditionnel qui, à tout moment, peut s'abattre sur eux.

C'est aussi, en grande partie en raison de cette précarité que les villages mbum disposent d'un petit nombre d'animaux domestiques, inférieur à celui des migrants : 2 vaches, 127 chèvres et boucs, quelques moutons, 107 porcs et seulement 142 poulets et 26 canards pour l'ensemble de Panjama II. Il en va également de même pour les bêtes de trait qui peuvent être prises ou vendues pour payer une amende. Les chiens, qui servent la chasse, sont, en revanche, très nombreux et certaines familles en possèdent une vingtaine.

3. La chasse, grande activité des Mbum

Chez une grande partie des Mbum, la conduite des travaux agricoles ne peut être envisagée sans la prise en compte des campagnes de chasse et de pêche. Il convient, pour mieux comprendre l'économie des Mbum, de superposer le calendrier des chasse et des pêches à celui des cultures. Lorsqu'une campagne de chasse ou de pêche s'annonce fructueuse, ou se prolonge, et que les gains projetés sont deux à trois fois supérieurs à ceux de la production d'une parcelle de coton, les Mbum abandonnent à leurs femmes le soin d'en assurer le suivi ou laissent tout simplement leurs champs. Il est toujours plus valorisant de courir derrière du gros gibier avec ses chiens que de se livrer au fastidieux travail de la terre ou de surveiller d'éventuels manoeuvres...

La chasse étant assimilée à du braconnage apparaît comme une activité illicite dont on ne parle pas. Il en est de même de la pêche souvent pratiquée au poison. C'est de l'occultation de ces importantes activités qu'est née "l'incompréhension" du comportement économique des Mbum. A Panjama II, 43 chefs de familles se livrent à la chasse et plus de 20 à la pêche⁴⁰. On compte peu de fusil, un chez le chef et deux à trois fusils de traite, *adaka*, *dah hore* (: frapper + feu en mbum). La chasse est, chez les Mbum, encore traditionnelle. Elle était autrefois collective et aux filets (*rlii*) et de plusieurs types : *rlii tiyon*, *rlii dana*, *rlii waso*... Les Mbum chassaient à la lance et aux couteaux de jet. L'arc est venu tardivement, avec les *gaw*, chasseurs bornouans professionnels. Les filets, faits de cordelettes de niébé textile (*ngne*), puis en *gabaydji*, diffusé par les Peuls, étaient propriété des aînés qui, chacun, ralliaient un groupe de chasseurs. Les filets furent brûlés dans les années 1950, au moment où l'on délimita les réserves de faune de la Bénoué et de Bouba Njida. Les grandes chasses collectives, *gani*, n'existent plus. Le cadre rituel qui y était associé a disparu et le statut social n'est plus, comme par le passé, conféré par la chasse. Surtout, il est devenu difficile d'écouler une viande de chasse, dont le partage s'avère difficile à réaliser.

protection de la récolte et qui jouxtait une table de mouture.

⁴⁰ Les Mbum de Panjama font des campagnes de pêche sur la Vina de janvier à mai. Les silures fumés, d'un bon rapport, sont écoulés sur le marché de Mbaymboum et sur ceux du SEB.

En 1996, la chasse se pratique individuellement ou en groupe de cinq à six personnes et avec des chiens. La chasse au feu, *mbiswi hode*, est courante. Les vieux ont tendance à chasser aux pièges, *ndaw*; Ils appartiennent au même registre régional, *sal ndaw*, *sal parang* (= *tekkere*⁴¹ peul), dont le *ndaw pu* est un *tekkere* attaché à un lourd pieu placé dans un trou profond, sans y être fixé...

Les chasseurs de Panjama chassent vers Mayo Ndiki et sur la montagne de Ndock, la plus giboyeuse. Les campagnes s'arrêtent en juillet et août. A Panjama I et II, 16 chasseurs sont des professionnels et seules leurs femmes cultivent. Sehul Hamadu gamalaw, du quartier Ganmaje, chasse toute l'année avec ses 20 chiens. Il adapte ses techniques à chaque saison et, bien sûr, pour des gibiers précis, changeant de milieu, passant des plaines aux collines. Les circuits de viande fraîche intéressent les villages de migrants et Touboro ; ce sont des gibiers abattus au retour de campagne de chasse dans les collines. Le gros de la viande est écoulee sous forme de lanières séchées ou fumées. Les chasseurs professionnels tablent sur une rentrée d'argent minimum de 15 à 20 000 F/mois. Leurs revenus, avec ceux des campagnes de pêche, peuvent annuellement dépasser 400 000 F., voire 600 000 F.

Pour une majorité de chasseurs, les rentrées d'argent sont évaluées entre le double et le triple des revenus du coton et du maïs réunis. A Panjama, on détermine deux catégories d'actifs en fonction de la pratique ou non de la chasse et de la pêche.

Des chasseurs professionnels, Mbum du Tchad ou Gbaya, viennent à Panjama où on leur prête un fusil. Ce chasseur «étranger» reste contrôlé par le chef de Panjama. Il sera accompagné par un homme du chef qui lui donne les cartouches. Il effectuera quatre à six sorties par mois. Ainsi, pour une sortie de six jours en avril 1996, pour un groupe de cinq personnes (chasseur + porteurs) vers la montagne de Ndock, huit gros gibiers ont été abattus : trois bubales et deux cobs, dont la viande découpée en lanières a été fumée et vendue respectivement 32 000F. et 14000 F. La viande fraîche de trois gazelles abattues au retour a été écoulee à 10 000 F, soit au total 56 000 F. Les trois porteurs ont reçu 3000 F chacun et une part de viande ; le chasseur, 4000 F et la viande (ou l'équivalent) d'un gigot par bête abattue. Le commanditaire empoche le reste et donne une commission à celui qui a accompagné le chasseur.

A Panjama II, de nombreux villageois ont une activité annexe. On recense 5 menuisiers-charpentiers pour "toiturer les maisons"⁴², 5 à 6 maçons, 3 bouchers, 3 cordonniers, 3 tailleurs et 3 forgerons. 6 tiennent une petite boutique et quelques-uns se livrent temporairement au commerce de vêtements ou de bétail. Les "gens d'église" sont nombreux, 6 à 7 catéchistes, évangélistes et diacres. A cela s'ajoutent 2 chauffeurs et 3 maîtres d'école.

Les activités de manoeuvres auprès des migrants sont peu avouées. Les jeunes Mbum affirment que «aller travailler chez les migrants est comme une petite campagne de chasse ou de pêche. Cette activité est certes moins bien rétribuée, mais on reste à proximité du village et on mange mieux qu'au bord des mayo et en brousse». Toutefois

⁴¹ Le *tekkere* est une sorte de tore de 25 cm de diamètre, en cuir tressé ou en fibre de *Piliostigma reticulatum*, garni d'éclats de bambou ou de tiges de mil, tournés vers l'intérieur en un léger entonnoir. Il est apposé sur l'ouverture d'un trou de 40 cm de profondeur dans lequel l'animal enfoncera la patte. Le *tekkere* est relié à un lourd billot de bois.

⁴² Ils fabriquent des décortiqueuses à arachide pour tous les villages de migrants.

une trentaine de chefs de famille vont régulièrement y louer leurs services. En revanche, la coupe de bois de chauffe se présente comme le complément de l'activité de chasseur et intéresse près de la moitié des chefs de famille.

Les femmes sont très actives. 63 brassent de la bière en dépit de la forte présence de l'Eglise Fraternelle Luthérienne, mais 5 seulement font de l'*arge*. Elles fabriquent des beignets (*makala, kosey...*) et surtout, sur la copie des femmes musulmanes, 30 à 35 femmes fabriquent de l'huile d'arachide, avec son complément, les tourteaux fusiformes, *abakuru*. En même temps, elles pressent aussi l'huile⁴³ de *simma* (*Lophira alata*) et de karité, si bien qu'au mois de mai, on voit sécher avant torréfaction les graines de karité, de *Lophira*, les arachides, le sésame... dans de nombreuses concessions. De plus, elles vendent des légumes, *gubudo, laalo*, oseille de Guinée et les produits de cueillette.

4. Les rapports des Mbum et des migrants

Le médiocre intérêt que les Mbum portent à l'agriculture montre que leur préoccupation est ailleurs. A la faiblesse de la production cotonnière s'ajoutent le peu de développement des parcelles de maïs, souvent inondées, le maintien des champs de recru de sorgho et leur faible rendement.

Les cultures ne sont conduites jusqu'au bout par les hommes que dans la mesure où elles n'entravent pas une campagne de chasse. Si les réserves sont vides, les Mbum savent à merveille tirer parti des productions de cueillette et se rabattent sur les tubercules sauvages. Entre deux campagnes de chasse, ils peuvent louer leurs services chez les migrants. Cette gestion des greniers vides et d'absence de bétail leur a été dictée, rappelons-le encore, par près de deux siècles de soumission au lamidat de Rey.

Le système mbum est-il encore reproductible dans les décennies à venir ? Les Mbum sont inquiets sur leur environnement. Les stocks cynégétiques diminuent, ponctionnés par des chasseurs venus de Ngaoundéré et armés de fusils, la concurrence des éleveurs mbororo dans la plaine et l'afflux de migrants qui chassent également et font refluer le gibier sur les seuls reliefs, les rendent moins abondants et d'un accès plus difficiles.

Le système économique mbum est bâti sur de vastes espaces ouverts et de faibles densités de peuplement. La colonisation des plaines par les Mbororo et les migrants les cantonne de plus en plus sur l'exploitation des piémonts et des reliefs.

Les rapports entre les Mbum et les migrants ont été de très bonne qualité la première décennie et chacun y a trouvé son compte. Les Mbum font figure de maîtres de la terre et fournissent sur les marchés les produits de la brousse. Sans stocks et sans réserves monétaires, ils ont constamment besoin de petites sommes d'argent et s'engagent alors comme manoeuvres auprès des "grands laboureurs" que sont les migrants cultivant du coton sur de vastes surfaces. Les riches migrants ont pu prendre femme chez les Mbum par le biais de l'appartenance commune à une église.

⁴³ L'huile est extraite à chaud par les femmes, qui récupèrent l'émulsion surnageant après ébullition prolongée des amandes préalablement torréfiées.

Grâce aux migrants protégés par l'encadrement de la SODECOTON, les Mbum ont pu peu à peu échapper à l'emprise des *dogari* et un vent de pseudo-liberté a commencé à souffler dans la région de Touboro. Les Tupuri refusant de payer la *zakkat* et défendant aux *dogari* toute exaction chez eux, les Mbum se montrèrent eux aussi moins soumis.

Depuis 1995-96, les choses changent, le développement non contrôlé des villages de migrants inquiétant les Mbum. Ils craignent de perdre leurs terres, aussi s'organisent-ils pour affirmer partout l'ancienneté de leur présence, ce qui n'est pas difficile avec leur mode passé d'occupation de la terre.

Cette situation nouvelle n'est pas sans apporter des tensions. Le pouvoir de Rey pourrait bien profiter de cette opportunité pour s'instaurer protecteur de "ses" Mbum face aux nouveaux venus.

L'établissement de limites officielles entre les villages de migrants ne saurait suffire si la délimitation des finages mbum n'est pas effective. L'impératif de sécurité foncière villageoise est valable pour les migrants comme pour les autochtones.

Proposition pour des actions de développement

Avec les migrants du SEB, on ne peut que constater une nouvelle fois la faculté d'adaptation des sociétés paysannes du Nord-Cameroun, indifférentes aux changements de milieu naturel comme à la nature des spéculations. Il faut souligner leur grande plasticité. Les Mafa du SEB, par exemple, gèrent aujourd'hui avec efficacité des sommes importantes. Pourtant les rapports sur le SEB (1985) font état à propos de ces mêmes Mafa, «d'un manque de maturité des populations vis-à-vis de l'économie monétaire». Il en va de même des régimes alimentaires. Lors de leur installation en 1985, les migrants se plaignent que les aides alimentaires sont en maïs et réclament du sorgho. Cinq ans après, ils sont tous passés à la «boule» de maïs.

Les objectifs du projet SEB, si l'on s'en tient aux rendements et aux revenus, sont largement atteints.

Les problèmes qui se posent aux migrants de la région de Touboro ne sont plus techniques. Bien évidemment on enregistrera toujours une demande pour plus d'infrastructures et surtout pour un meilleur entretien des forages, des moulins, des écoles, mais, dans l'ensemble on n'observe pas en 1996 de gros dysfonctionnements. La lutte anti-érosive n'est jamais revendiquée. Les chantiers de courbes de niveau rectifiées⁴⁴, initiés en 1990 au village des Eléphants⁴⁵, et qui se poursuivent, répondent plus à la «demande sociale», c'est-à-dire émanant des bailleurs de fonds que des paysans eux-mêmes. Ce qui ne signifie pas que ces actions soient déplacées, mais elles exigeraient un suivi pour comprendre comment les populations se les approprient, les rejettent ou les réinterprètent.

Le projet pourrait également programmer une étude quant aux conséquences sur le milieu d'un passage au «labour chimique» par un aussi grand nombre de villages.

Un maillage de villages trop serré.

Les premières implantations de villages ont été trop rapprochées et, dès les premières années, l'encadrement du projet en fut conscient. Toutefois, le projet pensait pouvoir moduler une migration qu'il encadrait et gérer des unités villageoises homogènes. On peut lire dans un rapport du Service Migration de 1985 : «Il était prévu que les villages à créer dans la zone de migration seraient constitués de quarante familles au maximum, ce qui revient à dire, la moyenne familiale étant de cinq personnes par famille, que chaque village représenterait théoriquement une population de deux cents habitants».

⁴⁴ Ces courbes de niveau rectifiées séparent des bandes de culture pouvant être divisées en «quarts» (25 m x 100 m).

⁴⁵ L'expérience a commencé au Village des Eléphants, réservé aux Mafa. On pensait que les cultivateurs habitués aux terrasses des monts Mandara seraient mieux à même de s'adapter et d'entretenir un système anti-érosif. Cet a priori ne reposait sur rien. Les migrants Mafa viennent des piémonts où leur préoccupation n'était pas de construire des systèmes anti-érosifs et surtout aucun groupe de migrants n'a jamais opéré de transfert de techniques intensives des régions de départ.

Le projet s'applique à des migrants-planteurs anonymes alors que l'on a affaire à des paysans disposant d'un héritage culturel et technique. Les groupes ethniques manifestent des comportements d'habitats souvent spécifiques. Dans la PEN, par exemple, les villages d'Arabes Showa comptent en moyenne une centaine de personnes, alors que les villages bornouans se situent entre 350 et 400 personnes. Comment prévoir les comportements de populations comme les Tupuri, Mafa et Mofu, qui, chez eux, vivent en habitat dispersé ? La dynamique de peuplement du SEB ne pouvait être totalement prévisible. Le projet a toutefois failli en ne prenant pas en compte quelques données sociales de base. Les migrants essaient de se regrouper selon des critères ethniques, conduisant à une redistribution de populations entre les villages. Le projet n'a pas, non plus, anticipé sur une migration spontanée secondaire, qui renforcerait les effectifs des villages.

L'absence d'un village migrant type

Chez les Tupuri du SEB, le profil du village de migrants est estompé par un véritable report de la société tupuri dans la région de Touboro. Les Tupuri recréent leur armature sociale, les familles se reconstituent dans leur entier. Famines, manque de pluies, appauvrissement de la terre sont les causes de départ, mais ce sont des groupes apparentés, alliés, organisés qui ont un projet collectif de migration qui viennent s'installer dans le SEB.

Dans la région de Touboro, on assiste à la mise en place d'un troisième pays tupuri, la région de Garoua, entre Dengui et Lagdo étant l'échelon intermédiaire, le deuxième pays. Ce dernier permet à celui de Touboro (SEB et Sud Vina) de se réaliser.

Les Mafa, de leur côté, font de même et se regroupent dans des villages voisins du SEB, Habaga, Mayo Nda, Ouro Massara, Louggere, Mbilougui... Eux aussi pratiquent le système de colonies-relais dans le NEB.

Le SEB s'avère une juxtaposition de «pays» ethniques, grosso modo unis par les mêmes productions et les mêmes itinéraires techniques, mais qui diffèrent entre eux par les contenus sociaux. Pour une partie des migrants, les montagnards en particulier, l'accès à l'espace est synonyme d'une certaine capitalisation et d'une émancipation sociale, alors que d'autres, comme les Tupuri, sont plus partagés. Certains Tupuri veulent reporter intacte leur société dans l'espace et optent pour une «logique du même». D'autres, en revanche, ne s'interdisent pas toute innovation sociale, ce qui induit les déchirements que connaît la société tupuri de la région de Touboro.

Il n'existe donc pas un modèle de village de migrants, mais plusieurs, dont la typologie reste à établir (seuls six villages sur vingt-un ont été étudiés). Ceci devrait toutefois inciter les développeurs à prendre du recul sur le schéma normatif de développement pour présenter des formules adaptables à des sociétés villageoises engagées dans des options socio-économiques différentes.

La pérennisation de l'implantation des migrants toujours d'actualité

Les migrants du SEB, renforcés par ceux du Sud Vina au sud de Touboro, forment un pôle de développement dont la pérennisation peut être remise en cause par une aggravation du climat politique local et l'accroissement de l'insécurité.

Pour bien ancrer les deux zones de migrants du SEB et de Sud Vina, un développement de l'agglomération de Touboro serait nécessaire. Or, cette ville frondeuse vis-à-vis du lamido de Rey voit son extension constamment freiné : un lycée ou un hôpital sont-ils proposés et aussitôt le lamido intervient et détourne le projet vers les cités du nord, Rey et Tcholliré.

Nous avons déjà souligné l'arbitraire du pouvoir de Rey qui, ces dernières années ne cesse de s'accroître au détriment de l'administration. Ce repli de l'Etat fait actuellement renaître le mythe de Rey, lamidat à part, indivisible, qui a toujours traité directement avec le gouvernement ou son représentant à Garoua, chef de région ou gouverneur.

Les migrants n'ont pas l'impression d'être totalement protégés. Le lamido de Rey se montre capable de s'attacher tous ceux qui travaillent sur ses terres indépendamment des structures administratives qu'ils servent. Le comportement des migrants n'est pas lui-même homogène. Les montagnards passent par l'encadrement traditionnel alors que les Tupuri le réfutent et ne s'adressent qu'à la sous-préfecture ou à la gendarmerie.

Quant à l'insécurité, elle s'est aggravée, en 1995 et 1996, dans la région. Le 9 janvier 1995, le marché de Mayo Nda est encerclé et razziaé, avec mort d'homme, le 23 juillet de la même année, le village des Phacochères est pillé, en janvier 1996, un campement mbororo, à l'est de Foulbi, est attaqué et brûlé, on relève des blessés, toujours par des « irréguliers » tchadiens... Quant aux coupeurs de route, on ne dénombre plus leurs actions.

Ces données de politique locale prennent de jour en jour plus d'importance.

Absence de limites intervillageoises et malaise foncier

Le lendemain même de notre arrivée à Siri (22 mars 1996), nous avons été pressés de nous prononcer sur un problème de limite qui se posait avec le village voisin de Mayo Zariya et nous avons dû nous rendre sur le lieu du litige. Chaque semaine, nous avons reçu les doléances d'émissaires de différents villages venant exposer ce type de problème.

Nous les avons évoqués dans le cas de Siri, Mayo Ladde, Habaga. Ils sont également attestés à Golombale, qui connaît des problèmes avec Mayo Kolon, lequel, comme Mayo Zariya, se sent enclavé. Tous les Mada qui arrivent au SEB aboutissent là, c'est leur centre. En 1995, un conflit armé a été évité de justesse par le *dogari* qui réside dans le village proche, de Kanana.

Les villages qui ne sont pas confrontés à des problèmes de limites sont ceux de la rocade extérieure qui longe la frontière du Tchad, Yanli, Mayo Nda, Ouro Massara... Ils sont, en revanche, inquiétés par l'insécurité.

Les Mbum, jusqu'à présent passifs, commencent à faire valoir leur droit de « maître de la terre ». Certains désirent laisser les piémonts des collines et s'avancer en plaine, là où sont les migrants.

L'installation d'un finage borné est explicitement demandé par quasiment tous les chefs de village du SEB.

Le développement des parcellaires est totalement dominé par la stratégie qui consiste à avancer le plus possible pour placer le voisin devant le fait accompli. Ainsi on n'emblave pas les zones non menacées, mais on se porte au devant du voisin. Cette compétition sur l'espace ne peut que dégénérer en conflits. Un bornage sécuriserait les

deux parties, permettant une exploitation plus rationnelle des potentialités de chaque terroir. Le bornage serait le signe tangible d'un espace fini qui dissuaderait les nouveaux migrants -mêmes apparentés - de s'établir. Cet argument a été avancé à plusieurs reprises par les villageois.

Le bornage est surtout perçu comme un frein à des différends qui favorisent l'intervention des *dogari* et peu à peu rendent certains villages dépendants de Rey.

Nous estimons comme impératif pour le projet de faire en 1997 une campagne de bornage, prioritairement dans les villages de la première rocade, de Ngay Lara à Habaga, avec, le cas échéant, l'appui de la sous-préfecture.

Quelques autres desiderata des migrants

Les paysans du SEB demandent d'une part une maîtrise technique de l'espace avec l'aide d'infrastructures et, d'autre part, un meilleur contrôle foncier, avec plus de liberté dans le défrichement.

Les migrants semblent vouloir défricher librement sans être soumis aux piquetages imposés par le projet et qu'ils jugent arbitraires. Ils entendent gérer leur espace, même sous certaines conditions, ne pas pratiquer des défrichements à blanc et préserver certaines zones boisées.

Ils réclament plus de souplesse dans le développement de leurs villages et l'essaimage éventuel de petits quartiers. Pour cela, ils ont besoin d'infrastructures minimales en «pénétrantes» et de l'installation de nouveaux forages.

De nombreux petits ouvrages, radiers ou petits ponts sur les mayo, leur permettraient de circuler plus facilement sur leurs terroirs. Ces terroirs qui s'allongent posent le problème du transport des intrants, des personnes et des récoltes. Les « pousses » attelés à un poney ne sauraient totalement y répondre. Il conviendrait de se pencher sur l'intervention de charrettes ou de carrioles équines, un peu comme cela se pratique au Sénégal.

Dans quelle mesure le projet peut-il accepter des initiatives d'implantations et dépasser l'encadrement de villages-centres ? Comment concilier la volonté de maintenir les migrants avec un certain volant d'intensif et entériner leur boulimie d'espace ? Pour le projet, il s'agit moins de pousser à l'intensification de leur système de production que d'assurer les conditions d'une stabilité des systèmes mis en place par les migrants, sans que cela ne constitue pour l'immédiat une fixation totale de l'espace agricole.

Indications bibliographiques

- Béroud F., 1984. *La mise en oeuvre des projets de développement rural intégré par la SODECOTON. Cas du projet Sud-Est Bénoué I*. SODECOTON, 19 p.
- Bekolo M. et Gaudard L., *rapport semestriel mai 95 à Octobre 1995 (campagne 1995/96)*. SODECOTON/DPA. 43 p. + annexes.
- Cappelletti G., 1996. *Dictionnaire Tupuri-Français*. Mission catholique de Guidiguis (pro manuscripto). 220 p.
- Céruse J., Lenfant A. et Léo O., 1981. *Etude de reconnaissance des aptitudes des sols. Projet Sud-Est Bénoué (Phase II)*. BDPA-SODECOTON. 58 p. + annexes.
- Dégatier G., 1995. *Terroir de Ngouore (un terroir tupuri en pays fulbe)* DPGT-SODECOTON-ORSTOM. 62 p.
- Devèze J.C., Madaule S., 1992. *Evaluation rétrospective du projet Sud-Est Bénoué (Cameroun)* CFD. 42 p. + d'annexes.
- Dounias I., 1996. *Fonctionnement des systèmes de culture en zone d'installation de migrants*. In «Agricultures des savanes du Nord-Cameroun». Garoua/Cirad. pp. 69-81.
- Dugué P., Dounias I., 1995. *Intensification, choix techniques et stratégies paysannes en zone cotonnière du Cameroun (le cas des systèmes de cultures des zones d'installation des agriculteurs migrants)* in «Succès et échecs des révolutions vertes». Cirad Montpellier. 15 p. + annexes.
- Dugué P., Koulandi J., Moussa C. 1996. *Diversité des situations agricoles et problématiques de développement de la zone cotonnière*. In «Agricultures des savanes du Nord-Cameroun». pp. 21-35. Garoua/Cirad.
- Gaudard L., 1995 *rapport semestriel de novembre 94 à avril 1995 (campagne 1994-95)*. 26 p. + 20 p. d'annexes
- Gaudard L. et Bekolo M., *Rapport semestriel mai 1995 à octobre 1995 (campagne 1995-96)*. DPA/SODECOTON. 43 p. + 52 p. d'annexes.
- Gaudard L., 1996. *Rapport semestriel de novembre 1995 à avril 1996 (campagne 1995-96)*. DPA/SODECOTON. 33 p. + 30 p. d'annexes.
- Iyebi Mandjek O., Seignobos C., 1996. *Le suivi de migrants mafa à travers quatre terroirs*. In «Agricultures des savanes du Nord-Cameroun». Garoua-Cirad. Pp. 111-140.
- Karasinski V., 1991. *Aménagement de terroir (campement des éléphants)*. Janvier 1990-mai 1991 (projet forestier). AFVP. Yaoundé. 71 p.

Lacroix P.F., 1953. *Notes sur les Peul de l'Adamawa*. Dactyl. 88 p.

Lafitte A., 1990. *Appui à la création du SART (Service d'animation rurale de Touboro)*. APICA-ACO. Douala. 22 p.

Le Bourgeois Th., Merlier H., 1995. *Adventrop, les adventices d'Afrique soudano-sahélienne*. Montpellier, CIRAD-CA. 637 p.

Maison Rurale de Touboro.	Rapports d'activités	1985-1986
		1986-1987
		1987-1988

SART (Service d'animation rurale de Touboro).	Rapports d'activités	1990-1991
		1991-1992
		1992-1993
		1993-1994

Marnotte P., Le Bourgeois Th., Martin J., 1996 *Mauvaises herbes et désherbage des cultures de la rotation cotonnière*. In «Agricultures des savanes du Nord-Cameroun». Garoua/Cirad, pp. 165-175.

Martin J., Ekorong J., 1996. *Trois vieilles molécules renouvellent le désherbage chimique au Nord-Cameroun*. Poster/Journées Nationales de la Recherche. Yaoundé. 2-5 avril 1996.

Meurillon G., 1984. *Typologie des exploitations agricoles des zones d'extension du projet NEB*. Section évaluation/Rapport annuel. Mission d'étude d'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué. 39 p.

Milleville P. et Serpantié G., 1994. *Intensification et durabilité des systèmes agricoles en Afrique soudano-sahélienne*. In «Promotion des systèmes agricoles durables dans les pays d'Afrique soudano-sahélienne». FAO-CTA-CIRAD. pp. 33-45.

Mohammadou E., 1979. *Les Yillaga de la Bénoué : Ray ou Rey-Bouba*. CNRS. Paris. 598 p.

Mohammadou E., 1990. *Traditions historiques des peuples du Cameroun Central*. Vol. 1. «Mbere et Mboum, Tikar.» ILCAA/Tokyo. 414 p.

Pafing G., 1991. *Tableau récapitulatif par tranches d'âge de la population existante au 31 décembre 1991 dans les trois zones de migration du projet Sud-Est Bénoué*. 4 p.

Pélissier P., 1995. *Campagnes faricaines en devenir*. Ed. Arguments, Paris. 318 p.

Podlewski A.M., 1966. *La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun (entre Bénoué et lac Tchad)*. Cah. De l'ORSTOM, Sc. Hum. Vol. III N°4. 194 p.

Poulain J., 1992. *Rapport trimestriel février-mars-avril 1992 et bilan définitif du projet SEB, composante migration*. DDR/Service migration, 6 p. + 17 p. Tableaux graphiques et carte.

Proffit Ph., 1981. *Note relative à l'étude de la deuxième phase du projet Sud-Est Bénoué*. CCCE. 6 p.

Proffit Ph., 1986. *Projet de développement rural du Sud-Est Bénoué. Phase III*. SODECOTON. 48 p. + annexes.

Roupsard M., 1987. *Nord-Cameroun, ouverture et développement*. Thèse. Université Paris X, Nanterre. 512 p.

Ruelland S., 1988. *Dictionnaire Tupuri-Français-Anglais (région de Mindaoré, Tchad)*. Peeters/Selaf.

Seignobos Ch., 1995. *Terroir de Sirlawe (saturation foncière et émigration encadrée)*. DPGT/SODEOTON/ORSTOM. 73 p.

Sigrist J.L., 1992. *Pratiques paysannes et utilisation des intrants en culture cotonnière au Nord-Cameroun*. Mémoire ISTOM, IRA Cameroun et SODECOTON. 111 p.

Toukrou A., 1996. *Croyances et pouvoirs magiques en milieu tupuri, leur impact sur la vie courante et le développement rural : l'exemple de Sirlawe*. DPGT, volet Gestion de terroir (note interne). 4 p.

La sorcellerie chez les Toupouri. Mission catholique Doubane, 1993, 55 p.

Projet de développement rural du Sud-Est Bénoué. Rapport de factibilité du programme de la phase III. SODECOTON. 48 p. + annexes. 1986.

Evaluation de la troisième phase du projet de développement du Sud-Est Bénoué (SEB III). CCCE. 38 p. 1987.